SFG2898 V2

PREMIER MINISTÈRE

SECRÉTARIAT GENERAL

BAGREPOLESEM



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT DE **157,43KM DE PISTES AMELIOREES ET DE PISTES ORDINAIRES**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2016

Table des matières

LISTE	DES TABLEAUX	6
LISTE	DES FIGURES	8
Résume	é exécutif	9
EXECU	TIVE SUMMARY	15
Introdu	ction	20
I. Mé	thodologie	21
II.	DESCRIPTION DE LA ZONE DU PROJET	23
2.1.	Contexte du projet	
2.2. $11.1.$	Description du projet	
	DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES TRACES	
11.2.	Description synthétique du trace des projets routiers retenus	
11.3.	Zones d'impacts des activités du projet	
11.4. 11.5.	Option pour la minimisation de la réinstallationObjectifs du plan de réinstallation	
	SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES	
4.1.	Les implantations humaines	
4.2.	Population de la zone d'étude	
4.3.	emplois et revenus	
4.4.	Les activités économiques	
4.4		
4.4		
4.4	.3. Pêche et aquacultureLes secteurs sociaux	
4.5.		
4.5		
4.5		
4.5		
4.6.	Caractéristiques démographiques et socioéconomique des pap	
4.6	•	
4.6		44
4.6 con	2.3. PAP perdant des infrastructures de commerce et et dont les activités numerciales sont perturbées	47
4.7.	Synthèse des résultats des recensements des pap et des biens impactes	49
4.7	1. Infrastructures à usage d'habitation et annexes	50
4.7		
4.7		
4.7		
V.	CADRE JURIDIQUE DE LA RÉINSTALLATION	
	ELIGIBILITE A LA COMPENSATION	

6.1.		ères d'éligibilité	
6.2. 6.3.		e butoirforcement des capacités des organismesforcement des capacités des organismes	
VII.		UATION des besoins de COMPENSATION/réinstallation	
7.1. 7.2.		hodes d'évaluation des éléments d'actifs affectésèmes d'évaluation des éléments d'actifs affectés	
	2.1. habitat	Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'infrastructures à usage ion et infrastructures annexes	
	2.2. gricoles	Barèmes d'évaluation des compensations des pertes de cultures et de revenus .73	
	2.3. evenus e	Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'infrastructures et de économiques	. 73
	2.4. namps e	Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'arbres privés dans les et/ou les habitations	.74
7.3.	Cou	ts des compensations des pertes des biens impactes	75
	3.1. frastru	Coûts des compensations des pertes d'infrastructures à usage d'habitation et	. 75
7.	3.2.	Coûts des compensations des pertes de cultures et revenus agricoles	.76
7.	3.3.	Coûts des compensations des pertes de revenus d'activités commerciales	.80
	3.4. namps	Coûts des compensations des pertes d'arbres privés des habitations et/ou des 82	
7.	3.5.	Récapitulatif du coût total des compensations des pertes induites par le projet	85
VIII.	MESU	JRES DE REINSTALLATION	86
8.1.		robation des modalités de compensation et du dispositif de mise en œuvre	
8.2. 8.3.		rmation des PAPociation d'ententes individuelles avec les PAP et signature des protocoles d'accord	
8.4.	Paie	ement des compensations financières aux PAPPAP	88
8.5. 8.6.		paration des dossiers individuels des PAPstance technique et financière aux PAP	
IX.		CTION DES SITES	
		TION ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	
XI.		ICIPATION COMMUNAUTAIRE	
11.6		sions de visite et de reconnaissance des routes et pistes du projet	
11.7		rmation des autorités administratives	
11.8	. Miss	sion d'information des autorités locales sur la conduite des études EIES et PAR du proj	et
11.9 11.1	. Miss	sion d'information des populations des villages traversés par les routes objet de l'étude sion de consultation des PAP sur les barèmes d'évaluation des compensation	
XII.	INTE	GRATION AVEC LES COMMUNAUTES HOTES	.91
XIII.	CADR 92	RE INSTITUTIONNEL DE GESTION DES QUESTIONS DE REINSTALLATIO	NC
XIV.	DISPO	OSITIF ORGANISATIONNEL DE GESTION DE LA REINSTALLATION	.92
14.1.		positif de gestion des plaintes	
14.2. 14.3		ndat et Rôles du CLGR	93

14.4. Instances de conciliation prévues par la loi 034	94
14.5. Règlement contentieux	
14.6. Mécanisme de Gestion des Conflits et des Plaintes (MGCP)	95
XV. RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLES POUR L'EXECUTION DE LA REINSTALLATION	96
15.1. Organigramme institutionnel	
15.1. Organigramme institutionner	
15.3. Le Comité Local de Gestion des Réclamations	
XVI. COUT DU PLAN d'action DE REINSTALLATION	99
XVII. SUIVI ET EVALUATION DU PR	100
17.1. Dispositif de suivi et d'évaluation	100
17.1.1. L'Unité de Planification et Suivi Evaluation (UPSE)	101
17.1.2. Les Cellules de Suivi-Evaluation (CSE)	101
17.1.3. L'Agent de Suivi-Evaluation	101
17.1.4. Système d'information pour le S&E	101
17.2. Indicateurs de suivi	103
XVIII. CALENDRIER de mise œuvre DU PLAN DE REINSTALLATION	106
XIX. BIBLIOGRAPHIE	109
XX	110
XXI. ANNEXES	110
11.11. Annexe 1 : Note explicative sur le fonctionnement du Comité Local de gestion des	
Réclamations	IIC
11.12. II4 11.13. Annexe 2: LISTE DES PAP et DES BIENS AFFECTES	115
11.14. Annexe 3: COPIE DES PROCES-VERBAUX	

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AA : Accoucheuse Auxiliaire

AEPS : Adduction d'Eau Potable Simplifiée

AIS : Agent Itinérant de Santé B.A.U : Bandes d'Arrêt d'Urgence

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CHR : Centre Hospitalier Régional CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CM : Centre Médical

CMA : Centre Médical avec Antenne Chirurgicale

CMPAR : Comité de Mise en Œuvre du PAR

CP : Consultation Publique

CPR : Cadre de Politique de Réinstallation

CSPAR : Comité de Suivi du PAR

CSPS : Centre de Santé et de Promotion Sociale CVD : Commission Villageoise de Développement

DGAEUE : Direction Générale de l'Assainissement, des Eaux Usées et

Excrétas

DGRE : Direction Générale des Ressources en Eau

EIES : Etude d'Impact Environnemental et Sociale/PGES FODECOL : Fonds de Développement des Collectivités Locales

G/F de salle : Garçon/Fille de salle : Infirmier Breveté : Infirmier D'Etat

INOH : Inventaire National des Ouvrages Hydrauliques

INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie

MARH : Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des

Ressources Halieutiques

MASA : Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

MCA-BF : Millennium Challenge Account-Burkina Faso
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
MEG : Médicaments Essentiels Génériques

MENA : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation

MIDT : Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des

Transports

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONATEL : Office NAtional des TELécommunications ONEA : Office National de l'Eau et de l'Assainissement

ONG : Organisation Non Gouvernementale PAP : Personnes Affectées par le Projet

PEM : Point d'Eau Moderne

PGES : Plan de Gestion Environnementale et Sociale/PGES

PO4.12 : Politique Opérationnelle 4.12 PAR : Plan d'Action de Réinstallation

RAF : Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso

RD : Route Départementale

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

RMAT : Rayon Moyen Action Théorique

RN : Route Nationale RR : Route Régionale

SFE / ME : Sage Femme d'Etat / Maïeuticien d'Etat SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

SOFITEX : Société des Fibres Textiles

SONABEL : Société Nationale Burkinabé d'Electricité

SONAPOST : Société Nationale de la Poste SPAI : Sous Produits Agro-industriels

Techniplan/BECOTE

Groupement de bureaux d'études attributaire du marché

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Inventaire des itinéraires	.26
Tableau 2 : Liste des tronçons des pistes du projet	.27
Tableau 3: Projections de la population de la ZUP à l'horizon 2025	.31
Tableau 4 : Effectifs du cheptel (unité = tête) de 2008 à 2012	.34
Tableau 5 : Inventaire des infrastructures du secteur de l'éducation dans la ZUP	
Tableau 6: Ratio personnel de santé / population selon les régions et les distri sanitaires du projet en 2013	
Tableau 7 : ratio personnel de santé/habitant en 2013	.39
Tableau 8 : Récapitulatif des tronçons routiers avec leur longueur	.40
Tableau 9 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée	.41
Tableau 10 : Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance	.41
Tableau 11 : Répartition des PAP selon ll'ethnie et la localité	.42
Tableau 12 : Répartition des PAP selon le statut matrimonial et la localité	.42
Tableau 13 : Répartition des PAP selon la religion et la localité	.43
Tableau 14 : Répartition des PAP selon le niveau d'alphabétisation et la localité	.43
Tableau 15 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée	.44
Tableau 16 : Répartition des PAP selon le sexe	.46
Tableau 17 : Répartition des PAP selon l'ethnie et la localité	.46
Tableau 18 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée	.48
Tableau 19 : Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance	.48
Tableau 20 : Répartition des PAP selon le type de biens impactés	.49
Tableau 21 : Nombre et type de d'infrastructures à usage d'habitation infrastructures annexes	et .50
Tableau 22 : Nombre de PAP et de superficies des terres de cultures affectées p localité	
Tableau 23: Pertes d'infrastructures d'activités commerciales selon la localité	.56
Tableau 24 : Nombre d'arbres des habitations et des champs perdus	.57
Tableau 25 : Tableau comparatif de la législation nationale et de la politique PO.4. de la Banque Mondiale (contenu dans le CPRP)	
Tableau 26 Typologie des habitats et infrastructures annexes et méthodes compensation des pertes	
Tableau 27 : Barèmes pour le calcul des pertes de récoltes	.73
Tableau 28 : Barèmes pour le calcul des pertes des infrastructures pour commerce	73

Tableau 29: Barèmes pour le calcul des compensations financières pour perte des arbres74
Tableau 30 : Coûts des compensations des pertes des maisons d'habitation et infrastructures annexes
Tableau 31 : Coûts des compensations des pertes des terres et revenus agricoles76
Tableau 32 : Infrastructures à usage commercial81
Tableau 33 : Nombre d'arbres privés des habitations et des champs perdus82
Tableau 34 : Synthèse des compensations par type de biens impactés85
Tableau 35 : Composition du Comité Local de Gestion des Réclamations (CLGR)93
Tableau 36 : Coût de fonctionnement du CLGR97
Tableau 37 : Coût de fonctionnement du CLGR (suite)98
Tableau 38 : Coût total de mise en œuvre du PRI99
Tableau 39: Exemples de mesures de suivi du PAR103
Tableau 40 : Exemples de mesures d'évaluation du PAR (deux premières années après les compensations)
Tableau 41 : Composition du Comité Local de Gestion des Réclamations (CLGR)112
Tableau 42 : Liste des PAP perdant des infrastructures d'habitation et annexes115
Tableau 43 : Liste des PAP perdant des terres et revenus agricoles119
Tableau 44: Liste des PAP perdant des infrastructures et revenus d'activités économiques
Tableau 45: Liste des PAP perdant des arbres privés dans les habitations et les champs238

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation des routes et pistes étudiées	28
Figure 2 : Répartition des PAP selon la commune d'appartenance	41
Figure 3 : Répartition des PAP selon le statut matrimonial	43
Figure 4 : Répartition des PAP selon les pistes concernées	44
Figure 5 : Répartition des PAP selon la commune d'appartenance	45
Figure 6: Répartition des PAP selon la religion	46
Figure 7: Répartition des PAP selon la le statut matrimonial	47
Figure 8: Organigramme institutionnel	96
Figure 9 : Calendrier du PAR	107

RESUME EXECUTIF

Le Plan d'Action de Réinstallation du projet d'aménagement de la route de 157,43 km de pistes améliorées et pistes ordinaires en terre ordinaire de Bagrépôle récapitule l'ensemble des résultats du recensement des personnes et des biens affectés par le projet et présente les mesures de compensation des pertes conformément aux exigences du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations du Projet du Pôle de Croissance de Bagré (PPCB). Le PAR concerne essentiellement le projet d'aménagement de : (i) 99.8 km de pistes améliorées de type A, (ii) 23,89 km de pistes améliorées Type B et (iii) les aménagements de 33,7 km de pistes ordinaires d'où au total 157,43 km.).

Justification du projet

Les aménagements des routes et pistes de désenclavement dans le pôle de croissance de Bagré ont des impacts environnementaux négatifs qui exigent la réinstallation des populations affectées.

Description du contexte démographique et socio-économique du projet

A partir des données du RGPH de 2006, la population totale calculée des 14 communes de la ZUP s'élève à 633.282 habitants, dont 53,9% de sexe féminin. En 2010, elle est estimée à 710.002 habitants. Les projections 2015, 2020 et 2025 donnent respectivement les estimations de 819.099, 944.958 et 1.090.156 habitants. Les activités pratiquées dans la zone d'étude concernent surtout la production agricole, l'élevage et la pêche. L'agriculture est la principale activité mais reste largement tournée vers l'autoconsommation. Les infrastructures et équipements des secteurs de l'éducation et de la santé sont en deça des besoins de la population. En dehors de la route nationale n° 16, la zone est dans son ensemble très peu équipée en infrastructures routières de qualité.

Les impacts potentiels donnant lieu à la réinstallation

La synthèse des données du recensement permet de dégager qu'un total de 373 PAP sont concernées par l'ensemble des biens impactés et identifiés. Ces PAP se composent de 295 hommes (soit 79,09% hommes) et de 78 femmes (soit 20,91%). Ces PAP se répartissent également selon les grands types de biens impactés comme suit :

- Habitations: 13 PAP (soit 3,48% du total des PAP);
- Activités agricoles : 334 PAP (soit 89,54% du total des PAP) ;
- Activités commerciales : 3 PAP (soit 0,80% du total des PAP) ;
- Arbres privés (dans les champs et/ou les habitations) : 23 PAP (soit 6,16% du total des PAP).

Objectifs de du Plan de Réinstallation

Le présent PAR vise à faire en sorte que les populations qui perdent des habitats, des sources de revenus et des terres au niveau de la zone du projet soient traitées de manière équitable et retrouvent ou améliorent leur niveau de vie.

Synthèse des résultats des recensements des PAP et des biens impactés

Pertes d'infrastructures d'habitation et annexes

En matière d'infrastructures à usage d'habitation et annexes, on retient que les principaux biens affectés le long des tracés des pistes (type A, B et ordinaires) sont principalement des maisons en banco associés à des infrastructures de cuisine, de toilettes et des hangars L'ensemble de ces infrastructures appartiennent à 13 PAP (tous des hommes) dont 12 relèvent de la commune de Bagré et 1 de la commune de Bittou.

Pertes des terres et de revenus agricoles

Les terres agricoles exploitées affectées le long des tracés sont des champs de case, de brousse et de bas fonds exploitées en cultures diverses.

Au total on retient qu'une superficie totale de 473 366 m² (soit 47,34 ha) de terres de cultures agricoles appartenant à 334 PAP (dont 256 hommes et 78 femmes) est impactée soit une superficie moyenne de 0,15 ha par PAP.

Pertes d'infrastructures et d'activités commerciales

Il ressort qu'un total de 04 infrastructures commerciales dont 02 constructions et 02 hangars appartenant à 03 PAP (toutes hommes) sont impactées par le projet de pistes à construire.

Pertes d'arbres privés dans les champs et/ou les habitations

Au total 139 arbres plantés dans les champs ou dans des concessions appartenant à 23 PAP sont impactés.

Cadre juridique et procédures administratives applicables à la réinstallation

Le Burkina Faso dispose d'une série de lois et décrets liés aux droits de propriété et à l'expropriation de la terre contenus dans le CPRP. Certaines de ces dispositions sont en cohérence avec la Politique 4.12 de la Banque. Cependant, pour le présent, il a été adopté d'appliquer les dispositions de la PO 4.12 de Banque Mondiale telle que relatée dans le CPRP.

Eligibilité à la réinstallation

Conformément à la politique Opérationnelle 4.12 de la Banque mondiale et au Cadre de Politique de Recasement des Populations (CPRP) pour les projets de BAGREPOLE, les personnes éligibles à la réinstallation sont celles affectées par le projet et qui ont été recensées avant la fin de la date butoir.

Dans le cadre du projet d'aménagement des pistes (type A, B et ordinaires), les principales personnes susceptibles d'être affectées sont des hommes et des femmes qui du fait de l'exécution du projet, perdent, en totalité ou en partie, de manière permanente ou temporaire des infrastructures d'habitation et annexes, des terres et revenus agricoles et des infrastructures et activités économiques.

Cadre institutionnel de gestion des questions de réinstallation

Pendant l'élaboration et la validation du PAR

Un arrêté conjoint n°000246/MEF/MAH/MATDS portant création, composition, attributions et fonctionnement d'une Commission Nationale des Enquêtes et des négociations en vue de la Réinstallation et de l'Indemnisation des populations affectées par les travaux d'aménagement hydro agricoles de la zone de concentration de Bagré (CNEN) a été pris par le Gouvernement pour faciliter l'élaboration des Plans de Réainstallation. Cependant pour rapprocher au mieux la CNEN des PAP, un Comité Local (départemental ou interdépartemental) de Gestion des Réclamations (CLGR) est déjà mis en place et est composé des représentants des PAP, des responsables coutumiers et religieux, des conseillers Villageois de développement, des autorités administratives et communales, des responsables des services administratifs locaux et des représentants d'association. C'est ce comité qui gère les réclamations et les plaintes.

Au niveau village, un comité de 4 personnes est chargé de la collecte de réclamations consignées dans un cahier. Les réclamations qui peuvent trouver reponse auprès de ce comité sont traitées tandis que les autres sont traitées au niveau du comité départemental.

Pendant la mise en œuvre du PAR

Pour le cas spécifique du projet d'aménagement des pistes diverses, le processus de mise en œuvre de la réinstallation comporte principalement sur la composante; paiement des indemnisations pour pertes des infrastructures d'habitation et annexes, pour pertes des terres et revenus agricoles et pour pertes d'infrastructures et activités économiques et d'arbres.

Toutefois, pour ce qui concerne les vendeurs (activité commerciale), ceux qui ne pourront pas rester dans leur ancien espace pour continuer leurs activités commerciales, en accord avec les communes (surtout avec le fort engagement des maires) des sites acceptables seront mis à leur disposition pour leur permettre de reconstruire leurs installations et poursuivre leurs activités sans aucun impact majeur. Dans ces cas, en plus de l'indemnisation financière, la compensation en nature sera donnée aux PAP. Le paiement des indemnisations pour les pertes diverses est assuré par BAGREPOLE avec une implication du CLGR et le Bureau Conseil en charge de l'appui à la mise en œuvre du PAR pour s'assurer que chaque PAP reçoive son indemnisation conformément à la fiche individuelle de compensation et au protocole d'accord signé entre BAGREPOLE et la PAP. Le coût des indemnisations est pris en charge par l'Etat Burkinabè.

Evaluation et compensation des pertes de biens

Conformément au CPRP de Bagrépôle, les méthodes de calcul des compensations des biens reposent sur les principes de l'évaluation des pertes aux coûts de remplacement des biens perdus.

Les barèmes appliqués pour l'évaluation des compensations et des indemnisations sont ceux déjà appliqués dans des projets similaires de BAGREPOLE.

Coûts des compensations des pertes d'infrastructures à usage d'habitation et infrastructures annexes.

Le coût total des compensations pour pertes d'habitation et infrastructures annexes est de 1 240 750 F CFA dont Bagré (1 215 750 F CFA), Bittou (25 000 FCFA).

Coûts des compensations des pertes de cultures et revenus agricoles

Le coût total des compensations pour pertes de cultures et revenus agricoles est de 5 466 477 F CFA pour une campagne dont Bagré (2 198 798 F CFA), Bittou (688 872 F CFA), Béguédo (16 050 F CFA), Boussouma (463 903 F CFA), Garango (279 998 F CFA), Gomboussougou (195 449 F CFA), Niaogho (285 954 F CFA) et Zabré (1 337 453 F CFA). La compensation pour perte de récolte sera paiyée pour deux camapgnes. (5 466 477 x2)

Coûts des compensations des pertes de revenus d'activités commerciales.

Le coût total des compensations pour pertes d'infrastructures commerciales et des perturbations d'activités liées au projet est de 2 315 000 F CFA dont 1 895 000 F CFA pour pertes d'infrastructures économiques et 420 000 F CFA pour perturbations d'activités économiques. Ce coût total des compensations pour pertes d'infrastructures et d'activités économiques se répartit selon les communes comme suit : Bittou (985 000 F CFA) et Boussouma (1 330 000 F CFA).

Coûts des compensations des pertes des arbres privés

Le coût total des compensations des arbres privés affectés par le projet sur les pistes s'élève à 1 345 000 FCFA. Ces arbres affectés se localisent sur la piste Béga-Boakla (RG Nord) dans la localité de Béga (commune de Bagré).

Récapitulatif du coût total des compensations des pertes induites par le projet

L'ensemble des compensations imputables aux impacts du projet et ci-dessus passées en revue est récapitulé dans le tableau ci-dessous. Le coût total des compensations est évalué à Quinze Millions Huit Cent Trente Trois Mille Sept Cent Quatre francs CFA (15 833 704F CFA) dont :

- Coût des infrastructures d'habitation et annexes : 1 240 750 F CFA ;
- Coût des pertes des revenus agricoles : 5 466 477 F CFA x2;
- Coût des pertes d'infrastructures et de revenus d'activités économiques : 2 315 000 F CFA;
- Coût des pertes d'arbres privés des champs et habitations : 1 345 000 F CFA.
- Pour ce qui concerne les vendeurs (activité commerciale), ceux qui ne pourront pas rester dans leur ancien espace pour continuer leurs activités commerciales, en accord avec les communes (surtout avec le fort engagement des maires) des sites acceptables seront mis à leur disposition pour leur permettre de reconstruire leurs installations et poursuivre leurs activités sans aucun impact majeur. Dans ces cas, en plus de l'indemnisation financière, une compensation en nature pour l'espace (terre) sera donnée aux PAP;

Mesures de réinstallation

Les mesures de réinstallation portent sur : l'approbation des modalités de compensation et du dispositif de mise en œuvre, l'information des PAP, la préparation des dossiers individuels des PAP, la négociation d'ententes individuelles avec les PAP et signature des protocoles d'accord, l'assistance technique et financière aux PAP.

Processus et étapes de réinstallation

Le processus de réinstallation comporte un ensemble d'étapes pour que l'ensemble des personnes affectées par le projet soient compensées dans la transparence et de façon juste et équitable.

Mise en œuvre du Plan de Réinstallation

La mise en œuvre du PAR consiste essentiellement à la préparation des dossiers des PAP, au paiement des compensations financières pour des pertes d'infrastructures d'habitation et annexes, pour des pertes de revenus agricoles et pour des pertes d'infrastructures et de revenus d'activités économiques subies par les PAP.

Mesures de réinstallation pour les PAP

L'un des principes du CPRP est que les travaux d'aménagement de tout projet ayant fait l'objet d'un PAR ne puissent démarrer sans que toutes les PAP n'aient été complètement réinstallées et/ou compensées. Il en sera ainsi dans le cas du présent projet.

Participation communautaire

La consultation et la participation des populations se sont déroulées du 16 au 28 Juillet 2014. Réalisées en plusieurs missions, la consultation du public et des PAP a permis de présenter le projet et les critères d'éligibilité à la réinstallation aux populations, de soumettre et de faire valider les barèmes pour le calcul des indemnisations par les PAP

Procédures de recours

Il est indéniable que les opérations de réinstallation des populations sont en règle générale la source de situations contentieuses. Par conséquent, il importe que le processus de réinstallation des PAP inclue des mécanismes de suivi et de résolution des litiges. Le CPRP en son annexe 4 a présenté les procédures de recours dans le cadre l'expropriation telles que définies par la loi portant Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso. Ces dispositions présentées dans le CPRP demeurent d'actualité dans le cadre de la nouvelle loi RAF034-2012/AN du 20 juillet 2012.

Coûts et budget du PAR

Les coûts prévisionnels du Plan de réinstallation incluent :

- les compensations aux populations affectées ;
- un ensemble de mesures et d'activités à réaliser pour la mise en œuvre du PR.

Le coût total de la mise en œuvre du PAR s'élève à Vingt Huit millions trois cent vingt neuf mille soizante quartoze (28 329 074) F CFA. Le détail selon les rubriques est ci-dessous décrit :

• Coût total des infrastructures d'habitation et annexes : 1 240 750 F CFA ;

- Coût des pertes des cultures et revenus agricoles : 5 466 477 F CFA x 2;
- Coût des pertes d'infrastructures et de revenus d'activités économiques : 2 315 000 F CFA ;
- Pertes d'arbres privés des champs et/ou des habitations : 1 345 000 F CFA ;
- Frais de fonctionnement et de renforcement des capacités des membres du Comité de suivi du PAR (CLGR) : 9 920 000 F CFA.
- Imprévus (10%) : 2 575 370 FCFA

Suivi et évaluation du PAR

Le but du volet suivi de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation est de :

- vérifier que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du PAR;
- vérifier que la qualité et la quantité des résultats espérés du mandat de l'opérateur sont obtenues dans les délais prescrits;
- identifier tout élément imprévu susceptible d'influencer le travail de l'opérateur ou d'en réduire l'efficacité;
- recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation

Calendrier d'exécution du plan de réinstallation

Il était prévu un temps de mise en œuvre de deux (02) mois du plan d'action de réinstallation. La préparation des dossiers individuels des PAP et le versement des indemnités financières doivent se faire dans l'intervalle de ce délai prévu. Cependant, le processus de réinstallation ne prendra fin qu'après que les PAP et les ménages PAP auront :

- reçu leur compensation financière pour les pertes d'habitations, de récoltes et/ou d'activités économiques ;
- reçu l'assistance technique et financière nécessaire à leur réinstallation satisfaisante.

EXECUTIVE SUMMARY

The Resettlement Action Plan for the 157.43 km of improved roads and ordinary plain tracks of Bagrépôle summarizes the results of the census of persons and property affected by the project and presents measures to compensate for losses in accordance with the requirements of the Resettlement Policy Framework of the Bagré Growth Pole Project (CPRP). The RAP essentially concerns the development of: (i) 99.8 km of improved A-type roads, (ii) 23.89 km of improved Type B roads, and (iii) 33.7 km of roads for a total of 157.43 km.

The Project justification

Roads and the building of roads in BAGRE as a main center of economic growth have potentially negative environmental impacts on the resettlement of affected populations.

Activities in the Project area mainly concern agricultural production, livestock and fisheries. Agriculture is the main activity but remains largely oriented towards self-consumption. Infrastructure and facilities in the education and health sectors fall short of the needs of the population. Outside the national road no. 16, the area as a whole is very poorly equipped with quality road infrastructures.

Project demographic and socio economic context Description

According to RGPH data collected in 2006, the global population of the 14 urban districts of the "Zone d'Utilite Publique" (ZUP) was estimated at 633.282 inhabitants for the current year, of whom 53.9 per cent are women. In 2010, the population went up to 710.002 inhabitants. Projections for 2015, 2020 and 2025 are estimated to be 819.099, 944.958 and 1.090.156 inhabitants respectively.

Potential impacts for resettlements

The processing of data collected from the census of the population shows that a sum of 373 PAPs are associated with all specific properties. These PAP consist of 295 men (79.09%) and 78 women (20.91%). These PAPs can also be divided by the main types of impacted properties as follows:

- Houses: 13 PAP (3.48% of global PAPs);
- Farming activities: 334 PAP (89.54% of global PAPs);
- Trading activities: 03 PAP (0.8% of global PAPs);
- Domestic trees (in farms and/or houses): 23 PAP (6.16% of global PAPs).

Resettlement Plan Objectives

This RAP (Resettlement Actions Plan) aims at helping the populations of the zone who have lost their houses, income revenues, and land in order that they receive equitable treatment when trying to improve their living conditions.

PAP and impacted properties census outcomes

Loss of housing infrastructure and outbuildings

For residences and outbuildings, we keep in mind that the principle allocated properties located by roads to be bituminized are earthenware houses with some outbuildings such as kitchens, toilets and sheds. Three (3) earthenware walls.

All these infrastructures are owned by thirteen persons (all are men) twelve (12) from Bagre district and one (1) from the district of Bittou.

Land loss and farming incomes

The allocated farmlands (hallows are not included) by the roads are mainly either bush fields and low ground lands or lands used for market garden produce.

So the total of farmlands (473,366 square/ meter) owned by 334 PAP (256 men and 78 women) have an average area of 0.15 hectare per PAP.

Infrastructures loss and commercial activities

The study showed that, 4 commercial infrastructures, 2 houses and 2 sheds owned by 3 PAP (all men) benefitted from the road building Project.

Private trees cutting in fields and /or for domestic use

In total 139 trees have been cultivated in fields and houses. These trees are owned by 23 PAPs.

Juridical context and administrative procedures to be applied in resetllement cases

Burkina Faso has passed series of Acts and decrees on property rights and land compulsory purchase orders here in the CPRP. Some of these laws are congruent with the Bank 4.12 policies. However, this law should be enforced in accordance with the Global Bank PO 4.12 clauses as mentioned in the CPRP.

Eligibility for resetllement

In accordance with the Global Bank operational policies 4.12 and the CPRP for BAGREPOLE projects, eligible people for resettlement are chosen by the project and who were identified before the end of the cut-off date

Because of the roads building Project, some men and women completely or partially lost their homes, outbuildings, farmlands, farming incomes as well as the infrastructures for the commercial activities either for good or temporarily.

Institutional Context for Resettlement management issues

Process of Establishing a RAP and validating it

In order to make resettlement Plans establishment easier, the Government passed a decree (n°000246/MEF/MAH/MATDS) creating and empowering a National Council for Surveys and Negotiations which aims at reinstalling and compensating populations who lost their land due to the building of irrigation infrastructure in Bagré (CNEN). However, to foster a useful cooperation of both CNEN and PAPs, a Local Committee for Complaints Management (CLGR) has been created.

RAP establishment process

For the specific case of the various road development projects, the process of implementing resettlement mainly involves the payment component of compensation for loss of housing infrastructure, of land and farm income, and for loss of infrastructure and economic activities and trees.

However, in the case of sellers (commercial activity), those who will not be able to remain in their old space and continue their commercial activities have agreed with the municipalities (especially with the strong involvement of the mayors) that their facilities should be rebuilt so that they can continue their activities without any major impact. In these cases, in addition to the financial compensation – compensation in kind – will be given to the PAP.

Compensation payments should be made by BAGREPOLE with the support of the CLGR and PAR Implementation Department so that each PAP clearly receives his/her own share in accordance with the individual compensation Record and the Draft Agreement between BAGREPOLE and the PAP. The Government of Burkina Faso will pay for the Compensation bills.

Listing and compensation of lost possessions

In accordance with both Bagrepole CPRPs and the OP 4.12, the compensation for possessions is assessed through the Possessions Direct Cost loss techniques.

Compensation scales used to compensate populations are already used in other similar Bagrepole projects.

Compensations costs generated by houses and outbuildings renovation.

The estimated total compensation costs generated by the loss of houses and outbuildings totals 1,240,750 CFA; Bagre accounts for 1215750 CFA and Bittou accounts for 25,000 CFA.

Compensation costs generated by the disappearance of plants and for the loss of farming revenues

The estimated total compensation costs generated by the disappearance of plants totals 5,466,477 CFA per year for a period of 2 years. Bagré accounts for 2,198,798CFA, Bittou for 688,872CFA, Beguedo for 16,050CFA, Boussouma for 463,903CFA, Garango for 279,998 CFA, Gomboussougou for 195449 CFA, Niaogho for 285,954 CFA and Zabre for 1,337,453 CFA.

Compensation costs generated by commercial facilities loss.

The estimated global compensation costs generated by both the interruption of businesses opportunities and infrastructures degradation due to the project totals 2,315,000 CFA of which 1,895,000 CFA is for economic infrastructure and 420,000 CFA for the interruption of commercial activities. This total cost of compensations generated by the loss of infrastructure and commercial opportunities fall under the districts as follows: Bittou accounts for 985,000 CFA, and BOUSSOUMA for 1,330,000 CFA.

Compensation costs generated by the loss of private trees

The estimated global compensation costs generated by the loss of private trees totals 1,345,000 CFA, those trees damaged by BEGA BOAKLA in Bega's zones.

Accounting for the total compensation costs generated by the Project

The total compensation costs are estimated at 15,833,704 CFA and fall under four headings:

- Costs generated by the degradation of housing infrastructure and outbuildings: 1, 240, 750 CFA
- Costs generated by the loss of farming incomes: 5,466,477x2 CFA;
- Costs generated by the loss of commercial infrastructures and activities: 2,315,000 CFA;
- Costs generated by the loss of private trees (in fields and houses): 1,345,000 CFA

For sellers (commercial activity), those who will not be able to remain in their old space to continue their commercial activities, in agreement with the municipalities (especially with the strong involvement of mayors) will receive acceptable sites to enable them to rebuild their facilities and continue their activities without any major impact. In these cases, in addition to financial compensation, compensation in kind for space (land) will be given to the PAPs;

Resettlement Measures

The resettlement measures include the terms for compensation payments and the approval for implementation plans, briefing sessions for PAP, the creation of individual PAP files, individual draft agreements with the PAP, and financial and technical support for PAP.

Resettlement process

The resettlement process involves all the persons negatively impacted by the project implementation so they will be compensated in a right and fair way.

Resettlement Plan implementation

The resettlement Plan implementation mainly consists of working on PAP files, in paying financial compensations for PAP houses and outbuildings, houses, farming incomes and infrastructures and commercial opportunities loss.

Resettlement measures for the PAP

One of the CPRP terms stipulates that every project which went through a RAP should not start until the completion of resettlement and / or compensation of all the PAP. The previous term should be applied to road building Projects implementation, as well.

Community Participation

The consultation and the participation of populations took place from July 16 to 18, 2014. Sessions were implemented during several missions, and permitted the informing of the PAP and other stakeholders on the project itself and the resettlement

eligibility criteria and to submit to and agree on with the PAP as to compensation calculation methods.

Appeal Procedures

In the CPRP appendix 4 the appeal procedures about expropriation cases have been stated in the Land Redevelopment Act in Burkina Faso. These terms from the CPRP are taken into account in the new Act RAF034-2012/AN passed on July 20, 2012.

RAP budget and costs

The costs predictions of the Resettlement Plan include:

- Compensations for affected populations;
- A set of measures and activities to be done for the Project implementation.

The RAP implementation costs total 28, 329, 074CFA which is financed by the Government of Burkina Faso and can be divided under the following categories:

- Total Costs of housing infrastructure and outbuildings: 1,240,750 CFA;
- Costs of the loss of plants and farming incomes: 5,466,477 CFA (x2);
- Costs of infrastructure and commercial facilities loss: 2,315,000 CFA;
- Private/domestic loss of trees (in fields and houses): 1,345,000 CFA;
- Fees of the RAP Implementation Committee (CLGR): 9,920,000 CFA.
- Contingencies (10%): 2,575,370 CFA

RAP follow through and assessement

This chapter which intends to monitor the implementation of the resettlement Plan is structured as follows:

- Monitor the conformity between implemented actions and RAP recommendations;
- Ensure that the expected outcomes are attained on time with respect to both quality and quantity;
- Identify any unexpected problems likely to have a negative impact on the operator works;
- Provide short term measures taken on ordinary or specific procedures to solve problems.

Schedule for resettlement Plan implementation

The resettlement Plan was to be implemented in two months. Creation of and progress with the individual files of the PAPs and the payment of financial compensation must be done within this time limit. However, the resettlement process will not finish until the PAP and PAP households:

- Obtain their financial compensation due to loss of houses, farming crops and / or commercial opportunities;
- Obtain the required financial and technical assistance for their satisfactory resettlement.

INTRODUCTION

Le secteur des transports occupe une place importante dans le développement socioéconomique du Burkina Faso. Le désenclavement et le transport constituent donc des conditions essentielles pour l'amélioration du niveau de vie des populations et la satisfaction des besoins fondamentaux (sécurité alimentaire, économie et commerce, échange, santé publique, éducation...).

C'est dans cette dynamique d'accompagnement des divers projets de développement que s'inscrit le projet d'aménagement **des pistes améliorées et des pistes ordinaires** d'une longueur totale de 157,43km dans le Pôle de Croissance de Bagré.

Le projet d'aménagement des pistes et des routes fait partie de ce cadre global qui vise à désenclaver et à moderniser les infrastructures essentielles de développement. Il est exécuté par le Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB) qui bénéficie des financements de la Banque Mondiale (BM) pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux d'aménagement.

Ce Plan d'Action de Réinstallation du **Projet d'Aménagement de 157.43 km des pistes améliorées et des pistes ordinaires du Pôle de Croissance de Bagré** récapitule l'ensemble des résultats obtenus durant le processus d'élaboration. Conformément aux exigences du CPRP, il s'articule autour des éléments suivants :

- 1. Méthodologie de l'étude
- 2. Description de la zone du projet
- 3. Description et caractéristiques des traces
- 4. Synthèse des études socio-économiques
- 5. Cadre jurique de la réinstallation
- 6. Éligibilité à la réinstallation
- 7. Evaluation des besoins de compensation/réinstallation
- 8. Mesures de réinstallation
- 9. Sélection des sites
- 10. Protection et gestion de l'environnement
- 11. Participation communautaire
- 12. Intégration avec les communautés hôtes
- 13. Cadre institutionnel de gestion de la réinstallation
- 14. Dispositif organisationnel de gestion de la réinstallation
- 15. Responsabilités organisationnelles pour l'exécution de la réinstallation
- 16. Coût total du PAR
- 17. Suivi et évaluation
- 18. Calendrier d'exécution

I. METHODOLOGIE

Le plan d'Action de réinstallation traite spécifiquement de la gestion des impacts sociaux que le projet est susceptible d'engendrer en termes de :

- pertes de terres ;
- pertes d'habitats ou d'autres biens immeubles ;
- pertes de revenus ou d'autres moyens d'existence ;
- pertes de biens et sites culturels ou cultuels ;
- restrictions d'accès à des ressources du fait du projet.

A cet égard, il part de la caractérisation du milieu humain et de l'identification des impacts sociaux du projet pour en cibler ceux qui demandent des réponses en termes de compensation et de réinstallation involontaire de personnes affectées par le projet.

Dans ce contexte, l'élaboration du PAR a consisté en 11 étapes essentielles agencées ainsi qu'il suit;

- 1. La consultation publique préalable. Elle a visé l'information des populations potentiellement affectées sur les objectifs et la consistance du projet, en vue de recueillir leurs réactions et de s'assurer de leur adhésion préalable. La mission a expliqué à cette occasion les objectifs et la démarche d'élaboration du PAR. Elle a informé l'ensemble des personnes potentiellement affectées ainsi que tous les autres acteurs des conditions de déroulement de la mission qui prend en compte le recensement des biens et des personnes affectées par le projet. L'on a expliqué en particulier le principe de la date buttoir qui correspond à la fin du recensement qui était le 25 Août 2014
- 2. La caractérisation des conditions socioéconomiques et du contexte sociodémographique de la zone. Elle s'est appuyée sur les données des études techniques qu'elle a complétées, avec l'étude bibliographique approfondie et les échanges avec les principaux acteurs de terrain.
- 3. Le recensement des biens et activités affectées. Ce recensement a été effectué et a permis d'établir :
 - a. la superficie des parcelles agricoles affectées pour chaque PAP;
 - b. le nombre des arbres plantés par chaque PAP;
 - c. le nombre et la caractérisation des biens immeubles affectés (habitats et autres infrastructures individuelles ou collectives).
 - d. L'identification détaillée (autant que cela a été possible (i) des propriétaires, occupants/usagers des terres et des autres biens immeubles, (ii) des utilisateurs de toutes les autres ressources naturelles affectées par le projet, (iii) des acteurs tirant des revenus ou des moyens d'existence des activités susceptibles d'être perturbées ou définitivement affectées, (iv) de toutes autres personnes directement affectées par le projet. Une liste est dressée sur la base des critères d'identification qui permettent de définir un identifiant unique pour chaque PAP;

- 4. La définition, en relation avec le Maitre d'Ouvrage (BAGREPOLE) et des PAP, des principes et critères d'éligibilité à une compensation des différentes catégories de PAP ainsi que les normes de compensation des différents types de biens affectées (coût de remplacement, valeur du marché, etc.). A cet égard, le consultant s'est appuyé sur les données actualisées du plan de réinstallation déjà élaboré pour le périmètre des 1000 ha en rive gauche du Nakanbé qui ont été validées par les différentes instances de la Commission Nationale chargées des Enquêtes et des Négociations en vue de la réinstallation et de l'indemnisation des populations affectées par les travaux d'aménagements hydro-agricoles de la zone de concentration de Bagré.
- 5. L'identification des mesures de réinstallation selon les types de biens affectés et le statut social des PAP;
- 6. L'évaluation des pertes de biens et revenus et des coûts de leur compensation sur la base des normes de compensation adoptées au point 4 précédent;
- 7. La consultation des PAP et du public. La consultation des PAP a été capitale pour la compréhension et l'acceptation des critères d'éligibilité et des barèmes qui sont appliqués à l'évaluation des compensations pour la perte de certains biens, notamment les pertes de récoltes et d'arbres plantés par les PAP. Il s'est agi aussi, de s'assurer de l'acceptabilité sociale des mesures de réinstallation proposées. Au cours de ces consultations publiques, les PAP ont été informées des droits de recours qui sont attachés à la réinstallation involontaire et de l'ouverture d'une période pour le recueil et la gestion des réclamations liées au recensement des biens et personnes affectées. Les procès-verbaux dûment signés des consultations publiques sont annexés au rapport du PAR.
- 8. L'affichage des listes des PAP. Il s'est agi d'une étape majeure du processus d'élaboration du PAR qui a visé à s'assurer que le travail de recensement des biens et des personnes affectésne comporte ni oubli, ni erreurs préjudiciables à l'aboutissement de la réinstallation involontaire. L'affichage a été effectué en des lieux convenus avec le Maitre d'ouvrage, les PAP, les autorités locales, et choisis selon les points de concentration de ces PAP (villages, écoles, Mairies...).
 - Comme convenu avec le client, un délai d'un mois franc (ce delai a même été prolongé afin de s'aaassurer que toutes les PAP ont bien consulté la liste et faire leurs réclamations s'il avait lieu) a été consacré à cette opération.
- 9. La proposition d'une stratégie de mise en œuvre du PAR. Elle identifieau-delà du maitre d'ouvrage, les mécanismes d'implication des représentants des PAP, des Collectivités locales concernées, de l'administration déconcentrée (dont les services techniques) ainsi que des structures consultatives tels que les comités de la commission nationale d'enquêtes et de négociation en vue de la réinstallation des personnes affectées conformément à l'arrête conjoint N°2012-00246/MEF/MAH/MATDS du 23 juillet 2012. La radio de Bagrépôle a été un outil puissant pour la communication avec les PAP et toutes les communautés.

- 10. La proposition d'un plan de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAR. Ce plan de suivi-évaluation vise notamment à s'assurer, au-delà de la compensation des pertes subies par les PAP, que la mise en œuvre du PAR en particulier et du projet en général ne résulte pas en une dégradation des conditions et du niveau de vie des personnes affectées.
- 11. L'élaboration du Rapport du Plan d'Action de réinstallation (PAR). Le contenu du Plan d'Action de réinstallation s'inspire de l'annexe 2 du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations du Projet Pôle de Croissance Bagré qui sert de référence en la matière.

II. DESCRIPTION DE LA ZONE DU PROJET

Le développement de la Zone de Concentration de Bagrépôle passera nécessairement par son désenclavement à travers l'amélioration et la construction de pistes d'accès et de desserte. Les investigations menées sur le terrain au cours des étapes précédentes des études sur Bagré ont permis d'identifier des pistes de désenclavement des futurs aménagements hydro-agricoles et des localités ou sites proches de la zone de concentration. La présente étude pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions de réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement de pistes rurales type A, B et de pistes ordinaires dans la zone du projet de Bagrépôle rentre dans le cadre de la mise en œuvre des mesures réductrices et d'optimisation ainsi que des actions d'accompagnement des personnes affectées par le projet.

2.1. CONTEXTE DU PROJET

Dans le souci de créer les conditions de mise en valeur de l'ensemble des zones à hautes potentialités agricoles et pastorales, pour une lutte efficiente contre la pauvreté, notamment en zone rurale où les populations sont les plus démunies, Pôle de croissance de Bagré a décidé d'aménager les pistes pour faciliter la fluidité du transport et l'évacuation des produits agricoles.

Ces réalisations font partie de la stratégie de développement du secteur des transports que le Gouvernement s'est fixé et dont les principaux objectifs sont de :

- assurer une bonne structuration du réseau national et lui permettre de jouer pleinement son rôle dans le développement des échanges entre les départements, les provinces du pays et avec l'extérieur;
- maintenir le réseau dans un bon état pour diminuer les coûts d'exploitation des véhicules, accroître la sécurité des usagers et renforcer ainsi les activités productrices et commerciales;
- désenclaver les régions qui ont des potentialités importantes en matière de production agropastorales, de richesses touristiques ou minières, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté;

- assurer la desserte administrative des chefs-lieux de département et soutenir les efforts en faveur de la décentralisation;
- faciliter les évacuations sanitaires des villages vers les centres urbains.

2.2. DESCRIPTION DU PROJET

Le Gouvernement du Burkina Faso a décidé, avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers, de la réalisation du projet de Bagrépôle et de ses voies d'accès, dans la zone élargie du projet situé dans la région du Centre-Est. Afin d'impulser une vision de développement local au projet, il est retenu la réalisation de 157,43 km de pistes améliorées et des pistes ordinaires dans sa sphère d'influence directe et qui serviront de support pour la mobilité des personnes et des biens dans la zone.

Le présent projet consiste en l'aménagement de 157,43 km de pistes dont 99.8 km de pistes améliorées de type A, 23,89 km de pistes améliorées de type B et 33,74 km de pistes ordinaires détaillées comme suit :

Aménager 99,8 km de pistes améliorées de Type A dont :

- 34,4 km longeant le chenal adducteur Nord. Cette piste est nouvelle car elle sera construite avec l'aménagement du chenal Nord. Son emprise a déjà été prise dans le PAR du projet d'aménagement hydroagricole de l'extension Nord;
- 7,87 km reliant Sampema à la rive droite de Nakambé pour améliorer la liaison entre le passage pirogue et Sampema. Cette piste est une nouvelle construction;
- 11,89 km pour la desserte de l'extension de l'extrême Sud à partir de Bittou. Cette piste est nouvelle;
- 14,45 km pour la liaison entre l'extension Sud du côté du passage pirogue et l'extension Est au niveau de Loaba. Cette piste est nouvelle;
- 3,96 km entre Kombaoré et l'extension Sud Kounia. Il s'agit d'une piste existante de type B qui sera améliorée en piste de type A;
- 10,95 km pour l'accès au refuge de Gomboussougou. Cette piste ancienne et il s'agit d'une réhabilitation et de construction d'ouvrage de franchissement;
- 16,83 km pour l'accès au refuge de Woozi. C'est une piste existante qui nécessite une réhabilitation et la prise en compte de nombreux écoulements latéraux.

• l'aménagement 23,89 km de pistes améliorées Type B constitué de :

 10,05 km pour la desserte de la zone pastorale de Doubégé à partir de Nord de Bagré village. Cette piste est nouvelle;

- 11,2 km pour la desserte de la zone pastorale de Tcherbo à partir de Lergo.
 Cette piste est nouvelle
- 1,1 km pour l'accès au périmètre de Niaogho à partir de la RN17; Cette piste ancienne et est praticable;
- 1,5 km pour l'accès au périmètre de Béguédo à partir de la piste 14P10. Cette piste ancienne et est praticable
- l'aménagement de 33,7 km de pistes ordinaires pour la desserte à l'intérieur des refuges de Woozi et Gomboussougou. Ces pistes existent et nécessitent la réalisation d'ouvrages. La zone est marécageuse non habitée.

11.1. JUSTIFICATION

Le projet se déroule dans une zone majoritairement rurale et à potentiel élevé en culture. Le projet devrait améliorer la mobilité en toute saison dans les zones concernées et faciliter le transport des biens et l'accès des personnes aux services sociaux et ainsi diminuer la pauvreté et favoriser la croissance des activités économiques rurales. En outre, la réalisation des pistes rurales et ordinaires améliorer la condition féminine au niveau de la zone d'intervention par le développement de petits commerces, l'opportunité d'emplois, la réduction du temps de parcours, l'accès aux transports motorisés, l'allégement de la pénibilité de leurs tâches, etc. La productivité et la rentabilité des activités socio- économiques des femmes (maraîchage, petit élevage, artisanat, commerce, etc.) pourront également augmenter avec la réduction du coût de transport, l'augmentation du passage des consommateurs potentiels et l'accès facilité. Elle vise également à favoriser le déplacement du bétail qui se trouve dans la zone.

Le tableau suivant fait l'inventaire des itinéraires des pistes améliorées type A et B et des pistes ordinaires.

Tableau 1 : Inventaire des itinéraires

Tronçon		N°	Piste	Piste		
Origine Destination		répertoir e général des pistes	amélior ée type A (km)	améliorée type B (km)	Piste ordinaire (km)	Total (km)
Pistes d'accès et	de désenclavement					•
Sampema école	Passage pirogue rive droite	4P67	7,868			7,868
RN 16 à Bittou	Extension extrême Sud	4P67	11,886			11,886
Extension Est Loaba	Extension Sud		14,448			14,448
RR9	Piste Béga - Boakla (chenal RG côté Nord)		7,556			7,556
Piste Béga - Boakla	Fin chenal RG (largeur 5 m)		26,839			26,839
Komboaré	Extension Sud Kounia		3,957			3,957
Bagré	Zone pastorale de Doubégué			10,053		10,053
Lergo	Zone Pastorale Tcherbo			11,187		11,187
14P10 à Yibogo	Périmètre de Béguédo			1,543		1,543
Niaogho	Périmètre de Niaogho			1,103		1,103
Sous-total pistes	d'accès et de désenclaveme	nt	72,554	23,886	-	195,739
Pistes à bétail et	refuges des hippopotames			<u> </u>	<u> </u>	
Accès au refuge d	de Woozi	4P111/4P 24	16,381			16,381
Pistes intérieure	s Woozi				20,000	20,000
Accès au refuge o	10P75	10,853			10,853	
Pistes intérieure				10,168	10,168	
Piste à bétail au				3,575	3,575	
Sous-total pistes	Sous-total pistes à bétail et refuges des hippopotames				33,74	60,98
TOTAL GENER	AL		99,80	23,89	33,74	157.43

III. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES TRACES

11.2. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU TRACE DES PROJETS ROUTIERS RETENUS

Le tableau ci-dessous présente, pour chaque tronçon de piste retenu, les points de départ et d'arrivée, les longueurs et types de pistes. La carte ci-dessous permet de localiser les pistes. Cette carte n'est toutefois pas exhaustive, notamment en ce qui concerne certaines pistes rurales.

Les pistes qui sont considérées dans le présent rapport sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

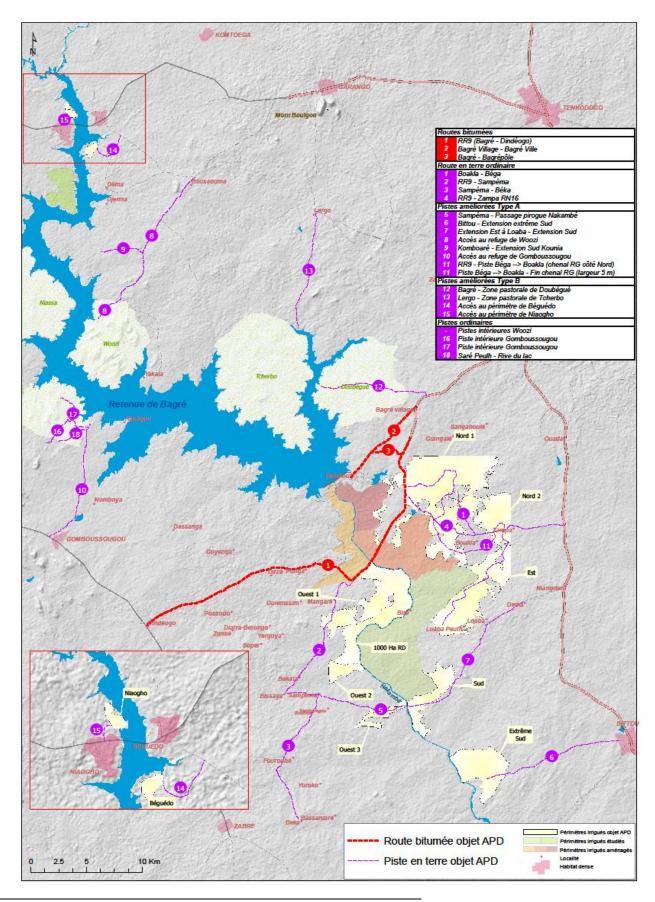
Tableau 2 : Liste des tronçons des pistes du projet

Routes et pistes Routes et pistes	Longueur (en km)		
Pistes améliorées Type A	Hongardar (on min)		
Sampéma - Passage pirogue Nakambé	7,87		
Bittou - Extension extrême Sud	11,89		
Extension Est à Loaba - Extension Sud	14,45		
RR9 - Piste Béga> Boakla (chenal RG côté	7,56		
Piste Béga> Boakla - Fin chenal RG (largeur 5 m)	26,84		
Komboaré - Extension Sud Kounia	3,96		
Accès au refuge de Gomboussougou	10,85		
Accès au refuge de Woozi	16,38		
Total pistes améliorées Type A	99,79		
Pistes améliorées Type B			
Bagré - Zone pastorale de Doubégué	10,05		
Lergho - Zone pastorale de Tcherbo	11,19		
Accès au périmètre de Béguédo	1,54		
Accès au périmètre de Niaogho	1,10		
Total pistes améliorées Type B	23,89		
Pistes ordinaires			
Pistes intérieures Woozi	20,00		
Pistes intérieures Gomboussougou	10,17		
Saré Peulh - Rive du lac	3,58		
Total pistes ordinaires	33,74		
Total Pistes améliorées type A+Pistes améliorées type B+pistes ordinaires	157,43		

Source: Bagrépôle

La localisation des pistes est indiquée par la carte suivante :

Figure 1 : Carte de localisation des routes et pistes étudiées



Source : Etude de schéma directeur d'aménagement et de mise en valeur de la zone d'utilité publique de Bagré. Etape 5 - Rapport d'APD des aménagements prioritaires

11.3. ZONES D'IMPACTS DES ACTIVITES DU PROJET

Les zones d'impacts du projet ont été appréhendées sur la base de la collecte des données sur les PAP par les agents enquêteurs et sur la base des prises de coordonnées au GPS des habitations, des champs exploités, des activités économiques exercées dans les limites des emprises utiles déterminées pour chaque type de route et piste. Ainsi, plusieurs zones d'impacts environnementaux, économiques et sociaux du projet ont été répertoriées.

- Dans sa zone d'emprise directe, le projet affecte des terres de culture de maïs, de mil, de sorgho, de coton, d'arachide, de niébé, de sésame, etc. Ainsi que des parcelles de cultures maraîchères, de riz, de tubercules, etc. Les superficies affectées ont été déterminés à la suite du traitement des données collectées;
- Il affecte également des habitations qui sont principalement des maisons en banco, banco amélioré et parpaings;
- Il affecte des arbres plantés dans les champs et dans les zones d'habitation ;
- Il affecte aussi des activités commerciales le long de certaines des pistes.

11.4. OPTION POUR LA MINIMISATION DE LA REINSTALLATION

Pour minimiser le plus possible les impacts susceptibles d'engendrer le déplacement et les coûts d'indemnisation des populations situées le long des tracés, il a été adopté la limitation de la zone affectée à l'emprise techniquement utile pour les travaux.

Les pistes seront réalisées en respectant les caractéristiques géométriques répondant au standard technique des pistes du Burkina Faso. Les principales caractéristiques de chacun de ces types de pistes sont récapitulées ci-après :

- Pistes améliorées type A: Largeur d'emprise: 20 m avec une largeur de chaussée de 6.00 m;
- Pistes améliorées type B: Largeur d'emprise: 20 m avec une largeur de chaussée de 5,00m;
- Pistes ordinaires : Largeur d'emprise : 15 m avec une largeur de chaussée de 5,00m.

11.5. OBJECTIFS DU PLAN DE REINSTALLATION

Le présent Plan de Réinstallation (PR) s'inscrit dans le Cadre de Politique de Recasement des Populations (CPRP) réalisé lors de la préparation du Projet Pôle de Croissance de Bagré. Il vise à prendre en compte la réinstallation de populations qui seront affectées. En effet, le but principal du PR est de faire en sorte que les populations qui perdent leurs activités ou une partie de leurs biens suite à la réalisation des projets de construction des routes dans le cadre du PPCB retrouvent et,

autant que possible, améliorent leur niveau de vie antérieur, soient traitées de manière équitable et bénéficient des retombées des projets. . Pour atteindre ce but, le PR vise les objectifs spécifiques suivants :

- minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'expropriation de terres, en proposant les alternatives viables lors de la conception du projet;
- s'assurer que les personnes affectées sont consultées et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation;
- déterminer les indemnités en fonction des impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet ne soit injustement pénalisée;
- établir un processus de compensation équitable, transparent et rassurant pour les PAP;
- s'assurer que les personnes affectées sont assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou du moins de les rétablir en termes réels, à leur niveau d'avant le déplacement ou à celui d'avant la mise en œuvre du projet, selon le cas le plus avantageux pour elles ;
- accorder une attention particulière aux besoins des personnes les plus vulnérables parmi les populations affectées ; et
- s'assurer que les activités de réinstallation involontaire et de compensation sont conçues et exécutées en tant que programmes de développement durable, fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour que les personnes affectées par le projet aient l'opportunité d'en partager les bénéfices.

IV. SYNTHESE DES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

4.1. LES IMPLANTATIONS HUMAINES

La ZUP de Bagré compte au total 339 collectivités rurales primaires communément appelées villages et hameaux de cultures, inégalement réparties dans 14 communes aussi bien en amont qu'en aval du barrage de Bagré, tant sur la rive droite que sur la rive gauche. La province du Boulgou compte à elle seule 260 villages dans la ZUP. Bagré village et Dirlakou sont parmi les plus anciennes implantations humaines dans la zone.

L'onchocercose avait provoqué un exode massif de la population et a été a l'origine de la disparition de certaines localités qui par la suite se sont reconstituées. Ainsi Boakla en 1960, Béga, Zangola et Dirlakou en 1970 ont été abandonnés par leurs occupants, puis ont commencé à se reconstituer timidement avec le démarrage du programme d'éradication de l'onchocercose à partir de 1970 et de réinstallation des populations dans le cadre de l'AVV. C'est avec le début des aménagements des périmètres irrigués de Bagré qu'on assiste à un véritable repeuplement de la zone. L'analyse des données démographiques des recensements de 1985 à 1996 (avant l'installation des exploitants pour le Grand Bagré) montre une croissance spectaculaire de la population qui passe

de 7.504 habitants en 1985 à 17.959 au recensement de 1996 soit un taux d'accroissement de 139% en 11 ans. Ce taux d'accroissement exceptionnel ne saurait s'expliquer par le seul croit naturel qui se situe a 2,7 %/an au plan national. Il est probablement lié au fort courant migratoire que la région connaît suite aux espoirs suscités par le projet Bagré. Des populations sont ainsi venues de partout s'installer dans la localité, et ont même créé Kiendpenguin, village de migrants spontanés, venus en quête de terres à exploiter auprès des populations locales et surtout dans l'attente des aménagements du projet Bagré. Avec l'aménagement des périmètres des deux rives (droite et gauche), on assiste à un nouveau flux dû principalement au transfert des populations des localités voisines vers les villages devant accueillir les exploitants des périmètres irrigués. Les résultats des recensements administratifs de 1998 (19.157 hab.) et 2004 (25.632 hab.) viennent également attester si besoin était de cette croissance.

Les autochtones sont généralement d'ethnies Bissa, Mossi ou Zaoga. On les retrouve au Boulgou, principalement dans les communes de Garango, Boussouma, Niaogho, Béguédo, Bagré, Zabré, Zonsé, Zaoga, Tenkodogo, Komtoéga, Bittou, Bané. Ils sont présents également dans des localités des provinces du Zoundwéogo (Gomboussougou, Gogo, Manga, Bindé) et du Kouritenga.

Les implantations humaines plus récentes se sont établies en vue de l'exploitation des périmètres aménagés. On note ainsi les villages de Foungou dans la commune de Gomboussougou, créé par des populations de Yakala (commune de Boussouma) et Bagré périmètre (constitué de 9 villages).

4.2. POPULATION DE LA ZONE D'ETUDE

A partir des données du RGPH de 2006, la population totale calculée des 14 communes de la ZUP s'élève à 633.282 habitants pour l'année considérée, dont 53,9% de sexe féminin. En 2010, elle est estimée à 710.002 habitants. Les projections 2015, 2020 et 2025 donnent respectivement les estimations de 819.099, 944.958 et 1.090.156 habitants (voir tableau ci-dessous).

Selon les grands groupes d'âge, la population de la cuvette ayant moins de 15 ans représentait 49,48 % des effectifs en 2006, ce qui est considérable. La tranche active théorique (15 à 64 ans) est estimée à 45,77% des effectifs. Dans la réalité, le taux dépasse de loin celui estimé dans la mesure où dès l'âge de 10 ans, les enfants du milieu rural rentrent déjà en activité. Les personnes du troisième âge (65 ans et plus) atteignaient 4,25% de la population.

Tableau 3: Projections de la population de la ZUP à l'horizon 2025

Provinces	Communes	Populatio n RGPH200 6	Projectio n 2010	Projectio n 2015	Projectio n 2020	Projectio n 2025
	Bagré	29 164	$32\ 697$	37 721	$43\ 517$	50 204
Daulgan	Bittou	72 053	80 782	93 195	107 515	$124\ 035$
Boulgou	Béguédo	19 153	21 473	24 773	28579	32 971
	Garango	73 679	82 605	95 298	109 941	$126\ 834$

	Niaogho	18 975	21 274	24 543	28 314	32 664
	Komtoéga	20 674	23 179	26 740	30 849	35 589
	Boussouma	26 754	29 995	34 604	39 921	$46\ 055$
	Bané	23 706	$26\ 578$	30 662	35 373	40 808
	Tenkodogo	124 985	140 126	161 658	186 498	$215\ 154$
	Zabré	82 767	92 794	107 052	$123\ 502$	$142\ 479$
	Zonsé	19 851	$22\ 256$	$25\ 676$	29 621	$34\ 172$
Kouritenga	Dialgaye	36 893	41 362	47 718	55 050	63 509
Zoundwéog	Gogo	38 208	$42\ 837$	49 419	57 012	65 773
o Zounaweog	Gomboussougo u	46 420	52 044	60 040	69 266	79 909
Ensemble ZUP de Bagré		633 282	710 002	819 099	944 958	1 090 156

Source: Groupement Techniplan/BECOTEX

4.3. EMPLOIS ET REVENUS

Les activités pratiquées dans la zone d'étude concernent surtout la production agricole, l'élevage et la pêche. Les populations dans leur ensemble s'adonnent presque toutes à l'agriculture et complètent leurs occupations par l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce, etc. Même si l'agriculture constitue souvent la principale activité, elle reste largement tournée vers l'autoconsommation.

La population active de la ZUP de Bagré est estimée à 445.949 personnes en 2011 dont 310.000 dans la province du Boulgou et 16.476 dans la Commune de Zoungou (province du Ganzourgou). Elle est composée de 57,2 % d'hommes et 42,3 % de femmes. Les actifs sont occupés à 85% dans les activités agro-pastorales.

A souligner aussi l'importance des revenus migratoires dans la composition des revenus locaux. L'économie locale est soutenue par les apports des ressortissants résidants à l'étranger (Afrique de l'Ouest et du Centre, Europe, Amérique, etc.). Ces "ressources migratoires" sont principalement injectées dans le secteur tertiaire et dans la construction, bien qu'une partie de ces revenus serve aussi à résoudre des questions d'ordre social.

Les revenus migratoires servent à constituer un fonds de commerce pour les familles dont sont issus les migrants. C'est ce qui explique le rapide développement des activités commerciales notamment dans le domaine de l'import export au niveau des communes de Béguédo, Niaogho, Bagré, Gomboussougou, Garango, Zabré, etc.

4.4. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

4.4.1. Agriculture

A l'intérieur de la ZUP de Bagré, les différentes études et enquêtes réalisées ainsi que les visites de terrain permettent de dénombrer quatre grands systèmes de production végétale : les cultures irriguées, les cultures pluviales, les cultures de bas-fonds, les cultures de décrue.

Les cultures irriguées sont pratiquées dans la zone depuis très longtemps. Profitant de la présence du fleuve Nakanbé, les populations riveraines ont de tout temps exploité des petits jardins maraîchers aux abords immédiats du fleuve pour satisfaire dans un premier temps leurs besoins en légumes et pour se procurer des revenus dans un second temps. Aujourd'hui, on distingue dans la zone trois grands types d'exploitations irriguées: 1) la grande irrigation (périmètre de 1.200 ha situé en rive droite, périmètre de 680 ha en rive gauche et périmètre de 1.500 ha en rive gauche); 2) la moyenne hydraulique (des périmètres gravitaires en aval de petits barrages ou par pompage autour de lacs naturels et des barrages); 3) la petite irrigation (périmètres de moins d'un hectare à une vingtaine d'hectares).

Le système de production en pluvial est incontestablement le système dominant dans la ZUP de Bagré du fait du nombre d'exploitations et de l'effectif des personnes occupées dans ce système. En effet, dans les deux provinces du Boulgou et du Zoundwéogo, sur un total de 89.350 ménages agricoles, 87.010 ménages agricoles pratiquent l'agriculture pluviale (Source RGA 2006).

Le potentiel en cultures pluviales de la zone est évalué à plus de 170.000 ha. Les cultures principales pratiquées sont le sorgho, le mil, le maïs, l'arachide, le niébé, le sésame. Trois types d'exploitations en pluvial ont été identifiés dans la ZUP de Bagré. Ce sont :

- Les champs de case ;
- Les champs de brousse;
- Les champs de bas fonds.

Le système de production en pluvial est un système extensif basé sur une augmentation incessante des superficies. Les principales spéculations produites dans ce système dans la zone de la ZUP de Bagré sont essentiellement :

- les cultures céréalières : mil, sorgho, maïs (avec les variétés améliorées Massongo, Barka, KEJ, etc.);
- les légumineuses : arachide, soja, niébé (variété KVX), voandzou ;
- les tubercules : manioc et patate douce essentiellement.

Les rendements sont faibles: de 800 kg à 1000 kg par ha pour le mil, 800 à 2500 kg/ha pour le sorgho blanc, 800 à 2000 kg/ha pour le sorgho rouge et de 950 à 1700 kg/ha pour le maïs. Sur ces bases on estime la production moyenne annuelle de céréales (hors riz) de la ZUP de Bagré au cours des dix dernières années à 155.000 tonnes, soit 95.000 tonnes pour le Boulgou et 60.000 tonnes pour le Zoundwéogo. Ces productions couvrent à peine les besoins de consommation des ménages de la zone. La ZUP de Bagré est de ce point de vue dans un équilibre alimentaire précaire. Pour la campagne agricole 2011, le taux de couverture des besoins par la production est de 93% pour le Boulgou et de 103% pour le Zoundwéogo.

4.4.2. Elevage

L'élevage occupe une place importante dans les activités socioéconomiques des populations de la zone d'étude. Il contribue de façon notable à l'amélioration de la production agricole par l'apport en fumier et la culture attelée. Les produits animaux génèrent des activités commerciales tant à l'intérieur du pays qu'avec le Ghana et le

Togo. La zone d'étude constitue une zone d'accueil, de transit des troupeaux, de commerce et de transhumance par excellence du bétail.

Les effectifs du cheptel dans les provinces du Boulgou, du Kouritenga et du Zoundwéogo sont évalués comme suit.

Tableau 4 : Effectifs du cheptel (unité = tête) de 2008 à 2012

Années	Espèces	Espèces Provinces				
		Boulgou	Kouritenga	Zoundwéogo		
	Bovins	88 098	118 128	148 977		
	Ovins	193 736	234 063	137 139		
	Caprins	274 983	390 263	240 254		
2008	Asins	32 646	35 800	26 866		
	Equins	602	489	797		
	Porcins	103 980	56 288	30 760		
	Volailles	1 269 997	958 388	1 128 664		
	Bovins	89 859	120 490	151 956		
	Ovins	199 548	241 084	141 253		
	Caprins	283 232	401 970	247 461		
2009	Asins	33 298	36 516	27 403		
	Equins	608	493	804		
	Porcins	106 059	57 413	31 375		
	Volailles	1 308 096	987 139	1 162 523		
	Bovins	91 656	122 899	154 995		
	Ovins	205 534	248 316	145 490		
	Caprins	291 728	414 029	254 884		
2010	Asins	33 963	37 246	27 951		
	Equins	614	497	812		
	Porcins	108 180	58 561	32 002		
	Volailles	1 347 338	1 016 753	1 197 398		
	Bovins	93 489	125 356	158 094		
	Ovins	211 700	255 765	149 854		
	Caprins	300 479	426 449	262 530		
2011	Asins	34 642	37 990	28 510		
	Equins	620	501	820		
	Porcins	110 343	59 732	32 642		
	Volailles	1 387 757	1 047 255	1 233 319		
	Bovins	95 358	127 863	161 255		
	Ovins	218 051	263 437	154 349		
	Caprins	309 493	439 242	270 405		
2012	Asins	35 334	38 749	29 080		
	Equins	626	506	828		
	Porcins	112 549	60 926	33 294		
	Volailles	1 429 389	1 078 672	1 270 317		

Source: Annuaire statistique du secteur de l'élevage, 2013

Trois systèmes d'élevage cohabitent dans la zone d'étude :

- l'élevage transhumant pratiqué essentiellement par les pasteurs peulh ;
- l'élevage sédentaire extensif pratiqué par les agriculteurs et les agro-pasteurs ;
- l'élevage sédentaire semi-intensif pratiqué par stabulation

Deux grandes zones pastorales sont localisées à proximité de la zone de concentration : Doubégué -Tcherbo (7.125ha) sur la rive gauche et Niassa (6.386ha) sur la rive droite.

L'alimentation des animaux est basée sur le pâturage naturel, les jachères et les champs après récolte. Plusieurs études indiquent une situation de surpâturage dans les deux provinces du Boulgou et du Zoundwéogo qui constituent des zones d'accueil pour les troupeaux qui cherchent à s'installer dans la partie sud du pays, des zones de transhumance et de transit pour les troupeaux allant vers le Ghana et le Togo. Les sous produits agricoles (paille de riz, tiges de céréales et fanes de légumineuses) sont de plus en plus utilisés pour l'alimentation des animaux des agro-pasteurs.

4.4.3. Pêche et aquaculture

Les données sur les ressources halieutiques dans la ZUP de Bagré sont fragmentaires; elles concernent uniquement la retenue de Bagré qui occupe quelques 25.500 ha. La production moyenne y est de l'ordre de 975 tonnes par an pour un potentiel exploitable estimé à environ 1.600 tonnes par an.

Le volume des captures évolue en dents de scie mais la tendance générale reste orientée à la baisse; les raisons de cette baisse sont multiples : diminution de la ressource, contournement des lieux de pesée, etc. Le tilapia ou carpe est l'espèce la plus importante dans la retenue. Les principales autres espèces sont les silures (ou poisson-chat), le capitaine, le poisson cheval, l'anguille, etc.

L'exercice de la pêche dans la retenue de Bagré est soumis à la détention d'un titre de pêche délivré par les services techniques compétents. Le permis de pêche est valable pour une année à compter de sa date de délivrance. Conformément à la législation, le permis de pêche est spécifique au PAIE/PHIE

On distingue trois types de pêcheurs qui sont :

- Les pêcheurs professionnels pour qui la pêche constitue une activité professionnelle à part entière.
- Les pêcheurs semi-professionnels pour qui la pêche est une activité complémentaire à l'agriculture et/ou à l'élevage. La grande majorité des pêcheurs dans la ZUP de Bagré sont classés dans cette catégorie.
- Les pêcheurs occasionnels qui pratiquent la pêche de façon sporadique et leur savoir-faire est rudimentaire.

La production des pêcheurs est achetée au niveau des débarcadères par des mareyeurs à quatre roues qui approvisionnent la ville de Ouagadougou en poissons. Les débarcadères sont également fréquentés par des mareyeurs à deux roues; ce sont généralement des autochtones, qui approvisionnent les marchés environnants (Tenkodogo, Garango, Manga) et locaux en produits de pêche.

La transformation du poisson est une activité essentiellement féminine. Les principales techniques de transformation sont le fumage et le séchage. La clientèle des transformateurs est essentiellement constituée par les revendeurs des localités des provinces du Boulgou, du Ganzourgou et Zoundwéogo et des revendeuses de Ouagadougou.

L'aquaculture a été introduite dans la zone d'étude en 2004 par le Projet d'Elevage Piscicole de Bagré (PEP) financé par la coopération taïwanaise, qui visait l'élevage semi-intensif de tilapia du Nil. Le PEP a mis en place 62 bassins et étangs de pisciculture capables de produire 150 tonnes de poissons marchands par an. Actuellement, le PEP fonctionne "au ralenti". Le gouvernement cherche à relancer ces activités, à travers un changement de statut du PEP.

4.5. LES SECTEURS SOCIAUX

4.5.1.Le secteur de l'éducation

Les taux bruts de scolarisation dans les trois provinces dont des communes sont situées dans la ZUP de Bagré sont de 62% pour le département de Zoungou dans le Ganzourgou, 70% pour la province du Zoundwéogo et 71% pour celle du Boulgou. Ces taux sont donc assez voisins de la moyenne nationale qui est de 72%.

Les infrastructures dans le secteur de l'éducation concernent le système formel et non formel et l'enseignement professionnel. Dans le système formel, il faut distinguer le pré scolaire (les garderies et les écoles maternelles), le cycle primaire et les cycles secondaires.

Dans le système non formel, il est question des écoles franco-arabes, des centres d'alphabétisation, des centres d'éducation de base non formelle et des centres d'apprentissage.

Tableau 5 : Inventaire des infrastructures du secteur de l'éducation dans la ZUP de Bagré

CEB	Nbre écoles	Nbre CPAF	Nbre CEBNF	Nbre CEG	Nbre Lycées	Préscola ire
	primaires		CEDIT	OEG	Lycces	пе
Bagré	24	2	1	2	1	0
Bittou	27	0	0	1	0	1
Béguédo	11	1	0	1	1	0
Bissiga	14	4	0	1	0	1
Garango	53	15	1	5	2	1
Niaogho	11	1	0	1	0	2
Komtoéga	12	7	0	1	0	1
Boussouma	24	3	0	1	0	1
Bané	18	1	0	1	0	0
Tenkodogo	71	14	1	2	3	4
Zabré	33	11	0	0	2	1
Zaoga	10	2	0	1	0	0
Zonsé	14	1	0	1	0	1
Total Boulgou	322	61	3	17	9	13
Zoungou	22	4	0	1	0	1
Total Ganzourgou	22	4	0	1	0	1

CEB	Nbre écoles	Nbre CPAF	Nbre CEBNF	Nbre CEG	Nbre Lycées	Préscola ire
	primaires	CFAF	CEDNE	CEG	Lycees	ire
Baskouré	10	3	0	1	1	0
Dialgaye	24	13	0	1	0	0
Gounghin	39	21	0	0	1	0
Tansobentenga	15	13	0	1	0	0
Yargo	9	13	0	1	0	0
Total	83	63	0	4	2	0
Kouritenga	00	03	0	4	Z	0
Bindé	32	24	0	1	0	0
Gogo	27	0	0	1	0	0
Gonboussougou	39	27	0	2	1	0
Total	98	51	0	3	1	0
Zoundwéogo	90 	91	U	ð	1	U
TOTAL ZUP DE BAGRE	525	179	3	25	12	14

Source : Schéma Directeur d'Aménagement et de mise en valeur de la zone d'utilité publique de Bagré, Rapport d'étape 1 ; Version définitive – Mars 2012

Ce tableau montre que l'équipement en institutions préscolaires et en établissements d'enseignement secondaire est faible. Par contre l'équipement en écoles primaires est nettement plus important.

Dans l'enseignement primaire, la moyenne est de 59 enfants par classe (la moyenne nationale étant de 60 enfants par classe). Dans l'enseignement secondaire, les effectifs sont très élevés dans les classes du 1er cycle (entre 42 et 118 élèves par classe); dans le second cycle, les effectifs varient entre 17 et 65 élèves par classe.

4.5.2.Le secteur de la santé

Les infrastructures sanitaires de la zone comprennent les CHR, les CMA et CM, les CSPS, les dispensaires et les maternités et tous les équipements connexes qui permettent d'améliorer l'accès des populations à des services de santé. La situation de ces infrastructures a été établie en 2013 par région et par district sanitaire. La zone de l'étude couvre tout ou partie des villages relevant des districts sanitaires de Tenkodogo, Bittou, Zabré, Koupéla, Garango dans la Région du Centre Est. Elle couvre également une partie du district sanitaire de Manga dans la région du Centre Sud, et enfin quelques villages du district sanitaire de Zorgho dans le Plateau central.

Tableau 16 : Situation des infrastructures de santé dans la ZUP selon les districts sanitaires

District Types d'infrastructu	Tenko dogo	Bittou	Zabré	Garan go	Koup éla	Zorgh o	Mang a	Ens ZUP	Burkina
res									
CHR	1	0	0	0	0	0	0	1	9
CMA/HD		0	1	1	1	1	1	5	45
CM	0	1	0	1	0	0	0	2	32

CSPS	23	9	15	23	25	50	36	181	1 775
Population	213	116	138	193	216	382	294	1 555	17 322
2013	282	610	129	907	117	941	980	966	796
Nbre d'habitants /CSPS en 2013	9 273	12 957	9 209	8 431	8 645	7 659	8 194	8 596	9 759
Rayon moyen d'action théorique (RMAT) en 2013	5,2	8	5,4	4,2	4,3	5	5,5	5,4	6,5

Sources: Annuaire Statistiques Santé Burkina Faso 2013

Le taux de couverture moyen est de 222.281 habitants pour un CMA/CM pour une norme nationale de 224.971 habitants pour un CMA/CM. Il est de 1 CSPS pour 8 596 habitants pour l'ensemble de la ZUP de Bagré sur un rayon moyen d'action théorique de 5,4 km, la moyenne nationale étant de 1 CSPS pour 9 759 habitants pour un rayon moyen d'action théorique de 6,5 km. Ceci ne doit cependant pas cacher la relative disparité entre les districts sanitaires que comprend la ZUP.

Tableau 6: Ratio personnel de santé / population selon les régions et les districts

sanitaires du projet en 2013

District	Tenko	Bittou	Zabré	Garan	Koupé	Zorgh	Mang	Ens	Ens
Types	dogo			go	la	0	a	ZUP	Burkina
d'infrastruct									
ures									
IDE	25	16	22	21	46	63	57	250	3 436
IB	15	16	17	21	31	40	38	178	2650
SFE-ME	11	6	7	8	16	25	19	92	1580
Tech labo/bio	0	2	2	2	4	6	5	21	408
AIS	32	11	16	16	41	44	32	192	2 229
G/F Salle	1	0	4	0	2	5	5	17	678
AA	42	13	23	25	41	45	24	213	2989
Population	213	116	138	193	216	382	294	1 555	17 322
2013	282	610	129	907	117	941	980	966	796
Ratio									
Habitants / IDE	8 531	7 288	6 279	9 234	4 698	6 078	5 175	6 224	5 042
Ratio									
habitants /	5 332	3 644	3 542	$4\ 617$	2 807	3 718	3 105	3 635	2 846
infirmier	0 002	0 044	0 042	4 017	2 001	3 710	5 105	0 000	2 040
(IB+IDE)									
Ratio									
habitant /	19 389	19 435	19 733	$24\ 238$	13 507	15 318	$15\ 525$	16 913	10 964
SFE-ME									
Ratio	5 078	8 970	6 006	7 756	5 271	8 510	12 291	7 305	5 796
habitant /	0010	0 010	0 000	1 100	0 211	0 010	12 201	1 000	0 100

accoucheur*				
-------------	--	--	--	--

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'annuaire statistique sanitaire 2013

Au regard des ratios nationaux ci-dessous, il y a lieu de relever que les indicateurs en la matière sont relativement en deçà des ratios nationaux quand on considère la zone du projet dans son ensemble ; surtout quand par ailleurs les ratios nationaux sont euxmêmes bien en deçà des normes OMS.

Tableau 7: ratio personnel de santé/habitant en 2013

Indicateur	Ratios nationaux	Normes OMS
Ratio habitants/médecin	21 519	1/10 000
Ratio habitants/pharmacien	83 685	1/5 000
Ratio habitants/infirmier d'Etat	4 965	1/5 000
Ratio habitants/infirmier (IB+IDE)	2 796	1/3 000
Ratio habitant/SFE-ME	10 888	1/1 000
Ratio habitant/accoucheur*	3 643	1/1 000

Source: Annuaire Statistique 2013; Mai 2014

4.5.3. Les infrastructures de désenclavement

La ZUP de Bagré est quadrillée par un réseau routier comprenant différents types dont des routes nationales, des routes régionales, des routes départementales et des pistes rurales.

Les routes nationales sont les suivantes :

- Route nationale 16. La RN 16 longue de 149 km est asphaltée et dans un état moyen. Elle relie Koupéla (embranchement RN 04) -Tenkodogo-Bittou-Cinkansé jusqu'à la frontière du Togo. Elle traverse la ZUP sur une distance d'environ 86 km entre Tenkodogo et Bittou.
- Route nationale 17. La RN 17, partiellement non asphaltée, permet de franchir la vallée du Nakambé par le pont de Béguédo. Cette route traverse la ZUP d'Ouest en Est à partir de Bindé (embranchement RN 5), passe par Kaïbo, Niaogho, Garango, et rejoint la RN 16 à Tenkodogo. Dans la ZUP, elle relie sur une distance d'environ 73 km Niaogho-Béguédo-Garango-Tenkodogo. Le tronçon Garango-Tenkodogo est bitumé et en bon état.
- Route nationale 25. La RN 25 non bitumée est longue de 15 km dans la ZUP de Bagré, en partant de Bittou pour rejoindre Zabré, et ensuite la RN29. Elle traverse la forêt classée de Ouilengaré.
- Route nationale 29. La RN 29 non asphaltée part de Manga et traverse la ZUP sur une distance de 38 km environ, passant par Gomboussougou pour rejoindre la frontière du Ghana.

Routes régionales

Une seule route régionale (la RR9) non bitumée, longue de 55 km environ, passe en aval du barrage de Bagré, permet de relier la RN 29 à la RN 16 (embranchement Tenkodogo-Bittou). Elle est pratiquement la seule voie carrossable qui permet d'accéder à la commune de Bagré et à la localité de Dindéogo en passant par Dirzé.

Routes départementales

- Route départementale 27 La RN 17 Tenkodogo Garango Béguédo Niaogho Komtoéga est reliée à Boussouma par la RD 27 longue de 7,438 km.
- Route départementale 28 La RD 28 longue de 9 km environ relie la RN 17
 Tenkodogo, Garango Béguédo Niaogho à Komtoéga.
- Route départementale 30 La RD 30 relie sur une distance de 7,5 km environ Dindéogo -Litaya - Zonsé à la RN 29 Gomboussougou – Zabré – Manga – frontière du Ghana.
- Route départementale 36 La RD 36 permet la jonction entre Bané et la RN 16
 Koupéla Tenkodogo Bittou frontière du Togo. Elle s'étend sur une distance de 5
 km environ.

Tableau 8 : Récapitulatif des tronçons routiers avec leur longueur

Réseau routier	Longueur
Routes nationales	212,612 km
Route nationale n°16	86,435 km
Route nationale n°17	$72,923~\mathrm{km}$
Route nationale n° 25	15,000 km
Route nationale n° 29	38,300 km
Route régionale RR9	$55,200 \mathrm{\ km}$
Routes départementales	$29,160 \mathrm{\ km}$
Route départementale n°	7,439 km
27	9,090 km
Route départementale	$7,468 \mathrm{\ km}$
n°28	$5,163~\mathrm{km}$
Route départementale n°	
30	
Route départementale n°	
36	
Réseau de pistes	$2.979 \mathrm{\ km}$

Source : Schéma Directeur d'Aménagement et de mise en valeur de la zone d'utilité publique de Bagré, Rapport d'étape 1 ; Version définitive – Mars 2012

4.6. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUE DES PAP

4.6.1. PAP perdant des infrastructures d'habitation

4.6.1.1. Répartition des PAP selon la localité et les pistes

Treize (13) PAP situées sur les pistes perdent des infrastructures d'habitation et annexes. Les treize (13) PAP dont les habitations et/ou autres infrastructures annexes sont affectées se répartissent comme suit entre les deux pistes concernées (Bittou-Extension Sud : 7,69% et RR9-Piste de Béga-Boakla Chenal côté Nord : 25,93%).

Tableau 9 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée

Localités	Bittou-Exte	ension Sud	RR9-Piste	de Béga-	de Béga- Total				
			Boakla Cl	henal côté					
			Nord						
	Eff	%	Eff	%	Eff	%			
Béga	0	0,00	8	61,54	8	61,54			
Goudayiré	0	0,00	4	30,77	4	30,77			
Hamdalay	1	7.00	0	0.00	1	7.00			
e	1	7,69	0	0,00	1	7,69			
Total	1	7,69	12	92,31	13	100,00			

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.1.2. Répartition des PAP selon la localité et la commune d'appartenance

Les treize (13) PAP dont les habitations et/ou autres infrastructures annexes sont affectées se répartissent entre les deux communes concernées comme suit :

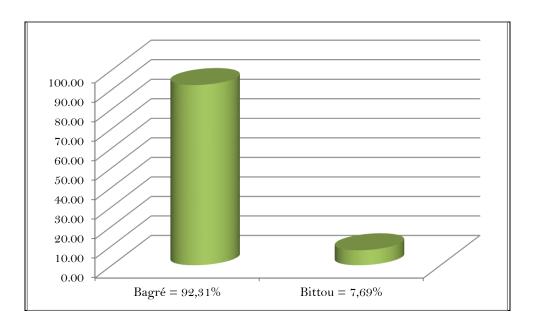
Bagré: 92,31% et;Bittou: 7,69%.

Tableau 10 : Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance

Localités	Bagré	Bagré l			Total	Total		
	Eff	%	Eff	%	Eff	%		
Béga	8	61,54	0	0,00	8	61,54		
Goudayiré	4	30,77	0	0,00	4	30,77		
Hamdalaye	0	0,00	1	7,69	1	7,69		
Total	12	92,31	1	7,69	13	100,00		

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Figure 2 : Répartition des PAP selon la commune d'appartenance



4.6.1.3. La répartition des PAP selon le sexe

En termes de répartition selon le sexe, il se dégage que toutes les PAP sont des hommes. Aucune femme propriétaire d'infrastructures d'habitation n'est concernée par les impacts du projet.

4.6.1.4. La répartition des PAP selon l'ethnie

Contrairement aux routes à bitumer et aux routes en terre ordinaire, les Mossi constituent l'ethnie qui vient en tête avec 69,23% du total des PAP suivie des bissa avec 23,08% et des Peulh avec 7,69%.

Tableau 11 : Répartition des PAP selon ll'ethnie et la localité

Localités	Bissa		Mossi		Peulh		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Béga	2	15,38	6	46,15	0	0,00	8	61,54
Goudayiré	1	7,69	3	23,08	0	0,00	4	30,77
Hamdalaye	0	0,00	0	0,00	1	7,69	1	7,69
Total	3	23,08	9	69,23	1	7,69	13	100,00

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.1.5. La répartition des PAP selon le statut matrimonial

La répartition des PAP selon le statut matrimonial dégage que les PAP comprennent 15,38% de célibataires, 46,15 % de monogames et 38,46% de polygames. L'on ne dénombre ni veuf ni veuve. Il n'y a pas de personnes vulnérables parmi les 13 PAP.

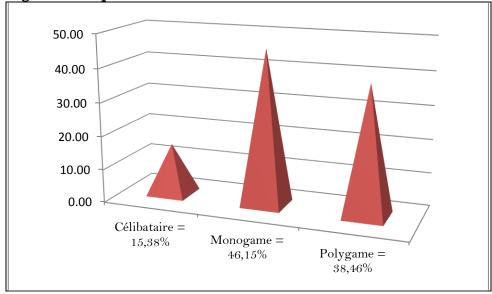
Tableau 12 : Répartition des PAP selon le statut matrimonial et la localité

Localités	Célibata	ire Monogame		me	Polygan	ne	Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Béga	1	7,69	2	15,38	5	38,46	8	61,54
Goudayiré	1	7,69	3	23,08	0	0,00	4	30,77

Hamdalaye	0	0,00	1	7,69	0	0,00	1	7,69
Total	2	15,38	6	46,15	5	38,46	13	100,00

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Figure 3 : Répartition des PAP selon le statut matrimonial



4.6.1.6. La répartition des PAP selon la religion

Sur le plan religieux, les PAP qui perdent des infrastructures d'habitation et infrastructures connexes se répartissent comme suit :

Musulmans: 69,23%;Catholiques: 30,77%.

Tableau 13 : Répartition des PAP selon la religion et la localité

Localités	Musulman		Catholique		Total		
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	
Béga	5	38,46	3	23,08	8	61,54	
Goudayiré	3	23,08	1	7,69	4	30,77	
Hamdalay	1		0		1		
e		7,69		0,00		7,69	
Total	9	69,23	4	30,77	13	100,00	

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.1.7. La répartition de la population selon le niveau d'alphabétisation et d'éducation formelle

Sur les 13 PAP dont les infrastructures d'habitation et infrastructures connexes sont affectées, seulement 4 PAP ont déclaré avoir été alphabétisées. Le taux global d'alphabétisation des PAP est de 33,33%...

Tableau 14 : Répartition des PAP selon le niveau d'alphabétisation et la localité

Localités	Oui		Non		Total		
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	
Béga	2	15,38	6	46,15	8	61,54	
Goudayiré	1	7,69	3	23,08	4	30,77	
Hamdalay e	1	7,69	0	0,00	1	7,69	
Total	4	30,77	9	69,23	13	100,00	

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Sur les 13 PAP concernées, une seule personne sur quatre (4) qui ont répondu à la question déclare avoir fréquente le système formel d'éducation et avoir atteint le premier cycle de l'enseignement secondaire.

4.6.2. PAP perdant des terres et des revenus agricoles

4.6.2.1. Répartition des PAP selon les pistes

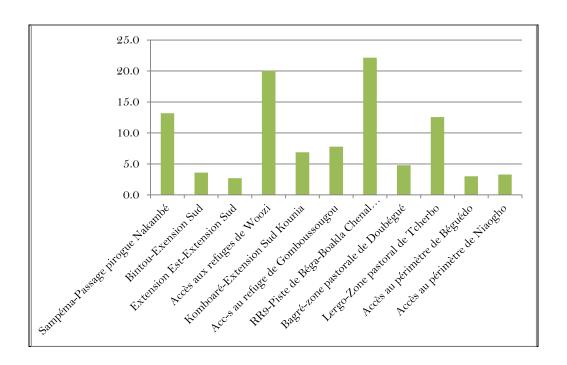
Trois cent trente quatre (334) PAP situées sur les pistes (type A, type B et ordinaires) perdent des terres et des revenus agricoles. Ces trois cent trente quatre (334) PAP se répartissent comme suit entre les onze (11) pistes concernées.

Tableau 15 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée

Pistes	Fréquence	Pourcentage
Sampéma-Passage pirogue Nakambé	44	13,2
Bittou-Extension Sud	12	3,6
Extension Est-Extension Sud	9	2,7
Accès aux refuges de Woozi	67	20,1
Komboaré-Extension Sud Kounia	23	6,9
Accès au refuge de Gomboussougou	26	7,8
RR9-Piste de Béga-Boakla Chenal côté	74	22,2
Nord		
Bagré-zone pastorale de Doubégué	16	4,8
Lergho-Zone pastoral de Tcherbo	42	12,6
Accès au périmètre de Béguédo	10	3,0
Accès au périmètre de Niaogho	11	3,3
Total	334	100,0

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Figure 4 : Répartition des PAP selon les pistes concernées



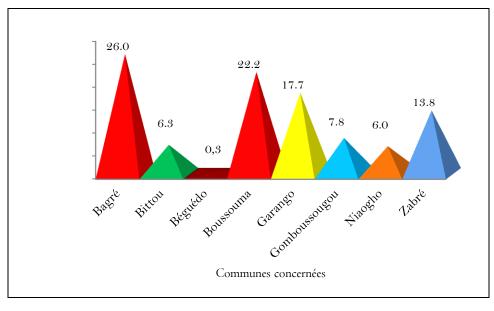
4.6.2.2. Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance

334 PAP perdent des terres agricoles. Sur les 334 PAP dont les terres agricoles sont affectées, il ressort qu'elles se répartissent comme suit :

Bagré: 26,05%;
Bittou: 6,29%;
Béguédo: 0,30%;
Boussouma: 22,16%;
Garango: 17,66%;
Gomboussougou: 7,78%;

Niaogho: 5,99%;Zabré: 13,77%.

Figure 5 : Répartition des PAP selon la commune d'appartenance



4.6.2.3. La répartition des PAP selon le sexe

La répartition selon le sexe des PAP perdant des terres agricoles du fait du projet est la suivante :

Hommes: 76,65%;Femmes: 24,35%.

Tableau 16: Répartition des PAP selon le sexe

Sexe	Fréquence	Pourcentage
Masculin	256	76,65
Féminin	78	23,35
Total	334	100,0

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.2.4. La répartition des PAP selon l'ethnie

Sur le plan de l'appartenance ethnique, il se dégage que les Bissa qui sont l'ethnie autochtone par excellence des communes concernées viennent en tête avec 78,44% du total des PAP. Les Bissa sont suivis de loin par les Mossi avec 16,17%, les Peulh avec 4,19% et d'autres ethnies avec 0,90% des PAP.

Tableau 17: Répartition des PAP selon l'ethnie et la localité

Ethnie	Fréquence	Pourcentage
Bissa	262	78,44
Mossi	54	16,17
Peulh	14	4,19
Gourounsi	1	0,30
Autre	3	0,90
Total	334	100,00

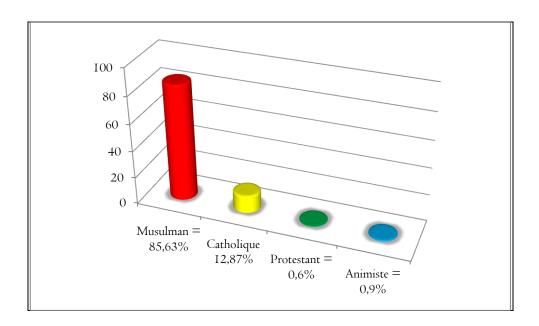
Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.2.5. La répartition de la population selon la religion

Sur le plan religieux, les PAP qui perdent des terres de cultures et des revenus agricoles se répartissent comme suit :

Musulmans: 85,63%;
Catholiques: 12,87%;
Protestants: 0,60%;
Animistes: 0,90%.

Figure 6: Répartition des PAP selon la religion



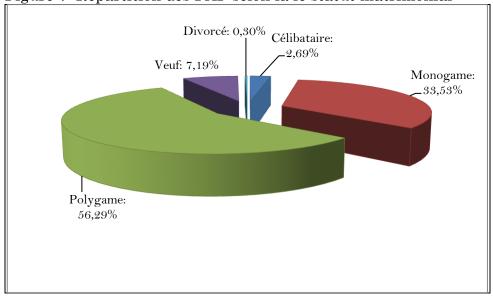
4.6.2.6. La répartition des PAP selon le statut matrimonial

Sur le plan matrimonial, les PAP se répartissent ainsi qu'il suit ;

Célibataire : 2,69%;
Monogame : 33,53%;
Polygame : 56,29%;
Veuf/Veuve : 7,19%;

Divorcé(e) : 0,30%.

Figure 7: Répartition des PAP selon la le statut matrimonial



4.6.3. PAP perdant des infrastructures de commerce et et dont les activités commerciales sont perturbées

4.6.3.1. Répartition des PAP selon les pistes

Trois (3) PAP situées sur les pistes (type A, type B et ordinaires) perdent des infrastructures commerciales et revenus commerciaux. Les trois (3) PAP qui perdent des infrastructures commerciales se répartissent comme suit entre les deux (02) pistes concernées.

Tableau 18 : Répartition des PAP selon la localité et la route concernée

Pistes	Fréquence	Pourcentage
Extension Est-	9	66,67
Extension Sud	4	00,07
Accès aux refuges de	1	33,33
Woozi	1	00,00
Total	3	100,0

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.3.2. Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance

Les PAP dont les activités commerciales sont affectées se répartissent ainsi qu'il suit :

• Bittou: 66,67% du total des PAP;

• Boussouma : 33,33%.

Il apparaît que la commune de Bagré regroupe à elle seule près des deux tiers des PAP « activités commerciales » impactées par le projet.

Tableau 19 : Répartition des PAP selon le village et la commune d'appartenance

Localités	Bittou		Bousso	uma	Total		
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	
Déma	1	33,33	0	0,00	1	33,33	
Lengha	0	0,00	1	33,33	1	33,33	
Loaba Ville	1	33,33	0	0,00	1	33,33	
Total	2		1		3	100,0	
Total		66,67		33,33		0	

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.6.3.3. La répartition des PAP selon le sexe

Du point de vue de la répartition selon le sexe, il ressort que toutes les PAP dont les activités économiques et infrastructures commerciales sont impactées sur les pistes sont des hommes.

4.6.3.4. La répartition des PAP selon l'ethnie et la religion

Les PAP perdant des infrastructures et des activités économiques au niveau des pistes sont tous Bissa (100%). Ils se répartissent entre les villages de Déma, de Lengha et de Loaba village (doit un par village).

Ces PAP sont également toutes de confession musulmane.

4.6.3.5. La répartition de la population selon le statut matrimonial

Sur le plan matrimonial, les PAP se répartissent ainsi qu'il suit :

Monogame : 32,45%;Polygame : 57,62%.

4.7. SYNTHESE DES RESULTATS DES RECENSEMENTS DES PAP ET DES BIENS IMPACTES

La synthèse des données du recensement permet de dégager qu'un total de 373 PAP sont concernées par l'ensemble des biens impactés et identifiés. Ces 373 PAP se composent de **295** hommes, (soit 76,65% hommes) et de **78** femmes, (soit 23,35%). Ces 373 PAP se répartissent également selon les grands types de biens impactés comme suit :

- Habitations: 13 PAP (soit 3,48% du total des PAP);
- Activités agricoles : 334 PAP (soit 89,54% du total des PAP) ;
- Activités commerciales : 03 PAP (soit 0,80% du total des PAP) ;
- Arbres privés (dans les champs et/ou les habitations) : 23 PAP (soit 6,16% du total des PAP).

Tableau 20 : Répartition des PAP selon le type de biens impactés

Types de biens	Hommes	%	Femmes	%	Total	%	
Habitations	13	100,00	0	0,00	13	3,48	
Activités	256	76,65	78	23,35	334	89,54	
agricoles	200	70,00	10	25,55	334	09,04	
Activités	03	100,00	0	0,00	03	0,80	
commerciales	03	100,00	U	0,00	บอ	0,80	
Arbres privés	23	100,00	0	0,00	23	6,16	
Total	295	79,08	78	20,9	373	100,00	

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Les biens touchés comprennent:

- 32 infrastructures d'habitation dont des maisons, des cuisines, des hangars/vérandas, des latrines, des douches, des enclos, des poulaillers, etc.);
- 473 366 m² (soit 47,34 ha) de terres de cultures agricoles;
- 531 infrastructures commerciales dont des bâtiments couverts, des hangars, des kiosques, des étals/étagères, et autres biens ;
- 8 arbres privés impactés dans les champs et/ou les habitations.

4.7.1. Infrastructures à usage d'habitation et annexes

Ces infrastructures sont constituées par les maisons d'habitation et leurs annexes telles que les cuisines, les douches, les enclos, les greniers, les hangars, les murs de clôture, etc. Vu que le tracé du projet ne traverse que des agglomérations essentiellement rurales, la plupart de ces biens sont des maisons d'habitation et autres infrastructures annexes de standing moyen voire de bas standing en banco et/ou paille principalement. Ces biens appartiennent à un total de 13 PAP (tous des hommes) relevant des villages de Béga et Goudayiré (commune de Bagré) et du village de Hamdalaye (commune de Bittou). Le tableau ci-après récapitule les principaux biens d'habitation impactés le long des pistes :

Tableau 21 : Nombre et type de d'infrastructures à usage d'habitation et infrastructures annexes

Comm	Localit	Pistes	PAP	PAP / Sexe Infrastructures impactées								
unes	és	1 18068	Mas	Fém	Tota	Cas	Han	Cui	Dou	Gre-	Enc	Clô-
	OB		cu-	inin	1	е	gar	sine	ches	nier	los	ture
			lin			ron						s
						de						
		Béga-										
	Béga	Boakla	8	0	8	10	7	2	3	1	1	1
Bagré		(RG Nord)										
Dagre	Gouda	Béga-										
	yiré	Boakla	4	0	4		3		1	1	1	
	yire	(RG Nord)										
		Bittou-										
Bittou	Hamda	Extension	1	0	1				1			
laye	extrême	1	U	T				1				
		Sud										
Total			13	0	13	10	10	2	5	2	2	1

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

On retient du tableau ci-dessus que les principaux biens affectés le long des tracés des pistes (type A, B et ordinaires) à construire se déclinent comme suit :

- Dix (10) cases rondes en banco;
- Dix (10) hangars dont 2 non revêtu et un revêtu;
- Deux (02) cuisines;
- Cinq (05) douches;
- Deux (02) greniers;
- Deux (2) enclos;
- une clôture.

4.7.2. Pertes des terres et de revenus agricoles

Les terres agricoles exploitées (jachères non comprises) affectées le long des tracés

sont en majorité des champs de brousse et des terres de bas fonds ou exploitées en cultures maraîchères. Le tableau ci-dessous fournit les données sur les terres agricoles affectées pour chaque localité.

Tableau 22 : Nombre de PAP par localité

Communes	Nombre de PA Localités	Pistes	Nombre de PA	p	
Communes	Locarrocs		Mascu-lin	Fémi-nin	Total
	Bagré Village	Bagré-Zone pastorale de Doubégué	6	0	6
	Béga	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	35	5	40
D	Boakla	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	6	2	8
Bagré	Goudayiré	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	25	1	26
	Sangaboulé	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	2	0	2
	Zangoula	Bagré-Zone pastorale de Doubégué	5	0	5
	Déma	Ext Est Loaba-Ext Sud	4	0	4
	Loaba Ville	Ext Est Loaba-Ext Sud	1	0	1
	Loaba Peulh	Ext Est Loaba-Ext Sud	4	0	4
Bittou	Hamdalaye	Ext Est Loaba-Ext Sud	5	2	7
	Nakré	Ext Est Loaba-Ext Sud	2	0	2
	Yarsé	Ext Est Loaba-Ext Sud	2	0	2
	Yanti	Ext Est Loaba-Ext Sud	1	0	1
Béguédo	Tanvoussé	Accès périmètre de Béguédo	1	0	1
	Lengha	Accès refuge Woozi	21	23	44
Boussouma	Boussouma	Accès refuge Woozi	4	3	7
	Komboaré	Komboaré-Extension Sud Kounia	10	13	23
G	Lergho	Lergho-Zone pastorale de Tcherbo	39	10	49
Garango	Saré Peulh	Accès refuge Woozi	7	3	10
Gomboussou gou	Nomboya	Accès refuge de Gomboussougou	20	6	26
- 1	Ibogo	Accès périmètre de Béguédo	7	2	9
Niaogho	Tengsoba	Accès périmètre de Niaogho	8	3	11
Zabré	Sampéma	Sampéma-Passage pirogue Nakambé	42	4	46
Total			256	78	334

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Tableau 22 bis: Superficies des terres de cultures affectées par localité et par culture

		Distan				- I					lation.					
es	Localités		Riz (Supe r en m²)	(Super	(Super	(Supe r en	(Supe r en	e (Super en m2)	Niébé /	Sésa me (Supe r en m2)	Voandzo u (Super	(Supe r en m2)	n (Supe r en	o (Supe r en	e (Supe	(Super en m2)
	Bagré Village	Bagré-Zone pastorale de Doubégué	0	298	2 200			1 410	760			235				
	_	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	4462	11759	1917	3446	187	6860	300	7208	72	2587		1461	509	524
Bagré	Boakla	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	0	1986	2887	319		792	416	2914					367	
	Goudayiré	RR9 piste Béga-Boakla RG nord		12 985	5 999	1 230		1 610	1 727	2 660		2 150		1 255		
	_	RR9 piste Béga-Boakla RG nord	684	938	368							190				
	Zangoula	Bagré-Zone	0	1 388	0	950			354							

Techniplan-Becotex

		pastorale de Doubégué														
				29 353	13 371	5 945	187	10 672	3 556	12 782	72	5 162	0	2 716	876	524
		Ext Est Loaba- Ext Sud		960	500					200		245				
		Ext Sud	_	560												
	Peulh	Ext Est Loaba- Ext Sud	_	5 170	460	460	50	1 000		450					900	
Bittou		Ext Est Loaba- Ext Sud	_	5 300	5 110		1 840			1 600	2 540					
	Nakré	Ext Est Loaba- Ext Sud		6 630	6 630											
	Yarsé	Ext Est Loaba- Ext Sud	1 140		1 360			1 360								
	IV onti	Ext Est Loaba- Ext Sud		1 170	1 170											
			1 140	19 790		460	1 890	2 360	0	2 250	2 540	245	0	0	900	0
Béguédo	Tanvoussé	Béguédo		1 015	435											
	Lengha	Accès refuge Woozi	174	$2\ 587$	384			5 187	2 491		1 168	360		809		
Boussou	Boussouma	Accès refuge Woozi		483				227			1 039					
ma	Komboaré	Komboaré- Extension Sud Kounia	1 955		810	2 025		1 200								
			2 129	11 005	1 194	2 025	0	6 614	2 491	0	2 207	360	0	809	0	0
Garango	Lergho	Lergho-Zone pastorale de Tcherbo	18	2 448	3 728	1 180	240	10 184	780		2 314			175		
	Saré Peulh	Accès refuge		1 620				65	35							

		Woozi														
			18	4 068	3 728	1 180	240	10 249	815	0	2 314	0	0	175	0	0
Gombou ssougou		Accès refuge de Gomboussougo u			700	671		5 068								
	Ibogo	Accès périmètre de Béguédo	182	899	535	2 670		1 514						340		
Niaogho	Tengsoba	Accès périmètre de Niaogho	1 294	1 395									250		300	
			1 476	2 294	535	2 670	0	1 514	0	0	0	0	250	340	300	0
Zabré	Sampéma	Sampéma- Passage pirogue Nakambé	10299		937	70	864	6108	8583	9000			3690	450		
Total			42 626	150 668	70 188	25 301	5 498	73 994	22 307	39 063	14 266	11 534	4 190	8 530	4 152	1 048

Page 55 sur 288 Techniplan-Becotex

Au total on retient qu'une superficie totale de 473 366 m² (soit 47,34 ha) de terres de cultures agricoles appartenant à 334 PAP (dont 256 hommes et 78 femmes) est impactée soit une superficie moyenne de 0,14 ha par PAP.

Les spéculations agricoles pratiquées et recensées sur les terres impactées sont principalement des cultures céréalières (sorgho, maïs, mil, riz), des cultures vivrières et de rente (arachide, haricot ou niébé, poids de terre ou vouandzou, soja, sésame, coton) et des cultures maraîchères (oignon, chou, gombo, concombre) et même souvent des tubercules (igname, manioc entre autres).

4.7.3. Activités commerciales

Il ressort qu'un total de 04 infrastructures commerciales dont 02 constructions et 02 hangars appartenant à 03 PAP (toutes hommes) sont impactées par le projet de pistes à construire. Les PAP comme le nombre d'infrastructures commerciales impactées se répartissent comme suit :

- Commune de Bittou: 02 PAP et 02 infrastructures (soit 66,67%);
- Commune de Boussouma : 01 PAP et 01 infrastructure (soit 33,33%).

Les infrastructures impactées comprennent:

- 02 bâtiments couverts (types boutiques);
- 02 hangars.

Le tableau ci-après en fait le récapitulatif.

Tableau 23: Pertes d'infrastructures d'activités commerciales selon la localité

Commun	Localité	Nom Pistes	PAP			Infrastructures	
es	S					commerciales	impactées
			Mascul	Fémini			
		Pistes	in	n	Total	Bâtiments	Hangars
D:11	Déma	Extension Est Loaba- Extension Sud	1	0	1	1	
Bittou	Loaba Ville	Extension Est Loaba- Extension Sud	1	0	1		1
Boussou ma	Lengha	Accès refuge Woozi	1	0	1	1	1
Total			3	0	3	2	2

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

4.7.4. Pertes d'arbres privés dans les champs et/ou dans les habitations

Un total de cent vingt trois (123) arbres appartenant à vingt trois (23) PAP sont impactés le long des tracés des pistes à construire (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 24 : Nombre d'arbres des habitations et des champs perdus

			l'arbres des habitation				Nbre
Num Quest	Comm une	Locali tés		Propriétaire	Nbre de PAP	d'arbre	d'arbres
1780	Bagré	Béga		OUEDRAOGO	1	Manguie	1
1700	Dagre	Dega	Nord)	Amidou	1	r	1
1780	Bagré	Béga	Béga-Boakla (RG	OUEDRAOGO		Raisin	1
1700	Dagre	Dega	Nord)	Amidou		sauvage	1
1700	D /	D/	Béga-Boakla (RG	OUEDRAOGO	1	D	4
1782	Bagré	Béga	Nord)	Romuald	1	Bananier	4
0700	D /	D'	Béga-Boakla (RG	OUEDRAOGO	1	ъ .	9
2733	Bagré	Béga	Nord)	Talato	1	Bananier	2
07.40	D:44	D.	Extension Ets à	YALA	1	N. f. 1:	1
2748	Bittou	Déma	Extension Sud	Moumouni	1	Melina	1
05.40	D:44	D.	Extension Ets à	YALA		Eucalypt	1
2748	Bittou	Déma	Extension Sud	Moumouni		us	1
0=10	Divi	D.		YALA			_
2748	Bittou	Déma	Extension Sud	Moumouni		Acacia	1
0=10	D	D. (Extension Ets à			D 1 1	
2748	Bittou	Déma	Extension Sud	Moumouni		Balanites	1
	D.			Imam de la	_	Manguie	_
2749	Bittou	Loaba	Extension Sud	Mosquée	1	r	1
	Bousso	Komb	Komboaré Extension				
1422	uma	oaré	Sud Kounia	Seydou	1	Néré	3
	Niaogh		Accès périmètre de			Manguie	
1404	0	Ibogo	Béguédo	Salama	1	r	5
	Niaogh		Accès périmètre de			Eucalypt	
1404	0	Ibogo	Béguédo	Salama		us	3
	Niaogh		Accès périmètre de			Manguie	
1404	0	Ibogo	Béguédo	Tata	1	r	1
	Niaogh	Tengs	Accès périmètre de				
1408	0	oba	Niaogho	Halidou	1	Nimier	3
	Niaogh		Accès périmètre de			Eucalypt	
1408	0	oba	_	Halidou		us	1
	Niaogh	Tengs	Accès périmètre de			Manguie	
1408	0	oba	Niaogho	Souleymane	1	r	1
		Samp	RR9-Piste Béga -	BAGAGNAN			
1753	Zabré	éma	Boakla	Salam	1	Balanites	1
		Samp	RR9-Piste Béga -	BARRY			
1753	Zabré	éma	Boakla	Moumini	1	Nimier	3
		Samp	Doukiu				
1649	Zabré	éma		COMBO Féon	1	Jatropha	20
		Samp	RR9-Piste Béga -			Manguie	
1753	Zabré	éma	Boakla	IMA Ousmane	1	r	2
		Samp	RR9-Piste Béga -			1	
1753	Zabré	éma	Boakla	IMA Ousmane		Balanites	1
		Samp	RR9-Piste Béga -	KABAYWA		Anacardi	
1753	Zabré	éma	Boakla	Moussa	1	er	20
		Samp	RR9-Piste Béga -	KABORE		Kombonr	
1753	Zabré	éma	Boakla	Céline	1	go	1
		Samp	RR9-Piste Béga -			Eucalypt	
1753	Zabré	éma	Boakla	KABORE Issa	1	us	1
		Samp	RR9-Piste Béga -	KAMBONE		Eucalypt	
1753	Zabré	éma	Boakla	Delwendé	1		1
		uma	Doania	Deimenne		us	

1753	Zabré	Samp éma	RR9-Piste Boakla	Béga ·	OUEDRAOGO Amidou	1	Manguie r	1
1750	711	Samp	RR9-Piste	Béga ·	OUEDRAOGO		Raisin	1
1753	Zabré	éma	Boakla		Amidou		sauvage	1
1753	Zabré	Samp	RR9-Piste	Béga ·	OUEDRAOGO	1	Bananier	1
1795	Labre	éma	Boakla		Romuald	1	Danamer	4
1753	Zabré	Samp	RR9-Piste	Béga ·	OUILI Pierre	1	Arzantig	1
1700	Zabre	éma	Boakla		OULLITIETTE	1	a	1
1753	Zabré	Samp	RR9-Piste	Béga ·	OUILI Pierre		Gobnang	34
1700	Давте	éma	Boakla		OOILITIEITE		0	94
1753	Zabré	Samp	RR9-Piste	Béga ·	SAWADOGO	1	Baobab	1
1700	Zabie	éma	Boakla		Sibiri	1	Daobab	1
1753	Zabré	Samp	RR9-Piste	Béga ·	ZIDNABA	1	Nimier	1
	Zabie	éma	Boakla		Alaye	1	TVIIIIEI	
Total						23		123

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

V. CADRE JURIDIQUE DE LA RÉINSTALLATION

Le Burkina Faso dispose d'une série de lois et décrets liés aux droits de propriété et à l'expropriation de la terre contenus dans le CPRP.

Le Burkina Faso dispose d'une série de lois et décrets liés aux droits de propriété et à l'expropriation de la terre. Ces textes sont présentés dans le CPRP. et ces principaux textes législatifs sont les suivants :

- La constitution du 2 juin 1991, révisée par la loi n°001-2002/AN du 22 janvier 2002;.
- La loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996 portant Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso et textes d'application révisée par la Loi n° 034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant Réorganisation Agraire et Foncière
- La loi n°034-2009/AN portant régime foncier rural et textes prioritaires d'application;
- La loi n°034-2002/AN portant orientation relative au pastoralisme au Burkina Faso du 14 novembre 2002 et textes d'application;
- La loi n°002-2001/AN portant orientation relative à la gestion de l'eau du 06 février 2001 et textes d'application.

La législation nationale admet l'expropriation qu'à des fins d'utilité publique, comme c'est le cas dans le cadre du Projet Pôle de Croissance de Bagré. Et les procédures nationales en matière d'expropriation et d'indemnisation sont déterminées par les articles 226 à 239 de la RAF.

En matière de **procédures d'expropriation et de compensation, t**out titulaire de droit immobilier peut être amené de le céder lorsque l'utilité publique ou l'intérêt général l'exige, après une juste et préalable indemnisation sauf en cas d'urgence ou de force majeure (Art. 226). Les occupants coutumiers de la terre ont aussi droit à une indemnisation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Lorsque, après enquête et négociations menées par une commission présidée par un représentant du service chargé des domaines, le titulaire du droit réel concerné consent une cession à l'amiable, l'expropriation est prononcée par un arrêté conjoint du ministre chargé des domaines et des ministres directement concernés (Art. 229). Le Président du Tribunal de Grande Instance prononce par ordonnance, l'expropriation lorsqu'il n'y a pas d'accord (Art. 230).

Une expertise devra être ordonnée si elle n'est demandée pas l'une des parties. Elle devra être faite par trois experts à moins que les parties soient d'accord sur le choix d'un expert unique (Art. 231).

L'indemnité d'expropriation est fixée, soit par accord amiable, soit par le Juge. Elle est établie en tenant compte (Art. 232) de l'état de la valeur actuelle des biens, de la plus-value ou de la moins-value qui en résulte, etc.

L'indemnité d'expropriation ne doit comprendre que le dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation; elle ne peut s'étendre à un dommage incertain, éventuel ou indirect (Art. 233). L'indemnité d'expropriation peut être pécuniaire ou par compensation (Art. 234).

La politique opérationnelle PO 4.12 de "Réinstallation Involontaire" de la Banque est applicable dans le cadre du Projet Pôle de Croissance de Bagré, dans la mesure où les activités du projet auront un impact sur des populations et leurs biens ; ce qui va nécessiter une réinstallation involontaire de populations.

Pour la Loi n° 034-2009/AN du 16 Juin 2009 Portant Régime Foncier Rural, les terres rurales sont réparties dans les catégories comprenant: le domaine foncier rural de l'État, le domaine foncier rural des collectivités territoriales et le patrimoine foncier rural des particuliers (Article 5).

Le domaine foncier rural de L'État comprend (Article 25):

- de plein droit, l'ensemble des terres rurales aménagées par l'État sur fonds publics ;
- les terres réservées par les schémas d'aménagement du territoire à des fins d'aménagements;
- les terres rurales acquises par l'État auprès des particuliers selon les procédés de droit commun ;
- les terres acquises par exercice du droit de préemption ou par application de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

En vertu du décret n°98-476/PRES/PM/MEE/MEF du 2 décembre1998 portant déclaration d'utilité publique, l'ensemble de la Zone d'Utilité Publique de Bagré est soumise à un régime particulier de gestion des terres du domaine foncier. La zone de l'emprise du projet de routes à butumer faite partie de cette zone d'utilité publique.

Dans cette zone donc, et en attendant que les terres soient aménagées par Bagrépôle, on assiste de fait à la cohabitation de deux (2) types de régimes fonciers, le régime traditionnel et le régime moderne. Dans le régime foncier traditionnel, les populations (migrants comme autochtones) acquièrent des terres auprès des « propriétaires terriens » sous forme de prêt et ne disposent que d'un droit temporaire d'usage. Sur ces terres, les populations ne pratiquent que l'agriculture pluviale. Ils ne peuvent pas réaliser d'investissement foncier (mesures de restauration ou de fertilisation des sols, plantation d'arbres...), dans la mesure où ces aménagements seraient perçus comme une forme d'appropriation.

En vertu du droit foncier moderne, le décret cité plus haut confère à BAGREPOLE la gestion des fonds de terre de la Zone d'Utilité Publique dans le cadre de la mise en valeur des aménagements à but agricole, pastoral, forestier, faunique, hydraulique, piscicole, agro-industriel et d'habitation. Le statut de la ZUP a un fondement juridique encadré par le décret n°98-476/PRES/PM/MEE/MEF portant déclaration d'utilité publique.

Les dispositions du décret ci-dessus ont été renforcées par :

- le décret 2014 /078 /PRES /PM /MEF /MASA /MEAHA /MEDD /MICA /MRAH
 /MATS /MATD portant modification des limites de la Zone d'Utilité Publique de Bagré et création d'une zone de concentration;
- le décret 2014 /083 /PRES /PM /MEF /MASA /MEAHA /MEDD /MICA /MRAH
 /MATS /MATD portant transfert de gestion de la Zone d'Utilité Publique et de la
 Zone de concentration à BAGREPOLE

Une comparaison des dispositions de ces textes nationales et la Poltique Opérationnele de la Banque dont les résultats contenus dans le tableau ci-dessous.

Tableau 25 : Tableau comparatif de la législation nationale et de la politique PO.4.12 de la Banque Mondiale (contenu dans le CPRP)

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
Minimisation des déplacements de personnes	Non prévu par la législation	Objectif primordial de la politique réinstallation (P.O. 4.12 par 2 a)	Appliquer les dispositions de la BM
Prise en compte des groupes vulnérables	L'article 4 de la RAF définit aussi le « Principe de genre qui est l'analyse du genre sous l'angle des inégalités et des disparités entre hommes et	Assistance spéciale en fonction du besoin. Considération particulière envers les groupes vulnérables	Appliquer les dispositions de la BM
Genre	femmes en examinant les différentes catégories sociales dans le but d'une plus grande justice sociale et d'un développement équitable »; le Principe de solidarité nationale qui est « l'obligation pour la communauté nationale de venir en aide aux régions et aux personnes en difficulté, de lutter contre les exclusions, d'apporter une attention particulière aux groupes défavorisés. Ce principe implique la lutte contre les inégalités régionales, la garantie de l'égalité des chances aux citoyens en assurant leur égal accès aux services sociaux de base	Une assistance spéciale est prévue pour chaque groupe défavorisé	Appliquer les dispositions de la BM
Critères d'éligibilité	Article 315: l'expropriation ne s'applique qu'aux biens et droits réels immobiliers Un Arrêté conjoint du	L'Emprunteur met également au point, acceptable par la Banque les critères d'éligibilité des	Appliquer la politique PO.4.12 de la BM qui est plus précise sur les critères d'éligibilité.

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
	ministre chargés des domaines et des ministres directement concernés pris après une enquête parcellaire, désigne les immeubles et droits réels immobiliers auxquels l'expropriation est applicable. Les modalités de l'enquête parcellaire sont précisées par décret pris en conseil des ministres.	personnes déplacées aux fins de compensation et autre aide à la réinstallation Les personnes déplacées peuvent appartenir à l'une des trois catégories suivantes: a) les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays);	Pour définir les personnes affectées par le projet, ce sont les critères du PO.4.12 qui seront applicables
		b) celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres — sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation; c) celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.	
Date limite d'éligibilité	L'article 323 de la RAF stipule que : l'indemnité est fixée d'après la consistance des biens à la date du procès- verbal de constat ou	Date de recensement des PAP et évaluation	Cette date n'est pas clairement spécifiée dans la législation nationale Appliquer les dispositions de

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
	d'évaluation des investissements. Toutefois, les améliorations de toute nature qui auraient été apportées aux biens antérieurement audit procèsverbal nedonnent lieu à aucune indemnité si, en raison de l'époque, elles ont été réalisées dansle but d'obtenir une indemnité plus élevée.		la BM
Indemnisation et compensation	Prévu par la législation Article 323: L'indemnité d'expropriation est établie sur les bases et les règles suivantes: - l'indemnité est fixée d'après la consistance des biens à la date du procès- verbal de constat ou d'évaluation des investissements. Toutefois, les améliorations de toute nature qui auraient été apportées aux biens antérieurement audit procès- verbal ne donnent lieu à aucune indemnité si, en raison de l'époque, elles ont été réalisées dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée; - l'indemnité d'expropriation est fixée en tenant compte dans chaque cas du	Option à faire selon la nature du bien affecté: Terre/Terre (chaque fois que la terre affectée est le principal moyen de subsistance de la personne affectée). Dans ce cas, on ne doit pas offrir à la PAP de choisir entre une terre et de l'argent.	La législation nationale n'est pas explicite; elle est insuffisante. Appliquer les dispositions de la BM

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
	 de l'état de la valeur actuelle des biens; de la plus-value ou de la moins-value qui résulte, pour la partie, desdits biens non expropriés, de l'exécution de l'ouvrage projeté. 		
	L'indemnité d'expropriation ne doit porter que sur le dommage actuel et certain		
	directement causé par l'expropriation. Elle ne peut s'étendre à un dommage incertain,		
	éventuel ou indirect. L'expropriation peut donner lieu à une réparation en nature.		

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
Propriétaires coutumiers	La loi 034/2009 AN reconnaît un rôle aux représentants des autorités coutumières et traditionnelles dans la gestion foncières. Ainsi, sSous réserve de l'identification des espaces locaux de ressources naturelles d'utilisation communes identifiées et intégrées au domaine de la commune concernée, constituent notamment des faits de possession foncière : la reconnaissance unanime de la qualité de propriétaire de fait d'une personne ou d'une famille sur une terre rurale par la population locale, notamment les possesseurs voisins et les autorités coutumières locales (article 36)	Subis le même traitement que les propriétaires terriens	Appliquer les dispositions de la BM
Occupants sans titre	Non prévu par la législation (Seuls les détenteurs de titre ont droit à indemnisation)	Aide à la réinstallation et compensation pour la perte de biens autres que la terre.	Appliquer les dispositions de la BM
Participation des PAP et des communautés hôtes	Non prévu de manière explicite par la législation	La participation des PAP est requise durant toute la procédure de réinstallation.	Appliquer les dispositions de la BM
Négociation	Article 318: L'expropriant alloue, dans un délai maximum de six mois après l'expiration du délai de la notification,	Accorde une importance capitale à la consultation /négociation pour prendre en compte les besoins des PAP (mais aussi prescrit des niveaux de base, par	En accord, mais il faut appliquer les dispositions de la BM.

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
	une indemnité dont le montant est notifié aux expropriés pour couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain, causé par l'expropriation conformément aux textes en vigueur.	ex. compensation pour maisons au minimum du niveau coût de remplacement réel)	
	En cas de désaccord, il est procédé obligatoirement à une tentative de conciliation. Les intéressés sont invités par l'expropriant à comparaître en personne ou par mandataire devant une commission de conciliation dont la composition est fixée par arrêté du		
	ministre concerné ou du président du conseil de la collectivité territoriale, dans le but de s'entendre à l'amiable sur le montant des indemnités.		
	La commission constate ou cherche à réaliser l'accord des parties sur le montant des indemnités à calculer d'après les bases spécifiées à l'article 324 ci-dessous.		
	Un procès-verbal constatant l'accord ou le désaccord est dressé et signé par le président et par chacun des membres de la commission et les parties.		

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Non prévue de façon explicite par la législation	Les personnes affectées doivent bénéficier d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Appliquer les dispositions de la BM
Principes d'évaluation	La législation prévoit une indemnisation juste et préalable	Juste et préalable	En accord, mais appliquer les dispositions de la BM
Gestion des litiges nés de l'expropriation	La loi prévoit la saisine du tribunal de grande instance en cas de litige après une tentative de conciliation obligatoire au niveau local (article 96 et 97 de la loi 034 sur le régime foncier rural)	Résolution de plainte au niveau local recommandée; c'est-à-dire que les PAP doivent avoir un accès aisé à un système de recueil et de traitement des plaintes. En plus d'une possibilité de recours à la voie judiciaire en cas de désaccord.	En accord en ce qui concerne les litiges de la compétence du juge judiciaire; En ce qui concerne les litiges nés des actes administratifs et de la compétence du juge administratif, la conciliation préalable n'est pas prévue. Appliquer les dispositions de la BM
La prise de possession des terres	Article 15 de la constitution: Nul ne saurait être privé de sa jouissance si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste indemnisation fixée conformément à la loi. Cette indemnisation doit être préalable à l'expropriation, sauf cas d'urgence ou de force majeure.	Une fois que le paiement est reçu et avant que les travaux publics commencent	En accord en principe: Une fois que le paiement est reçu et avant que les travaux publics commencent
Réhabilitation économique	Non prévue dans la législation	Nécessaire dans les cas où les revenus sont touchés; les mesures introduites dépendent entre outres de la sévérité de	Appliquer les dispositions de la BM

Thème	Dispositions légales au BF	Procédure de réinstallation P.O. 4.12 de la BM	Conclusions à tirer
		l'impact négatif	
Suivi et évaluation	Non prévu par la législation	Nécessaire et exigé par la P.O. 4.12	Appliquer les dispositions de la BM

Source: Cadre de Politique de Recasement des Populations (CPRP) pour les projets de Bagrépôle

VI. ELIGIBILITE A LA COMPENSATION

6.1. Criteres d'eligibilite

Le Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) pour les projets de Bagrépôle définit les personnes affectées par le projet (PAP) comme suit : il s'agit des individus, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs); (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive, ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus ; (v) de la perte du patrimoine culturel.

Ainsi l'on distingue pour le projet d'aménagement routier:

- les personnes qui perdent leur habitats ;
- les personnes qui perdent revenus agricoles ;
- les personnes qui perdent des infrastructures commerciales et dont les activités commerciales sont perturbées ;
- les personnes qui perdent arbres dans les champs et autour des maisons d'habitation.

Deux catégories d'acteurs sont concernées : les individus et les ménages qui regroupe chacun 6 à 7 personnes Au sein de ces deux catégories, une analyse genre et de vulnérabilité permet d'identifier les personnes ou groupes vulnérables en vue de prendre en compte leurs besoins spécifiquesafin de leur apporter une assistance ciblée le cas échéant.

6.2. DATE BUTOIR

Conformément aux dispositions de l'OP 4.12, la date butoir (ou cut-off date) correspond à la fin des opérations de recensement destinées à déterminer les ménages et les biens éligibles à la compensation. Seuls les ménages et les biens présents et recensés dans les emprises du projet avant la date butoir sont éligibles à la compensation. Après cette date, c'est la forclusion; car les ménages qui arriveraient pour occuper les emprises ne seront plus éligibles. Pour le présent PAR, cette date est le 25 Août 2014.

En outre, toute construction additionnelle dans les zones à déplacer après la date limite n'est pas non plus éligible à la compensation ou à d'autres formes d'assistance. Toutefois, lors des enquêtes, certaines PAP peuvent n'avoir pas été personnellement enquêtées pour cause d'absence, mais elles pourraient être identifiées par les

représentants des communautés lors de l'identification et du recensement comme étant des résidents potentiellement affectés par le projet.

Dans ces cas particuliers, les biens ont été inventoriés et évalués pour être pris en compte dans le PRI, en attendant le recueil des informations complémentaires sur les PAP concernées. L'affichage des listes provisoires et la gestion des réclamations permettront d'identifier certaines PAP absentes au moment du recensement; mais d'autres demeureront toujours inconnues. Au démarrage de la mise en œuvre du PAR, ces personnes devront être recherchées ou leurs ayants droits retrouvés. Si ces PAP demeurent absentes, leurs indemnisations seront gardées dans un compte sequestre.

6.3. RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISMES

Les opérations de déplacement involontaire sont des activités nouvelles pour la plupart des acteurs impliqués et/ou à impliquer. Le processus devrait comprendre des actions de renforcement des capacités des différents acteurs. Par ailleurs, les principes d'équité et d'impartialité mais aussi de respect des évaluations faites lors de l'étude constituent autant de thèmes d'information/formation à l'endroit des membres des commissions. De façon générale, les éléments synthétiques du Cadre de Politique de Recasement des Populations (CPRP) pour les projets de Bagrépôle et/ou du PAR devraient constituer les thèmes majeurs des formations.

Ainsi conformément au CPRP, les points suivants après un diagnostic auprès des acteurs, vont faire l'objet de formation: les définitions/terminologies en matière de réinstallation; les objectifs, principes et procédures en matière de réinstallation; les alternatives pour minimiser ou éviter le déplacement; les instruments de la réinstallation et le contenu de chaque instrument; les critères d'éligibilité à une compensation; la participation communautaire; les recours; l'assistance sociale, et le suivi/évaluation etc.

VII. EVALUATION DES BESOINS DE COMPENSATION/REINSTALLATION

7.1. METHODES D'EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIFS AFFECTES

Conformément aux CPR P de Bagrépôle et à l'OP 4.12, les méthodes de calcul des compensations des biens reposent sur les principes de l'évaluation des pertes aux coûts de remplacement des biens perdus.

La législation burkinabé prévoit que la valeur de chaque bien est estimée par des représentants qualifiés des services techniques habilités en la matière. Cependant, on constate souvent que les barèmes fixés par les agences de l'état sont souvent désuets et en deçà des coûts réels de remplacement. Pour cette raison, des méthodes d'évaluation déjà utilisées dans des projets de Bagrépôle ont été adoptées et adaptées à la présente étude. L'évaluation des pertes de récoltes a considéré le revenu net dégagé par unité de surface pour une culture donnée.

Pour la perte en habitats, l'évaluation a tenu compte du coût des matériaux de construcion et de la main d'œuvre associée aux travaux de recontruction. Ces coûts ont été majorés afin de tenir compte de l'inflation. Pour la perte en arbres, les barèmes ont été discutés et validés avec les PAP avant de procéder aux évaluations financières.

7.2. BAREMES D'EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIFS AFFECTES

L'évaluation des pertes des biens impactés et recensés le long des tracés des routes et pistes en étude s'est basée tout en actualisant ceux déjà adoptés et déjà appliqués dans bien des projets de Bagrépôle comme précisé plus haut. Ces barèmes onté soumis aux PAP lors des consultations et ont été validés.

7.2.1. Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'infrastructures à usage d'habitation et infrastructures annexes.

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures d'habitation et leurs annexes impactées sont consignés dans le tableau ci-dessous. Ils sont obtenus en partant de ceux déjà utilisés par Bagrépôle et actualisés par une consultation des professionnels dans ce domaines et après adoption par les PAP et validés par les différentes instances.

Tableau 26 Typologie des habitats et infrastructures annexes et méthodes de

compensation des pertes

Type d'infrastructure	Coût unitaire (en FCFA)	Unité
Bâtiment rectangulaire banco simple (BNR)	40 000	tôle
Bâtiment rectangulaire banco amélioré	50 000	tôle
Bâtiment en parpaings sans peinture	75 000	tôle
Case ronde traditionnelle (B)	70 000	FF
Cuisine	70 000	FF
Hangar / véranda (NR)	40 000	tôle
Hangar / véranda (DR)	40 000	tôle
Douche (BR)	$25\ 000$	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Enclos (BR)	$25\ 000$	FF
Clôture (D)	12 500	FF
Clôture (B)	3 500	FF
Latrines (DR)	30 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Poulaillers (DNR)	25 000	FF

Source : Bagrépôle 2014 actualisé en 2015

7.2.2. Barèmes d'évaluation des compensations des pertes de cultures et de revenus agricoles.

Les barèmes déjà appliqués dans d'autres projets de Bagré pôle (en 2014) pour l'évaluation des pertes des cultures et revenus agricoles et ici repris à notre compte àprès une actualisation sont les suivants:

Tableau 27 : Barèmes pour le calcul des pertes de récoltes

Spéculation	Coût de compensation en FCFA (par ha)
Sorgho et petit mil	105 000/ha
Riz	233 000/ha
Maïs	113 125/ha
Soja	130 850/ha
Arachide	118 625/ha
Niébé	187 500/ha
Sésame	191 240/ha
Voandzou	118 625/ha
Coton	181 980/ha
Oignon	1 320 000/ha
Tomate	1 500 000/ha
Gombo	1 500 000/ha
Autres	-

Source : Bagrépôle 2014 actualisé en 2015

7.2.3. Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'infrastructures et de revenus économiques.

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures commerciales sont les suivants :

Tableau 28 : Barèmes pour le calcul des pertes des infrastructures pour commerce

Type d'infrastructure	Coût	Unité
	unitaire	
	(en FCFA)	
Bâtiment avec tôles (Etat	75 000	tôle
neuf)		
Bâtiment avec tôles (Etat	40 000	tôle
vieux)		
Hangar (toiture tôles)	40 000	tôle
Hangar (toiture paille)	75 000	FF
Kiosque	40 000	tôle
Kiosque	75 000	FF

Source : Bagrépôle2014 actualisé en 2015

7.2.4. Barèmes d'évaluation des compensations des pertes d'arbres privés dans les champs et/ou les habitations

Les barèmes utilisés pour l'évaluation des pertes d'arbres privés des champs et habitations sont également ceux déjà utilisés dans des projets similaires de Bagrépôle et sont les suivants :

Tableau 29: Barèmes pour le calcul des compensations financières pour perte des arbres

Noms communs	Noms scientifiques	Coût unitaire (en FCFA)
Anacardier	Anacardium occidentale	15000
Arbre de Calebasse	Crescentia cujete	10000
Moringa	Morenga oleifera	10000
Bananier	Musa spp	15000
Citronnier	Citrus sp	15000
Cocotier	Cocos nucifera	15000
Dattier	Phoenix dactylifera L	15000
Eucalyptus	Eucalyptus camaldulensis	10000
Goyavier	Psidium guayava	15000
Jatropha	Jatropha curcas	5000
Manguier	Mangifera indica	15000
Nimier	Azadirachta indica	10000
Oranger	Citrus sp	15000
Palmier	Elais guineense	15000
Papayer	Carica papaya	10000
Pomme cannelle	Annona squamosa	15000

Source : Bagrépôle2014 actualisé en 2015

7.3. COUTS DES COMPENSATIONS DES PERTES DES BIENS IMPACTES

7.3.1. Coûts des compensations des pertes d'infrastructures à usage d'habitation et infrastructures annexes.

Ces pertes concernent les infrastructures bâties privées à usage d'habitation et leurs annexes (cuisines, douches, latrines, hangars, greniers, etc.). Les pertes de ces infrastructures sont occasionnées essentiellement lors de la traversée des agglomérations. L'évaluation des pertes des bâtiments à usage d'habitation et leurs annexes a été faite sur la base du recensement des infrastructures affectées dans l'emprise du tracé routier.

Le recensement a pris en compte les mesures du bâti et la nature des matériaux de construction. Toutes les infrastructures bâties privées perdues seront compensées conformément au principe du coût de remplacement. La latitude de la compensation en nature ou par le paiement de la contrevaleur en espèces est laissée au maître d'ouvrage. Le traitement de cette catégorie de biens impactés a permis de parvenir aux résultats ci-après au titre de la perte des infrastructures à usage d'habitation et de leurs annexes :

Tableau 30 : Coûts des compensations des pertes des maisons d'habitation et infrastructures annexes

Communes	Localités	Pistes		Désignation	Type Maison	Toiture	Coût	Comper
				infrastructure		(Nbre de	unitaire	bâtimer
						tôles)	(en	FCFA)
							FCFA)	
				Maison	Banco+paille	2	75000	150 000
				Maison	Case ronde			
				Waison	traditionnelle	8	70000	560 000
				Clôture	Autres	2	25000	50 750
				Cuisine	Case ronde			
		Béga-		Cuisine	traditionnelle	2	40000	80 000
	Béga	Boakla (RG	(RG	Douches	Autres	2	25000	50 000
		Nord)		Douches	Autres	3	25000	75 000
				Enclos	Case ronde			
Bagré				Efficios	traditionnelle	FF		70 000
				Grenier		FF		30 000
				Hangar	Huttes	FF		30 000
								1 095 78
				Douches	Autres	FF		$25\ 000$
		Dáma-		Enclos	Case ronde			-
	Candariná	Béga-	(DC	Elicios	traditionnelle	FF		35 000
	Goudayiré	Boakla Nord)	(RG	Grenier		FF		30 000
		Nord)	Hangar	Huttes	FF		30 000	
							120 000	

TOTAL		Sud			FF	$ \begin{array}{ c c c c c c c c c c c c c c c c c c c$
Bittou	Hamdalaye	extreme	Douches	Huttes		

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Le coût total des compensations pour pertes d'habitation et infrastructures annexes est de 1 240 750 F CFA dont Bagré (1 215 750 F CFA), Bittou (25 000 FCFA).

7.3.2. Coûts des compensations des pertes de cultures et revenus agricoles

De manière générale dans les zones concernées par le projet, la terre est exploitée par le propriétaire coutumier qui constitue la personne affectée en cas de perte de la terre. Toutefois, il arrive que l'exploitant de la terre soit une personne autre que le propriétaire. Il convient surtout de faire observer que c'est la perte des revenus tirés de l'exploitation des terres agricoles qui est compensée et non la terre en soi. C'est donc l'exploitant (propriétaire et/ou locataire) qui est compensé pour la perte de revenus agricoles. L'évaluation des pertes de cultures agricoles et des sources de revenus y afférentes se base sur les aspects suivants :

- le recensement, la mesure et la prise des coordonnées géographiques des champs affectés le long du tracé en présence des exploitants;
- le recueil des informations relatives à la propriété et aux spéculations pratiquées sur le champ à travers l'enquête-ménage et le questionnaire terres agricoles;
- la détermination des superficies affectées à partir des coordonnées GPS relevées sur le terrain ;
- un rendement moyen à l'hectare pour les différentes spéculations pratiquées et inventoriées sur les parcelles affectées ;
- un prix moyen à l'hectare pour chaque spéculation donnée.

Tableau 31 : Coûts des compensations des pertes des terres et revenus agricoles

Communes	Localité	NomRoutePiste	Spéculatio	Superficie	Coût	Montant
	s		n	aff /	unitaire	compensa
				spéculatio	/ ha	tion en
				n (en m²)		FCFA
		D / 7	Arachide	885	$118\ 625$	10 498
			Coton	235	181 980	4 277
			Mais	298	$113\ 125$	3 371
Bagré	Bagré-	Bagré-Zone pastorale de	Niébé/Hari	100	187 500	1 875
Dagre	Village	Doubégué	cot	100	107 000	1070
		Doubegue	Riz	882	$233\ 000$	20 551
			Sorgho	425	105 000	4 463
				2825		45 034

Communes	Localité s	NomRoutePiste	Spéculatio n	Superficie aff / spéculatio n (en m²)	unitaire / ha	Montant compensa tion en FCFA
			Arachide	3 005	118 625	35 647
			Coton	1 455	181 980	26 478
			Gombo	1 951	1 500 000	292 650
			Igname	680	1 600 000	108 800
		DDO misto Dámos	Mais	13 447	113 125	152 119
	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	Mil	4 002	105 000	$42\ 021$
		boakia no noru	Niébé/Hari cot	400	187 500	7 500
			Riz	5 958	$233\ 000$	138 821
			Sésame	5 894	191 240	112 717
			Soja	250	130 850	3 271
			Sorgho	2 560	105 000	26 880
				39 602		946 905
			Igname	800	1 500 000	128 000
		RR9 piste Béga- Boakla RG nord	Mais	1645	113 125	18 609
	Boakla		Mil	695	105 000	7 298
			Riz	590	181 980	10 737
			Sésame	5 850	382 480	111 875
			Sorgho	610	210 000	6 405
				10 190		496 979
			Arachide	1610	$118\ 625$	19 099
			Coton	2150	181 980	39 126
			Gombo	1 255	1 500 000	188 250
			Mais	12985	113 125	146 893
	Goudayi	RR9 piste Béga-	Mil	1230	105 000	12 915
	ré	Boakla RG nord	Niébé/Hari cot	1727	187 500	32 381
			Riz	4413	233 000	102 823
			Sésame	2660	191 240	50 870
			Sorgho	5999	105 000	62 990
				34 029		655 346
			Coton	190	181 980	3 458
	Sangah	PRO piata Pága-	Mais	938	113 125	10 611
	Sangab oulé	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	Riz	184	233 000	4 287
		DUANIA ING HOPO	Sorgho	368	105 000	3 864
				1 680		22 220
		Rognó-Zono	Mais	1388	113 125	15 702
	Zangoul	Bagré-Zone pastorale de	Mil	950	105 000	9 975
	a	Doubégué de	Niébé/Hari cot	354	187 500	6 638

Communes	Localité s	NomRoutePiste	Spéculatio n	Superficie aff / spéculatio	unitaire	Montant compensa tion en
				n (en m²)	/ IIa	FCFA
				2 692		32 314
			Mais	960	113 125	10 860
			Coton	245	181 980	4 459
	Déma	Ext Est Loaba-	Sésame	200	191 240	3 825
		Ext Sud	Sorgho	500	105 000	5 250
				1 905		24 393
			Arachide	1000	118 625	11 863
			Igname	900	1 600 000	144 000
	T 1		Mais	5 730	113 125	64 821
	Loaba	Ext Est Loaba-	Mil	460	105 000	4 830
	Peul	Ext Sud	Sésame	450	191 240	8 606
			Soja	50	130 850	654
			Sorgho	460	105 000	4 830
				9 050		239 603
	Hamdal aye	Bittou- Extension Extrême Sud	Mais	5300	113 125	59 956
Bittou			Sésame	1600	191 240	30 598
2100001			Soja	1790	130 850	23 422
			Sorgho	5110	105 000	53 655
			Vouandzou	2540	118 625	30 131
				16 340		197 763
	Nakré	Bittou- Extension	Mais	6630	$113\ 125$	75 002
			Sorgho	6630	105 000	69 615
		Extrême Sud		13 260		144 617
	Yarsé	Bittou-	Arachide	1360	118 625	16 133
		Extension	Sorgho	1360	105 000	14 280
	Taise	Extrême Sud	Riz	1140	233 000	26 562
				3 860		56 975
		Bittou-	Mais	1170	113 125	13 236
	Yanti	Extension	Sorgho	1170	105 000	12 285
	1 (111)	Extrême Sud		2 340		25 521
	Tanvou	Accès périmètre	Mais	1015	113 125	11 482
Béguédo	ssé	de Béguédo	Sorgho	435	105 000	4 568
	sse	de Deguedo		1 450		16 050
			Arachide	5267	118 625	62 480
			Coton	360	181 980	6 551
Boussouma	Lengha	Accès refuge	Gombo	809	1 500 000	121 350
Donosoullia	Lengna	Woozi	Mais	2507	113 125	28 360
			Niébé/Hari cot	2305	187 500	43 219
			Riz	174	233 000	4 054

Communes	Localité s	NomRoutePiste	Spéculatio n	Superficie aff / spéculatio n (en m²)	Coût unitaire / ha	Montant compensa tion en FCFA
			Sorgho	384	105 000	4 032
			Vouandzou	168	118 625	1 993
				11 974		272 039
			Arachide	227	118 625	2 693
	Boussou	Accès refuge	Mais	483	113 125	5 464
	ma	Woozi	Vouandzou	39	118 626	463
				749		8 619
			Arachide	1200	118 625	14 235
			Mais	7935	113 125	89 765
	177 1	Komboaré-	Mil	2025	105 000	21 263
	Komboa	Extension Sud	Riz	1955	233 000	45 552
	ré	Kounia	Soja	300	130 850	3 926
			Sorgho	810	105 000	8 505
				14 225		183 244
			Arachide	10184	118 625	120 808
		Lergho-Zone pastorale de Tcherbo	Gombo	175	1 500 000	26 250
	Lergho		Mais	2 448	113 125	27 693
			Mil	1 180	105 000	12 390
			Niébé/Hari cot	790	187 500	14 813
			Riz	18	233 000	419
Garango			Soja	240	130 850	3 140
			Sorgho	3 728	105 000	39 144
			Vouandzou	1314	118 625	15 587
				20 077		260 244
			Arachide	65	118 625	771
			Mais	1 620	113 125	18 326
	Saré Peul	Accès refuge Woozi	Niébé/Hari cot	35	187 500	656
				1 720		19 754
			Arachide	5 068	118 625	60 119
			Mais	6398	113 125	72 377
Gombousso	Nomboy	Accès refuge de	Mil	671	105 000	7 046
ugou	a	Gomboussougou	Riz	2084	233 000	48 557
			Sorgho	700	105 000	7 350
				14 921		195 449
			Arachide	1514	118 625	17 960
		A>- (-i>-	Gombo	340	1 500 000	51 000
Niaogho	Ibogo	Accès périmètre	Mais	899	113 125	10 170
		de Béguédo	Mil	2670	105 000	28 035
			Riz	462	233 000	46 241
			Sorgho	535	105 000	5 618

Communes	Localité	NomRoutePiste	Spéculatio	Superficie	Coût	Montant
	s		n	aff /	unitaire	compensa
				spéculatio	/ ha	tion en
				n (en m²)		FCFA
				6 420		159 023
			Igname	300	1 600 000	48 000
	Tour mach	A a a à a sa á arian à tana	Mais	1395	113 125	15 781
	Tengsob a	Accès périmètre de Niaogho	Oignon	250	1 320 000	33 000
			Riz	1294	233 000	30 150
				3 239		126 931
			Arachide	9 850	118 625	116 846
			Gombo	500	1 500 000	75 000
			Mais	15 663	113 125	177 188
			Mil	117	105 000	1 229
Zabré	Sampé	Sampéma-	Niébé/Hari cot	15 029	187 500	281 794
Zabre	ma	Passage pirogue Nakambé	Oignon	3 042	1 320 000	401 544
			Riz	4 143	233 000	96 532
			Sésame	12 307	191 240	235 359
			Soja	1 340	130 850	17 534
			Sorgho	898	105 000	9 429
				62 389		1 337 453
TOTAL				274 937		5 466 477

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

Le coût total des compensations pour pertes de cultures et revenus agricoles est de 5 466 477 F CFA dont Bagré (2 198 798 F CFA), Bittou (688 872 F CFA), Béguédo (16 050 F CFA), Boussouma (463 903 F CFA), Garango (279 998 F CFA), Gomboussougou (195 449 F CFA), Niaogho (285 954 F CFA) et Zabré (1 337 453 F CFA).

7.3.3. Coûts des compensations des pertes de revenus d'activités commerciales.

Dans les agglomérations, il arrive souvent que les opérateurs intervenant dans l'informel (petit commerce, prestations de service diverses, restauration, etc.) occupent illégalement l'emprise des routes pour mener leurs activités dans des boutiques, kiosques ou sous des hangars. En dehors de quelques infrastructures en matériaux définitifs, ces infrastructures sont en règle générale précaires, mobiles autrement dit déplaçables.

Dans les communes rurales en particulier, l'absence de lotissement explique en grande partie la présence de ces infrastructures sur le tracé de la route à construire. La perte d'une infrastructure commerciale entraîne une perte temporaire de revenus pour la PAP. La méthode d'évaluation des infrastructures commerciales est identique à celle des infrastructures bâties privées d'habitation.

Outre la compensation de la perte des infrastructures commerciales, la compensation des pertes d'activités commerciales porte également sur la perte temporaire de revenu. Elle a été estimée à une somme forfaitaire correspondant à trois mois de salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) estimé à 35 000 francs CFA x 3 mois (soit 105 000 F CFA). Il est à noter que les étals et autres étagères qui sont des équipements de commerce facilement déplaçables ne sont pas compensés. Pour ces PAP, seule la perte ou la perturbation de revenus est compensée.

La compensation de la perte de revenus liée aux activités commerciales est évaluée en fonction non pas du nombre de PAP mais en fonction du nombre de places commerciales afin de ne pas pénaliser les PAP possédant plusieurs places affectées.

Sur cette base, le coût total des compensations pour pertes d'infrastructures commerciales et des perturbations d'activités liées au projet est de 2 315 000 F CFA dont 1 895 000 F CFA pour pertes d'infrastructures économiques et 420 000 F CFA pour perturbations d'activités économiques. Ce coût total des compensations pour pertes d'infrastructures et d'activités économiques se répartit selon les communes comme suit : Bittou (985 000 F CFA) et Boussouma (1 330 000 F CFA). Cette compensation se fera en espèces. Le tableau suivant donne la répartition des PAP et des compensations par localité.

Tableau 32: Infrastructures à usage commercial

Commun	Localit	Pistes	Infrastruct	Compensat	Compensatio	Total
es	és		ures fixes	ion	n pertes	(en
			impactées	infrastruct	activités (en	FCFA)
				ures (en	FCFA)	
				FCFA)		
		Extension Est				
	Déma	Loaba-	Bâtiment	$750\ 000$	105 000	855 000
		Extension Sud				
Bittou		Extension Est				
	Loaba	Loaba-	Hangar	$25\ 000$	105 000	130 000
		Extension Sud				
				775 000	210 000	985 000
			Bâtiment	800 000	105 000	905 000
Boussou	Lengh	Accès refuge	Hangar	320 000	105 000	$425\ 000$
ma	a	Woozi		1 100 000	910 000	1 330
				1 120 000	210 000	000
TOTAL				1 895 000	420 000	2 315
IOIAL				1 999 000	420 000	000

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

7.3.4. Coûts des compensations des pertes d'arbres privés des habitations et/ou des champs

Comme il a été précisé plus haut, l'évaluation des pertes d'arbres privés tant à l'intérieur des habitations que dans les champs s'est basée sur les barèmes déjà utilisés dans des projets similaires de Bagrépôle.

Le coût total des compensations des arbres privés affectés par le projet sur les pistes s'élève à 1 345 000 FCFA. Ces arbres affectés se localisent sur plusieurs pistes situées dans les communes de Bagré, de Bittou, de Boussouma, de Niaogho et de Zabré.

Tableau 33 : Nombre d'arbres privés des habitations et des champs perdus

		Loca		Propriétair e	Type d'arbre	Nbre d'arbr	Coût Unitaire	Montant compensation (en FCFA)
1780	Bagr é	Bég a	Béga-Boakla (RG Nord)	OUEDRAO GO Amidou	Mangu ier	1	15 000	15 000
11 (00	,	Bég a	IKaga-Kaakla		Raisin sauvag e	1	10 000	10 000
1782		Bég a	(RG Nord)	GO Romuald	ıer	4	15 000	60 000
2733	Bagr é	Bég a	(RG Nora)	OUEDRAO GO Talato	Banan ier	2	15 000	30 000
2748	Bitto u	a	Sud	YALA Moumouni	Melina	1	10 000	10 000
2748	Bitto u	0	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	Eucaly ptus	1	10 000	10 000
2748	Bitto u	Dém a	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	Acacia	1	10 000	10 000
2748	Bitto u	Dem a	Sud	Moumouni			10 000	10 000
2749	Bitto u	Loa ba	Extension Ets à Extension Sud	Imam de la Mosquée	Mangu ier	1	15 000	15 000
1422	soum		Hartongion Sild	ZAMPOU Seydou	Néré	3	10 000	30 000
1404	Niao gho	0	Béguédo	BAMBARO Salama	Mangu ier	5	15 000	75 000
1404	Niao	Ibog	Accès	BAMBARO	Eucaly	3	10 000	30 000

	Com mun e		Pistes	Propriétair e			Coût Unitaire (en FCFA)	Montant compensation (en FCFA)
	gho	О	périmètre d Béguédo	e Salama	ptus			
1404	Niao gho	Ibog o	Accès périmètre d Béguédo	BANDAOG O Tata	Mangu ier	1	15 000	15 000
1408	Niao gho		Accès périmètre d Niaogho	GUEBRE Halidou	Nimier	3	10 000	30 000
1408	Niao gho		Accès périmètre d Niaogho	GUEBRE Halidou	Eucaly ptus	1	10 000	10 000
1408	Niao gho		Accès périmètre d Niaogho	GUEBRE Souleyman e	Mangu ier	1	15 000	15 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aBAGAGNA N Salam	Balani tes	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aBARRY Moumini	Nimier	3	10 000	30 000
1649	Zabr é	Sam pém a		COMBO Féon	Jatrop ha	20	5 000	100 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aIMA Ousmane	Mangu ier	2	15 000	30 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aIMA Ousmane	Balani tes	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aKABAYWA Moussa	Anaca rdier	20	15 000	300 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	KABORE Céline	Kombo nrgo	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	aKABORE Issa	Eucaly ptus	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	KAMBON E Delwendé	Eucaly ptus	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Bég - Boakla	OUEDRAO GO Amidou	Mangu ier	1	15 000	15 000
$\overline{1753}$	Zabr	Sam	RR9-Piste Bég	aOUEDRAO	Raisin	1	10 000	10 000

Ques	Com mun e			Propriétair e	d'arbre	d'arbr	Unitaire	Montant compensation (en FCFA)
	é	pém a	- Boakla	GO Amidou	sauvag e			
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Béga - Boakla	OUEDRAO GO Romuald	Banan ier	4	15 000	60 000
1753	zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Béga - Boakla	-	Arzant iga	1	10 000	10 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Béga - Boakla	OUILI Pierre	Gobna ngo	34	10 000	340 000
1753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Béga - Boakla	SAWADO GO Sibiri	Baoba b	1	15 000	15 000
17753	Zabr é	Sam pém a	RR9-Piste Béga - Boakla	ZIDNABA Alaye	Nimier	1	10 000	10 000
Total						123		1 345 000

Source: Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

7.3.5. Récapitulatif du coût total des compensations des pertes induites par le projet

L'ensemble des compensations imputables aux impacts du projet et ci-dessus passées en revue est récapitulé dans le tableau ci-dessous. Le coût total des compensations est évalué à Dix Millions Trois Cent Soixante Sept Mille Deux Cent Vingt Sept francs CFA (10 367 227 F CFA).

Tableau 34 : Synthèse des compensations par type de biens impactés

Rubriques	Coût total (en F CFA)
Coût des infrastructures d'habitation et annexes	1 240 750
Coût des pertes des revenus agricoles	5 466 477
Coût des pertes d'infrastructures économiques et de revenus d'activités économiques	2 315 000
Coût des pertes d'arbres privés des champs et habitations	1 345 000
Total	10 367 227

Source : Enquêtes socio-économiques de terrain Techniplan/BECOTEX, Juillet-Août 2014

VIII. MESURES DE REINSTALLATION

L'un des principes de la politique opérationnelle 4.12 veut que les travaux d'aménagement ne puissent démarrer sans que toutes les PAP n'aient été indemnisées, compensées et réinstallées.

Le présent chapitre porte sur les procédures et les étapes pour la réinstallation des personnes affectées par le projet (PAP). Les différentes activités de mise en œuvre du Plan de réinstallation et les responsabilités des acteurs principaux se déclinent en plusieurs étapes prenant en compte l'application des mesures de compensation pour les ayants-droits, ainsi que des mesures d'appui et d'accompagnement des PAP.

Le processus de réinstallation comportera un ensemble d'étapes pour que les PAP soient compensées dans la transparence et de façon juste et équitable. Ces étapes passent par :

- 1. l'approbation des modalités de compensation et d'appui et du dispositif de mise en œuvre ;
- 2. l'information des PAP;
- 3. la négociation des ententes individuelles avec les PAP et la signature des accords avec les PAP;
- 4. la préparation de dossiers individuels pour chaque PAP;
- 5. le paiement des indemnités financières aux PAP;
- 6. l'assistance technique et financière aux PAP.

8.1. APPROBATION DES MODALITES DE COMPENSATION ET DU DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE

Pour la mise en œuvre du PAR, les modalités de compensation sont au préalable approuvées par le maître d'ouvrage avec l'implication des PAP, de même que le dispositif de mise en œuvre proposé par le consultant.

8.2. Information des PAP

Lors de la mise en œuvre du PAR, les principes de compensation qui figurent au présent rapport devront être largement portés à la connaissance des PAP concernées par le projet.

A l'issue du lancement officiel du démarrage de l'opération de mise en œuvre du PAR en collaboration avec les autorités locales, le maître d'ouvrage et l'opérateur chargé de l'assister dans la mise en œuvre de la réinstallation devront tenir des séances d'information de proximité destinées spécifiquement aux PAP pour les informer officiellement sur un ensemble de points dont les suivants :

- les compensations prévues pour les différentes pertes ;
- les modalités de versement des indemnités financières;
- les modalités de réinstallation physique;

- les responsables de l'opération de réinstallation ;
- la participation des PAP au processus de mise en œuvre ;
- les procédures de recours et règlement des litiges ;
- le calendrier de mise en œuvre de la réinstallation ;
- les modalités de suivi de la réinstallation.

Au moins une réunion publique sera tenue dans chaque village ou groupes de villages dont les populations sont affectées par des pertes de biens, afin de s'assurer que toutes les PAP soient informées et participent comme il se doit au processus de mise en œuvre de la réinstallation.

Chaque réunion fera l'objet d'un procès verbal avec un compte-rendu détaillé des débats et des résolutions prises. Des modèles de procès-verbal de réunion publique de ce genre existent et pourront être mis à profit.

8.3. NEGOCIATION D'ENTENTES INDIVIDUELLES AVEC LES PAP ET SIGNATURE DES PROTOCOLES D'ACCORD

Les fiches individuelles de compensation annexées au projet de protocole d'accord serviront de base de négociation avec les PAP. Cette étape consiste à présenter aux PAP, sur une base individuelle, les résultats de l'évaluation des pertes les concernantbasée sur la validation préalables des barèmes pour le clacul des négociations et dont les PV sont joints au présent rapport. Cette divulgation se fera en présentant la fiche individuelle de compensation de la PAP concernée.

La divulgation de l'évaluation est faite suite à la validation préalable des barèmes de clacul des compensations. Le budget du PAR est fait sur la base de l'acception des barèmes de calcul des indemnisations et de l'acception de toute forme d'aide à la réinstallation par les PAP. Les Procès-verbaux de consultation et d'approbation des barèmes sont joints au PAR.

Les accords individuels avec les PAP font ressortir : les élements d'identification de la PAP, l'accord de la PAP sur les barèmes, les dates des principales échéances de consultation des PAP (présentation du projet, des critères d'éligibilité à la réinstallation, la date buttoir, les barèmes, les conditions de mise en ouvre des compensations, etc.). Pour le présent PAR, en dehors de la validation formelle des critères d'éligibilité, de la date buttoir et des barèmes pour le calcul des indemnisations, les ententes inidividuelles (fiches individuelles et protocoles d'accord avec les PAP ne sont pas encore signés par les PAP. Ces étapes sont donc incluses dans processus de mise en œuvre du PAR.

Une copie du protocole d'accord sera conservée par la PAP et par le consultant chargé d'appuyer le maître d'ouvrage pour la mise en œuvre du PAR.

8.4. PAIEMENT DES COMPENSATIONS FINANCIERES AUX PAP

Lorsqu'une entente d'indemnisation est conclue et que le protocole d'accord est signé, on peut procéder au versement des indemnités financières à la PAP. Dans le contexte d'insécurité qui peut souvent survenir en cas de pareille opération, il est préférable que les compensations des PAP ne leur soient pas versées en espèces. Cependant, le paiement par chèque bancaire nécessite que le bénéficiaire du chèque dispose d'une pièce d'identité en cours de validité. Cette condition est à vérifier lors de la mise en œuvre afin que les dispositions soient prises à temps avec Bagrépôle et les autorités locales.

Toute l'indemnité financière prévue devra être versée avant que la personne affectée ne perde la possession des biens visés par le protocole d'accord. Les PAP signeront une décharge reconnaissant avoir été indemnisées selon l'entente établie. Ce reçu sera versé au dossier individuel de la PAP en format papier et électronique.

8.5. Preparation des dossiers individuels des PAP

Sur la base des fiches de compensation individuelles élaborées dans le cadre de la présente étude, des dossiers individuels seront préparés pour chaque PAP. Le dossier inclura notamment les informations de base suivantes :

- l'identité de la PAP et le numéro de sa pièce d'identité;
- les biens perdus et les compensations correspondantes ;
- 🕝 le protocole d'accord signé de la PAP avec les modalités de compensation ;
- les copies des chèques et décharges ;
- etc.

Les dossiers de chaque PAP devront être remis au complet à Bagrépôle pour les besoins de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAR.

Lors de la mise en œuvre, au besoin, les fiches individuelles de compensation élaborées dans le cadre du PAR et jointes en annexe du rapport final devront être réajustées. Ces fiches récapitulent toutes les compensations d'une même PAP, pour tous les types de biens que la PAP perd. Elle sera annexée au protocole d'accord de négociation avec chaque PAP. Les modèles de fiches de compensation individuelle existent déjà et seront également mises à profit.

Tout comme les fiches individuelles de compensation, les dossiers individuels des PAP comporteront un numéro d'identification unique pour chaque PAP. Les dossiers seront présentés en format papier pour les besoins d'affichage et de consultation par les PAP.

8.6. Assistance technique et financiere aux PAP

Le processus de compensation est un processus formel qui sera nouveau pour les personnes affectées. Afin que les PAP puissent se familiariser avec le processus avant

et pendant sa mise en œuvre les étapes du processus ont été présentées aux PAP lors de la consultation.

Pour les personnes ayant été identifiées comme vulnérables, un appui supplémentaire devra être fourni. Cet appui sera individuel et aura pour but de s'assurer que les veuves, les femmes vivant sans leur mari ou les personnes du troisième âge par exemple font valoir pleinement leurs droits et que les compensations auxquelles elles ont droit leur sont directement versées.

IX. SELECTION DES SITES

Les PAP dont les infrastructures bâties (habitat) sont installées le long du tracé sur l'emprise utile, préfèrent rester dans leur concession ou subiront un léger décalage par rapport à leur lieu actuel de résidence. Il en sera de même pour la réinstallation des personnes dont les activités commerciales sont affectées.

En conséquence, la recherche et la sélection de sites de réinstallation ne seront pas nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du présent PAR.

X. PROTECTION ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Tous les ménages affectés seront réinstallés dans leurs localités à proximité de leur ancienne concession dans l'espace non occupé ou sur le terrain où se pratiquent des cultures de case et qui fait souvent partie intégrante de la propriété de la PAP concernée. Il en est de même pour la réinstallation des personnes dont les activités commerciales sont affectées.

Il va donc s'en dire que l'espace qui leur sera dévolu offrira un niveau d'acceptabilité environnementale et sociale qui ne nécessitera aucune mesure environnementale particulière.

XI. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Pour la participation communautaire, plusieurs activités ont été réalisées. Il s'agit : 1) des missions de visite et de reconnaissance des routes et pistes à étudier ; 2) des correspondances d'information des autorités administratives ; 3) des missions d'information des autorités locales et des populations sur l'élaboration d'un PAR ; et 4) consultation du public et des PAP sur les critères d'éligibilité et les barèmes pour le culcul des indemnisations.

11.6. MISSIONS DE VISITE ET DE RECONNAISSANCE DES ROUTES ET PISTES DU PROJET

Ces missions de visite et de reconnaissance des routes et pistes à étudier ont été réalisées du 27 au 29 Mars 2014. Comme leur nom l'indique, elles avaient pour

principal objectif de permettre aux experts de s'assurer sur la base des coordonnées GPS des différents tracés décrits dans les TDR de l'étude de leur matérialité ou non sur le terrain.

Cette première visite a effectivement permis aux experts de prendre la mesure des problèmes qui sont susceptibles de se poser à la mission. Ces difficultés étaient surtout liées l'identification sur le terrain de certaines pistes en particulier. Toutefois ces difficultés étaient supposées être résolues par la concertation avec le groupement qui avait eu à réaliser les études techniques des routes et pistes concernées.

11.7. Information des autorites administratives

L'information des autorités administratives avait été faite en début d'études par le biais de lettres administratives adressées aux Gouverneurs des deux (2) régions (Centre Est et Centre Sud) et aux communes concernées par le projet avec l'appui de Bagrépôle. Il s'agissait par ces lettres de tenir lesdites autorités informées sur le processus d'élaboration du PAR.

•

C'est à la suite de ces lettres d'information que sur la base des documents cartographiques établis à cet effet, des missions d'informations et d'explications du contenu du projet (tracé retenu, autres informations) ont été initiées. Ces missions ont en même temps permettre de donner les informations sur les étapes à suivre (consultations publiques et recensement des PAP) et les dispositions à prendre pour une exécution réussie de la mission.

11.8. MISSION D'INFORMATION DES AUTORITES LOCALES SUR LA CONDUITE DES ETUDES EIES ET PAR DU PROJET

Le projet couvrant dix (10) communes dont Bagré, Bané, Bittou, Béguédo, Boussouma, Garango, Gomboussougou, Niaogho, Zabré et Zonsé, la mission d'information des autorités locales a été effectuée du 16 au 18 Juillet 2014 auprès des communes concernées par le projet dans l'objectif principal de porter les informations nécessaires aux différentes autorités communales sur le projet et sur le déroulement de l'étude environnementale et sociale (EIES), du plan d'action de réinstallation et sur le passage futur des agents enquêteurs dans leurs zones pour la collecte des données socio-économiques et environnementales.

Par ailleurs, la mission visait les objectifs spécifiques suivants :

- Solliciter la collaboration des autorités communales pour l'information à travers les conseillers municipaux et les conseillers villageois de développement (CVD) les populations concernées et susceptibles d'être affectées par les activités de recensement des PAP et des biens impactés par les agents enquêteurs;
- Prêter main forte à l'équipe d'enquêteurs pour assurer un bon déroulement de la phase collecte de données ;
- Aider l'équipe d'enquêteurs à trouver des lieux d'hébergement lors de leur passage dans les communes respectives ;
- Recueillir les suggestions, recommandations ou observations en vue d'une meilleure exécution des études et la mise en œuvre effective du projet.

11.9. MISSION D'INFORMATION DES POPULATIONS DES VILLAGES TRAVERSES PAR LES ROUTES OBJET DE L'ETUDE

Réalisée dans la période du 20 au 31 juillet 2014, cette mission a touchés les villages ci-dessus présentés reroupés par commune:

- Bagré : Bagré-Village, Béga, Boakla, Goudayéré, Sangaboulé, Zangoula

- Bittou : Déma, Loaba Peul, Hamdalaye, Nakré, Yarsé, Yanti

- BEGUEDO: Tanvoussé

BOUSSOUMA: Lengha, Boussouma, Komboaré

- GARANGO : Lergho, Saré Peul

- Gon-Boussougou: Nomboya

- NIAOGHO: Ibogo, Tengsoba

- ZABRE: Sampéma

Ces rencontres ont permis de présenter le projet de construction de la route et le processus devant aboutir à l'élaboration du PAR. Elle a permis aux populations de comprendre les étapes entrant dans le processus d'élaboration du PAR, l'éligibilité aux compensations PAR et la date buttoir fixée à la fin du processus de rencement des biens et des personnes affectées par le Projet. Les échanges qui s'en sont suivi ont permis de mieux comprendre le travail du consultant et ce qui attendu des populations en termes de participation activite au processus de recensement afin que celui soit complet et exhaustif minimisant ainsi les réclamations ultérieures.

11.10. MISSION DE CONSULTATION DES PAP SUR LES BAREMES D'EVALUATION DES COMPENSATION

Cette mission a touché les localités citées dans la section 11.4. Elle s'est déroulée du 10 au 20 septembre 2014. Elle a permis de présenter aux PAP les barèmes permettant de faire l'évaluation des compensations selon la typologie des biens affectés par le projet. La vaste majorité des PAP, étant déjà concernées par les projets d'aménagement des périmètres de Bagrépôle, la validation des barèmes s'est faite sans difficultés (voir PV joints en anexes). La Validation de ces barèmes est une étape importante dans le processus de mise en œuvre du PAR car les élements essentiels des ententes ou protocoles (montants des compensations en fonction des brèmes) à signer avec les PAP ont fait déjà l'objet de négociation avec les PAP qui les ont du reste approuvés.

XII. INTEGRATION AVEC LES COMMUNAUTES HOTES

Aucun problème d'intégration au sein des communautés hôtes ne pourrait se poser dans la mesure où les PAP demeureront toutes installées dans leur localité et communauté d'origine voire dans leurs propres concessions.

XIII. CADRE INSTITUTIONNEL DE GESTION DES QUESTIONS DE REINSTALLATION

Au Burkina Faso, il n'existe pas d'institutions d'envergure nationale chargées des questions de réinstallation. Face à ce vide institutionnel, les questions de réinstallation involontaire de populations sont gérées au gré des projets. Cette situation est le corollaire d'une insuffisance administrative, normative et organisationnelle. Cependant de plus en plus de projets font de la réinstallation une condition préalable au démarrage des travaux qui engendre un déplacement involontaire. C'est le cas des projets de Bagrépôle. Cette volonté a été traduite à travers le Cadre de Politique de Recasement des Populations (CPRP) pour les projets de Bagrépôle.

En outre, un arrêté conjoint n°000246/MEF/MAH/MATDS portant création, composition, attributions et fonctionnement d'une Commission Nationale des Enquêtes et des Négociations en vue de la Réinstallation et de l'Indemnisation des populations affectées par les travaux d'aménagement hydro agricole de la zone de concentration de Bagré a été pris.

Ainsi pour Bagrépôle, la CNEN comble le vide institutionnel pour la réinstallation dans le cadre de ce projet. Cependant l'analyse de la composition et des démembrements de cette commission ne facilite pas son opérationnalité et reste quelque peu distant des populations au niveau local, celles mêmes qui sont les plus affectées par les projets. Cet arrêté a néanmoins ouvert la voie en son article 14 pour la création de commissions ad 'hoc de travail en cas de besoin. C'est pourquoi dans le processus d'élaboration du présent PAR, le consultant propose la création de Comités Locaux de Gestion des Réclamations (CLGR) déjà mis en place dans le cadre de la mise en œuvre d'autres Plans d'Action de Réinstallation de projets de Bagrépôle. La composition, le mandat et le fonctionnement du CLGR sont ci-dessous présentés.

XIV. DISPOSITIF ORGANISATIONNEL DE GESTION DE LA REINSTALLATION

14.1. DISPOSITIF DE GESTION DES PLAINTES

Comme ci-dessus noté, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB), il est mis en place une Commission Nationale Chargée des Enquêtes et des Négociations (CNEN) par arrêté conjoint n° 2012/000246/MEF/MAH/MATDS portant création, composition, attributions et fonctionnement d'une Commission Nationale des Enquêtes et des Négociations en vue de la réinstallation et de l'indemnisation des populations affectées par les travaux d'aménagements hydro agricoles de la Zone de Concentration (ZC) de Bagré qui comprend les structures suivantes:

- 1. Le Comité de suivi de la réinstallation ;
- 2. Le Comité régional d'enquête et de négociation ;
- 3. Le Comité provincial d'enquête et de négociation.

Selon cette approche, le Comité provincial d'enquête et de négociation est la structure la plus proche de la base pour jouer un rôle dans les questions de réinstallation. Cependant, les membres dudit comité provincial ne peuvent être mobilisés pour assurer un recueil des réclamations et les gérer ensuite dans le délai d'un (1) mois consacré à cette tâche. Autrement dit, le processus de gestion de réclamations/plaintes exige d'eux une permanence sur le terrain.

De ce fait, pour le processus d'élaboration du présent PAR, il est plus judicieux de mettre en place des structure à la base qui soient les plus proches possibles des populations pour le recueil et le traitement de leurs réclamations/plaintes. Cette option permet d'assurer une meilleure opérationnalité et efficacité dans la gestion de ces réclamations avec une mobilisation plus rapide des personnes ressources et des PAP des villages affectés directement par la mise en œuvre du présent projet.

C'est dans ce cadre que Bagrépôle a procédé à la mise en place de Comités Locaux de Gestion des Réclamations (CLGR) correspondant à des prolongements sur le terrain (niveau local) du Comité provincial d'enquête et de négociation et qui se justifie d'ailleurs à travers l'article 14 de l'arrêté conjoint qui stipule que le Comité provincial d'enquêtes peut créer, en cas de besoin, des commissions ad 'hoc de travail.

14.2. MANDAT ET ROLES DU CLGR

Les principales missions assignées au CGLR sont les suivantes :

- 1. servir d'interface entre les PAP, le consultant et le Comité provincial d'enquêtes et de négociation notamment en ce qui concerne la gestion des plaintes et réclamations qui pourront survenir au cours de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation (PR);
- 2. recevoir toute réclamation / plainte de toute partie affectée, l'examiner en vue de trouver des solutions diligentes, de faire les recommandations qui s'imposent;
- 3. remplir et signer le document matérialisant la résolution ou non de la réclamation ou de la plainte en utilisant les formulaires fournis à cet effet ;
- 4. transférer à l'échelon supérieur les dossiers de réclamations ou de plaintes non résolues, en utilisant les formulaires fournis à cet effet.

14.3. Composition du CGLR1

Afin d'assurer la plus grande diversité et représentativité possibles des acteurs directement affectés par le projet, le comité local regroupera notamment :

Tableau 35 : Composition du Comité Local de Gestion des Réclamations (CLGR)

N°	Membres	Nombre de	Observations
		représentants	
1.	Préfets de département concernés (Bagré, Gomboussougou, ou Zonsé)	1	Président

1<u>NB</u> : le CLGR sera mis en place par arrêté du Haut-Commissaire de la province du Boulgou après désignation des membres par les structures citées dans le tableau ci-dessus

2.	Maire de commune concernée (Bagré, Gomboussougou, ou Zonsé)	1	Vice Président
3.	Représentants des PAP Femmes des villages concernés	1 par village concerné	Membre
4.	Représentants des PAP Jeunes des villages concernés	1 par village concerné	Membre
5.	Chefs des services départementaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire des départements concernés		Membre
6.	Chefs des services départementaux de l'environnement et du développement durable des départements concernés		Membre
7.	Chefs des services départementaux de l'élevage et des ressources halieutiques des départements concernés	1	Membre
8.	Représentants des responsables coutumiers des villages concernés	1 par village concerné	Membre
9.	Représentants des CVD des villages concernés		Membre
10.	Représentants des conseillers des villages concernés	1 par village concerné	Membre
11.	Rapporteurs désignés	2	Membres

Le Comité peut faire appel à d'autres personnes ressources en cas de besoins.

14.4. INSTANCES DE CONCILIATION PREVUES PAR LA LOI 034

Le droit burkinabè en matière de règlement des litiges fonciers ruraux a prévu une phase de conciliation préalable. La procédure est organisée par les articles 96 et 97 de la loi 034 portant régime foncier rural. La mission de conciliation est confiée aux instances locales habituellement chargées de la conciliation. Ces structures seront compétentes pour recevoir et statuer sur les recours formulés contre les décisions rendues par les comités locaux de conciliation. Elles statueront conformément à leur mission traditionnelle telle que la loi le prévoit.

Dans le cadre du PAR, le règlement doit se faire à travers les organes locaux en particulier le CLGR qui est décentralisé au niveau village par 4 représentants sous la responsabilité du président du Conseil Villageois de Développement (CVD). Le Président du CVD est saisi de toutes les plaintes. Ces plaintes sont enregistrées dans les villages dans un cahier de doléances détenu au niveau du village et dans des fiches de suivi du traitement accordé à la plainte. Ces fiches sont transmises au préfet du département, président du comité local de gestion des réclamations qui réunit chaque fois que de besoin, les membres du CLGR pour statuer sur toutes les plaintes.

Chaque plainte doit avoir une réponse dans un délai d'une semaine au niveau du village et dans un délai de deux semaines au niveau de la présidence du CLGR. Si la plainte est transmise à Bagrépôle, elle doit être traitée dans un délai d'un mois comme le prévoit le MGCP.

Selon le CPRP toutes les plaintes devront recevoir un traitement adéquat au niveau local et éviter d'aller vers les tribunaux car cela est synonyme de blocage du projet. En cas d'échec de conciliation à ce niveau, la partie la plus diligente saisira le tribunal de grande instance selon les formes légales. Cette saisine marque la fin de la tentative de règlement à l'amiable. Elle marque également la fin d'une procédure locale.

14.5. REGLEMENT CONTENTIEUX

La législation burkinabè rend compétent le Tribunal de Grande Instance pour le règlement des litiges fonciers lorsque les antagonistes sont des particuliers. Lorsque le recours est dirigé contre un acte administratif, la compétence est reconnue au juge administratif.

14.6. MECANISME DE GESTION DES CONFLITS ET DES PLAINTES (MGCP)

Dans le souci de bien gérer les éventuels plaintes et conflits en vue d'instaurer un climat propice aux affaires et à l'atteinte de ses objectifs, Bagrépôle dans la mise en œuvre du Projet Pôle de Croissance de Bagré a mis en place un mécanisme de gestion des conflits et des plaintes (MGCP). Ce MGCP a pour objectif de traiter et résoudre de manière effective et efficace les requêtes ou demandes de clarifications sur le projet, les problèmes de mise en œuvre, les plaintes et doléances provenant des PAP ou des populations bénéficiaires. Le MGCP accorde une priorité à la gestion alternative des conflits et des plaintes comme mode de résolution des conflits par l'équipe projet de Bagrépôle. C'est à défaut que d'autres instances y compris la justice pourraient être saisies.

<u>La procédure de collecte des plaintes</u> prend en compte les canaux existants qui impliquent toutes les structures ou personnes extérieures à Bagrépôle, auxquelles les PAP ont recours pour exprimer leurs réclamations, demandes d'informations, suggestions et dénonciations.

Les différents acteurs reçoivent les plaignants et leurs plaintes, déposent régulièrement les plaintes collectées auprès du secrétariat du Responsable Social/Gestion des terres dans un délai de trois(3) jours. En plus de la plainte écrite, un cahier de doléance/plaintes sera gardé auprès des acteurs de la collecte des plaintes.

Les principaux acteurs de la collecte des plaintes sont: les chefs coutumiers, les maires, les conseillers municipaux, les conseillers agricoles de Bagrépôle, les conseils Villageois de Développement (CVD), les groupements/unions de producteurs / Fédération, les personnes ressources extérieures à Bagré clairement identifiées, les comités de suivi et de négociation de la commission nationale de négociation, les secrétariats au siège de Bagrépôle à Ouagadougou et à Bagré.

Les rôles des acteurs de la collecte des plaintes consistent entre autres à : recevoir les plaignants et leurs plaintes orales, déposer les plaintes auprès du Responsable Social/Gestion des terres, recevoir et conserver les imprimés des plaintes, recevoir les accusés de réception, notifier les accusés de réception aux plaignants et du délai de traitement imparti pour leur plainte trente (30) jours à compter de la saisine de Bagrépôle et notifier la réponse finale au plaignant.

Ce mécanisme a fait l'objet d'un atelier de formation des acteurs sur leurs rôles dans la gestion des conflits et des plaintes, les 13 et 14 mars 2014, auquel ont participé une soixantaine des représentants des communes, des producteurs, des autorités religieuses et coutumières, de la police, de la gendarmerie etc. de la zone du projet.

XV. RESPONSABILITES ORGANISATIONNELLES POUR L'EXECUTION DE LA REINSTALLATION

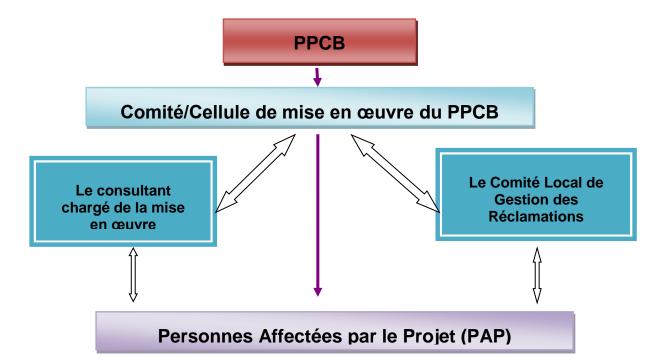
Le cadre et les responsabilités organisationnelles pour l'exécution de la réinstallation sont présentés ci-après.

15.1. Organigramme institutionnel

Pour la présente mission, l'organigramme institutionnel proposé prend en compte les acteurs suivants :

- 1. Le PPCB;
- 2. Le comité de mise en œuvre du PPCB;
- 3. Le consultant en charge de la mise en œuvre ;
- 4. Le comité Local de Gestion des Réclamations ;
- 5. Les PAP.

Figure 8: Organigramme institutionnel



15.2. LE COMITE DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Les principales missions assignées à ce Comité sont les suivantes :

- 1. Veiller à la mise en œuvre adéquate du PAR, à travers une supervision de toutes les activités y relatives ;
- 2. Approuver les documents de vérification/confirmation du recensement et des évaluations des biens individuels et/ou communautaires affectés;
- 3. Examiner les projets de décisions relatives à la mission (dossiers de demande de paiement ou autres décomptes);

- 4. Examiner et valider les documents de travail soumis par le Consultant assistant technique;
- 5. Superviser directement les activités de mise en œuvre sur le terrain ;
- 6. Examiner et approuver les livrables produits par le Consultant assistant à la mise en œuvre du PAR;
- 7. Faciliter le suivi évaluation de l'opération de mise en œuvre, etc.

15.3. LE COMITE LOCAL DE GESTION DES RECLAMATIONS

En conformité avec le CPRP des projets du Pôle de Croissance de Bagré, le Consultant devra exécuter sa mission en associant les populations affectées par le projet. Pour ce faire, les Comités Locaux de Gestion des Réclamations nécessaires à la mise en œuvre participative du présent PAR seront mobilisés. Au niveau des PAP, l'organigramme proposé répond aux exigences suivantes :

- 1. Le consultant chargé de la mise en œuvre du PAR doit facilement identifier ses interlocuteurs et les personnes représentatives de la population;
- 2. Toute personne affectée doit pouvoir facilement s'adresser à un représentant de sa communauté qui assurera l'interface avec le Consultant.

Le CLGR est chargé de :

- 1. servir d'interface entre les PAP, le consultant et le PPCB;
- 2. recevoir toute réclamation / plainte de toute partie affectée, de l'examiner en vue de trouver des solutions, et de faire les recommandations qui s'imposent;
- 3. remplir et signer le document matérialisant la résolution ou non du litige en utilisant les formulaires fournis à cet effet ;
- 4. transférer à l'échelon supérieur les dossiers de litiges non résolus, en utilisant les formulaires fournis à cet effet.

Le Mécanisme de Gestion des Conflits et des Plaintes sera mis à profit pour la résolution de tous les conflits ou plaintes qui pourront surgir durant le processus de mise en œuvre du PAR. Ce mécanisme qui donne une part belle aux instances locales permet d'éviter de recourir aux tribunaux dont l'intervention peut avoir des conséquences fâcheuses sur la mise en peuvre du PAR et par ricochet sur la mise en œuvre du projet.

Fonctionnement et renforcement des capacités du CSPRI

A titre indicatif, le comité de suivi tiendra une session d'un jour au démarrage de la mise en œuvre, une session d'un jour par mois après le démarrage et trois sessions d'un jour durant la phase de mise en œuvre effective soit en moyenne deux sessions par mois. Les membres du comité veront leurs capacités renforcées sur les thèmes identifiés plus haut. Les coûts de fonctionnement du comité de suivi sont estimés sur cette base dans le tableau qui suit :

Tableau 36 : Coût de fonctionnement du CLGR

Structures	Nombre	Perdiems
	de	Taux (en Nombre Montant

	représent ants	FCFA)	de jours	(en FCFA)
Préfets des 3 départements concernés (Bagré, Gomboussougou, Zonsé)	3	10 000	4	120 000
Maires des 3 communes concernées (Bagré, Gomboussougou, Zonsé)	3	10 000	4	120 000
Représentants des PAP Femmes des 13 villages concernés	13	10 000	4	520 000
Représentants des PAP Jeunes des 13 villages concernés	13	10 000	4	520 000
Chefs des services départementaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire des départements concernés	3	10 000	4	120 000
Chefs des services départementaux de l'environnement et du développement durable des départements concernés	3	10 000	4	120 000
Chefs des services départementaux de l'élevage et des ressources halieutiques des départements concernés	3	10 000	4	120 000
Représentants des responsables coutumiers des 13 villages concernés	13	10 000	4	520 000
Représentants des CVD des 13 villages concernés	13	10 000	4	520 000
Représentants des conseillers des13 villages concernés	13	10 000	4	520 000
Rapporteurs désignés	2	10 000	4	80 000
Renforcement des capacités				5 000 000
Total perdiems				8 280 000

Tableau 37 : Coût de fonctionnement du CLGR (suite)

Structures	Nombre de missions	Nombre de sessions	Frais de transport (en F CFA)	
Préfets des 3 départements concernés (Bagré, Gomboussougou, Zonsé)	3	4	5000	60 000
Maires des 3 communes concernées (Bagré, Gomboussougou, Zonsé)	3	4	5000	60 000
Représentants des PAP Femmes des 13 villages concernés	13	4	5000	260 000

Représentants des PAP Jeunes des 13 villages concernés	13	4	5000	260 000
Chefs des services départementaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire des départements concernés	3	4	5000	60 000
Chefs des services départementaux de l'environnement et du développement durable des départements concernés	3	4	5000	60 000
Chefs des services départementaux de l'élevage et des ressources halieutiques des départements concernés	3	4	5000	60 000
Représentants des responsables coutumiers des 13 villages concernés	13	4	5000	260 000
Représentants des CVD des 13 villages concernés	13	4	5000	260 000
Représentants des conseillers des13 villages concernés	13	4	5000	260 000
Rapporteurs désignés	2	4	5000	40 000
Total frais de transport				1 640 000

Coût total des frais de fonctionneme	nt du CLGR	9 920 000
--------------------------------------	------------	-----------

Le coût total de fonctionnement du CLGR s'élève à Neuf Millions Neuf Cent Vingt Mille (9 920 000) F CFA.

XVI. COUT DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

Les coûts prévisionnels du Plan de réinstallation incluent :

- les compensations aux populations affectées ;
- un ensemble de mesures et d'activités à réaliser pour la mise en œuvre du PR.

Le coût total de la mise en œuvre du PAR s'élève à Vingt Millions Deux Cent Quatre Vingt Sept Mille Deux Cent Vingt Sept (20 287 227) F CFA. Ce montant est financé par le budget de l'Etat burkinabè. Le détail selon les rubriques est consigné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 38 : Coût total de mise en œuvre du PRI

RUBRIQUES	Montant (en F CFA)
Coût total des infrastructures d'habitation et annexes	1 240 750
Coût des pertes des cultures et revenus agricoles	5 466 477

Coût des pertes des cultures et revenus agricoles	5 466 477
Coût des pertes d'infrastructures et de revenus d'activités économiques	2 315 000
Pertes d'arbres privés des champs et/ou des habitations	1 345 000
sous total compensations des biens perdus	15 833 704
sous total frais de fonctionnement et de renforcement des capacités du Comité de suivi du PAR (CLGR)	
COUT DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	25 753 704
IMPREVUS	2 575 370
COUT TOTAL	28 329 074

XVII. SUIVI ET EVALUATION DU PR

17.1. DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le but du volet suivi de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation est de :

- vérifier que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du PAR et à son mandat;
- vérifier que la qualité et la quantité des résultats espérés du mandat de l'opérateur sont obtenues dans les délais prescrits;
- identifier tout élément imprévu susceptible d'influencer le travail de l'opérateur ou d'en réduire l'efficacité;
- recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

Comme première étape, le consultant qui assistera Bagrépôle dans la mise en œuvre du PAR déterminera quels sont les indicateurs de performance à retenir afin d'évaluer efficacement l'avancement et les résultats des activités de mise en œuvre du Plan de Réinstallation.

Une fois les indicateurs élaborés et validés avec Bagrépôle, il est possible d'identifier les sources des données. Ainsi, pour chaque indicateur proposé, la source d'où proviendront les données sera spécifiée.

L'efficacité du suivi-évaluation impose qu'il soit intégré au dispositif de suiviévaluation du PPCB. Le système de suivi-évaluation du PPCB, est conçu pour faire interagir les différents acteurs impliqués dans le PPCB. Ce dispositif de suivi évaluation est conçu autour des principes d'organisation suivants :

17.1.1. L'Unité de Planification et Suivi Evaluation (UPSE)

Au sommet de la pyramide, il est mis en place, l'Unité de Planification et Suivi Evaluation (UPSE) rattachée directement à la Direction Générale de BAREPLOE.

Les responsabilités de l'UPSE sont les suivantes :

- Elle met en œuvre les procédures de suivi et d'évaluation décrites dans le présent Manuel;
- Elle assure le bon fonctionnement du système de suivi et évaluation, notamment le fonctionnement des outils installés, la mise à jour cohérente et régulière des données de suivi, le transfert correct des données entre les responsables des projets et des programmes, et la diffusion satisfaisante des données vers les utilisateurs et les bénéficiaires;
- Elle signale les problèmes que les données de suivi auront mis en évidence, recherche et propose des solutions à ces problèmes;
- Elle s'assure que la connaissance accumulée sur le suivi et évaluation du PPCB est diffusée auprès des partenaires techniques et financiers et des autres utilisateurs.
- Saisie et traitement de l'information

17.1.2. Les Cellules de Suivi-Evaluation (CSE)

Les CSE sont des points focaux de l'UPSE dans les Directions de BAGREPOLE. Elles sont composées d'au moins une personne recrutée et nommée point focal SE.

Les responsabilités de la CSE sont les suivantes :

- Assure la collecte des données relatives à la mise en œuvre des activités de la Direction générale
- Supervise le remplissage et la remontée des fiches de collecte des intervenants directs
- Centralise et saisie les fiches de collecte dans l'interface informatique du SE
- Participe à la production des données et des rapports de la Direction générale

17.1.3. L'Agent de Suivi-Evaluation

Il est chargé de coordonner la collecte et la centralisation des données en collaboration avec les responsables/correspondants ou personnes ressources formellement identifiés pour assurer la collecte et le traitement des informations liées aux activités du PPCB au sein de la structure concernée.

17.1.4. Système d'information pour le S&E

Le système d'information pour le suivi évaluation est constitué des procédures suivantes:

- La collecte des données
- Le traitement des données collectées
- La diffusion des résultats du suivi évaluation
- La capitalisation des données et leur sécurisation

• L'utilisation des résultats de suivi évaluation

Par la suite, la fréquence d'analyse pour chaque indicateur sélectionné est trimestrielle. Dans certains cas, le suivi se fera en continu par l'équipe terrain alors que dans d'autres cas il sera mensuel ou annuel. Par exemple, le suivi du paiement des indemnisations s'effectuera en continu. Les paiements des indemnisations seront ainsi inscrits de manière régulière dans le système de gestion des données et un suivi en temps réel sera garanti par l'équipe terrain.

Le suivi proposé désagrègera les données par genre (hommes/femmes/personnes vulnérables) lorsque pertinent. Ainsi, un même indicateur pourra être scindé en deux ou en trois, afin de pouvoir suivre l'avancement des activités du point de vue des hommes, des femmes et personnes vulnérables de façon distincte.

Le but du volet évaluation du Plan de réinstallation est de s'assurer que le niveau de vie des PAP est supérieur ou au moins égal à celui qu'elles avaient avant le projet. Pour cela, il sera nécessaire :

- d'établir la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du projet (les enquêtes-villages, le recensement et l'enquête-ménage effectués dans le cadre du présent mandat d'élaboration du PAR constitue la base de la situation de référence);
- de définir, à intervalles réguliers, tout ou partie des paramètres ci-dessus référés afin d'en apprécier et comprendre les évolutions;
- d'établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socio-économique.

Le suivi-évaluation sera effectué par Bagrépôle avec l'appui du consultant assistant, des entités de mise en œuvre, des agents sur le terrain et des acteurs locaux.

17.2. Indicateurs de suivi

Le tableau ci-dessous fournit une liste non limitative des mesures et indicateurs de suivi-évaluation.

Tableau 39: Mesures de suivi du PAR

Composante	Mesure de suivi	Indicateur/périodicit é	Objectif de performance	Acteurs responsable s
Information et consultation	Vérifier que la diffusion de l'information auprès des PAP et les procédures de consultation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PAR	Nombre et types de séances d'information à l'intention des PAP effectuées dans les villages/Avant le début des travaux	Au moins trois séances d'information par village (au démarrage de la réinstallation, lors du paiement des compensation s et lors de la réception et attribution des nouvelles constructions)	chargé de la mise en peuvre du
Qualité et niveau de vie	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisatio n sont effectuées en accord avec les	Compensations versées aux PAP et dates de versement	Les compensation s financières sont versées avant le déplacement à l'ensemble des PAP	PAR Service

Composante	Mesure de suivi	Indicateur/périodicit é	Objectif de performance	Acteurs responsable s
	principes présentés dans le PAR		Toutes les PAP ont été compensées et indemnisées comme prévu	
Équité entre les genres	S'assurer que les femmes recevront des indemnisations justes et adéquates tel que proposé dans le PR	Compensations versées aux femmes affectées par le projet et dates de versement	Toutes les femmes affectées par le projet ont été compensées et indemnisées à leur satisfaction Aucune plainte des femmes n'est restée non résolue	Service financier de Bagrépôle
Agriculteurs	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisatio n prévues pour les pertes de revenus agricoles sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PAR	Compensations versées pour ces pertes de récolte avant les travaux Nombre de réclamations provenant des PAP subissant des pertes agricoles	Aucune plainte provenant des PAP subissant des pertes agricoles non résolue Toutes les PAP exploitants agricoles ont été indemnisées et compensées comme prévu	Assistant chargé de la mise en peuvre du PAR CLGR Service financier de Bagrépôle
Commerçant s	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisatio n prévues pour les commerçants déplacés sont effectuées en accord avec les principes	Compensations versées pour ces pertes de revenu avant les travaux Nombre de réclamations provenant des commerçants affectés	Aucune plainte provenant des commerçants affectés non résolue Toutes les PAP dont les activités commerciales sont affectées ont été	Assistant chargé de la mise en peuvre du PAR CLGR Service financier de Bagrépôle

Composante	Mesure de suivi	Indicateur/périodicit é	Objectif de performance	Acteurs responsable s
	présentés dans le PAR		indemnisées et compensées comme prévu	
Ménages (réinstallés sur de nouveaux sites)	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisatio n prévues pour les pertes d'habitat sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PAR	Réinstallation physique effectif avant les travaux Nombre de réclamations provenant des ménages affectés	Aucune plainte provenant des PAP dont les maisons d'habitation sont affectées non résolue Toutes les PAP dont les maisons d'habitation sont affectées sont indemnisées et compensées comme prévu	Assistant chargé de la mise en peuvre du PAR CLGR Service financier de Bagrépôle
Veuves dont les maisons d'habitation sont affectées	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisatio n prévues pour les veuves perdant leur habitat sont en accord avec les principes présentés dans le PAR	Compensations faites avant les travaux Nombre de réclamations provenant des PAP veuves	Aucune plainte provenant des veuves dont les maisons d'habitation sont affectées non résolue Toutes les PAP veuves ont été indemnisées et compensées comme prévu	Assistant chargé de la mise en peuvre du PAR CLGR Service financier de Bagrépôle

Tableau 40: Mesures d'évaluation du PAR (deux premières années après les compensations)

Composante	Mesure d'évaluation	Indicateur/Périodicit é	Objectif de performance	Cateurs responsable s
	S'assurer que	Réclamations des	Aucune plainte	Service de
Qualité et	le niveau de	PAP relatives au	relative à la	suivi-
niveau de vie	vie des	niveau de vie sur le	qualité ou au	évaluation
des PAP	ménages	site d'accueil (suivi à	niveau de vie	de
	affectés ne	faire une fois chaque	sur le site	Bagrépôle

	, ,		1, .1						
	s'est pas	trimestre)	d'accueil non						
	détérioré	Problèmes vécus par	résolue						
	depuis la								
	réinstallation	séances de	problème						
		consultation	majeur vécu						
		annuelles sur le site	par les PAP						
		d'accueil	réinstallées						
		Réclamations des	Aucune plainte	Service de					
		PAP relatives au	relative à la	suivi-					
Ovalitá do mio	C'agginan and	niveau de vie sur le	qualité ou au	évaluation					
Qualité de vie	S'assurer que	site d'accueil (suivi à	niveau de vie	de					
des groupes	le niveau de	faire une fois chaque	des veuves sur	Bagrépôle					
vulnérables :	vie des veuves	trimestre)	le site d'accueil						
cas des	ne s'est pas	Problèmes vécus par	non résolue						
veuves	détérioré	les veuves	Aucun						
réinstallées	depuis la	réinstallées/ séances	problème						
physiques	réinstallation	de consultation	majeur vécu						
		(chaque trimestre)	par les PAP						
		sur le site d'accueil	réinstallées						
		Nombre		Service de					
		d'indemnisations		suivi-					
		négociées versés		évaluation					
		Nombre	100 % des	de					
		d'indemnisations à	indemnisation	Bagrépôle					
		verser/suivi continu	s sont	Service					
		et rapports mensuels	négociées à	Juridique de					
		Nombre de	l'amiable	Bagrépôle					
	Suivi à long	réclamations liées	S'il y a des	Dagrepore					
Redressemen	terme des	aux indemnités et							
t des torts	indemnisation	compensations	avoir un taux						
	s	enregistrées (suivi	de résolution à						
		continu)	l'amiable de						
		Nombre de	100 %						
		réclamations	Aucun litige						
		résolues (suivi	porté devant la						
		continu)	justice						
		Nombre de litiges	Jasuce						
		portés en justice							
		-							
		(suivi continu)							

XVIII. CALENDRIER DE MISE ŒUVRE DU PLAN DE REINSTALLATION

Il était prévu un temps de mise en œuvre de deux (02) mois du plan d'action de réinstallation en élaboration. La préparation des dossiers individuels des PAP et le versement des indemnités financières doivent se faire dans l'intervalle de ce délai prévu. Le paiement de toutes les compensations est un préalable au démarrage des tryaux d'aménagent des pistes.

Cependant, le processus de réinstallation ne prendra fin qu'après que les PAP et les ménages PAP auront :

- 1. reçu leur compensation financière pour les pertes d'habitations, de récoltes et/ou d'activités économiques ;
- 2. reçu l'assistance technique et financière nécessaire à leur réinstallation satisfaisante.

Figure 9 : Calendrier du PAR

rigure 9 · Calena					110																									$\overline{}$
ACTIVITES	M	loi	s 1																											
Jours	1	2	3	4	5	6	7	8	9	1 0	1 1	1 2	1 3	1 4	1 5	1 6	1 7	1 8	1 9	2 0	2 1	$\frac{2}{2}$	2 3	$\frac{2}{4}$	2 5	2 6	$\frac{2}{7}$	2 8	2 9	3
Activités/tâches																														
Coordination et gestion																														
information et consultation des																														
PAP,																														
enregistrement, gestion des plaintes et																														
règlement des litiges																														
Négociation d'ententes																														
individuelles avec les PAP																														
pour les compensations financières																														

ACTIVITES	M	oi	s 2																							
Jours	1	2	3	4	5	6	7	8	9	1 0	1 1	1 3	1 4	1 5		1 8	2 0	2 1	2 2	2 3	2 4	2 5	2 6	2 7	2 8	
Activités/tâches																										
Coordination et gestion																										
Paiement Préparation des dossiers individuels des PAP																										
Paiement des indemnités financières aux																										

PAP libération	$\det \det$															
emprises Dépôt	du															
Dépôt rapport provisoire	de															
mise en œuv	re															

XIX. BIBLIOGRAPHIE

- 1. INSD, Juillet 2008. Résultat du recensement Général de la population et de l'habitat;
- 2. Techsult International/Ministère des Transports, 2008; Projet du Nouvel Aéroport de Donsin (EIES et relocalisation des populations).
- 3. AGEIM-SETTING/MID 2008; Projet de construction et bitumage des voies de contournement de la ville de Ouagadougou (EIES et Plan de déplacement, réinstallation, indemnisation et compensation des populations affectées);
- 4. MCA, 2010. Cadre de Politique de Réinstallation (CPR);
- 5. AIC Progetti/MCA 2010; Plan de réinstallation provisoire de la route Dédougou-Nouna-Frontière du Mali;
- 6. GAUFF Ingénieure/MCA 2011; Plan de Réinstallation Rapport final;
- 7. Bagrépôle, 2012; Plan de recasement et de réinstallation des populations affectées par l'aménagement de 1130 ha à Bagré ; Bagrépôle ;
- 8. AIC Progetti/ACE; Etudes de faisabilité technico-économique et environnementale pour les travaux de construction et de bitumage de l'autoroute entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso; *Avant-Projet Sommaire*, Plan de Réinstallation Involontaire (PRI), Version finale; Décembre 2014;
- 9. Bagrépôle, Juillet 2014; Plan d'action de réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement du périmètre des 1000 ha de terres irrigables par système gravitaire en rive gauche du Nakambé (rive droite du canal principal); SOCREGE/Faso Ingénierie
- 10. MAHRH: Résultats définitifs de la campagne agricole et de la situation nutritionnelle 2012 /2013;
- 11. MARA/Direction Générale de la Prévision des Statistiques et de l'Économie de l'Élevage ; Ouagadougou ; Août 2013;
- 12. Annuaire statistique 2012-2013 du MENA; Août 2013;
- 13. Annuaire statistique 2012-2013 du MENA; du MESS ; Septembre 2013;
- 14. Annuaire Statistique 2011 (Mai 2012); Direction Générale de l'Information et des Statistiques Sanitaires; Ouagadougou; Août 2013;
- 15. DGRE, Inventaire National des Ouvrages Hydrauliques (INOH) 2011.

XXI. ANNEXES

11.11. Annexe 1: Note explicative sur le fonctionnement du Comite Local de gestion des Reclamations

NOTE EXPLICATIVE SUR DU FONCTIONNEMENT DU CLGR:

Mandat, composition et mécanisme de fonctionnement

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB), il est mis en place une Commission Nationale Chargée des Enquêtes et des Négociations (CNEN) par arrêté conjoint n° 2012/000246/MEF/MAH/MATDS portant création, composition, attributions et fonctionnement d'une Commission Nationale des Enquêtes et des Négociations en vue de la réinstallation et de l'indemnisation des populations affectées par les travaux d'aménagements hydro agricoles de la Zone de Concentration (ZC) de Bagré qui comprend les structures suivantes :

- 1. Le Comité de suivi ;
- 2. Le Comité régional d'enquête et de négociation;
- 3. Le Comité provincial d'enquête et de négociation.

Selon cette approche, le Comité provincial d'enquête et de négociation est la structure la plus proche de la base pour jouer un rôle dans les questions de réinstallation. Cependant, les membres dudit comité provincial ne peuvent être mobilisés pour assurer un recueil des réclamations et les gérer ensuite dans le délai d'un (1) mois consacré à cette tâche. Autrement dit, le processus de gestion de réclamations/plaintes exige d'eux une permanence sur le terrain.

De ce fait, pour le processus d'élaboration et de l'appui à la mise en œuvre du PAR des 269 Km, il est plus judicieux de mettre en place une structure à la base qui soit le plus proche possible des populations pour le recueil et le traitement de leurs réclamations/plaintes. Cette option permet d'assurer une efficacité dans la gestion de ces réclamations avec une mobilisation plus rapide des personnes ressources et des PAP des villages affectés directement par la mise en œuvre du présent projet.

C'est dans ce cadre que le projet Bagrépôle envisage la mise en place d'un Comité Local de Gestion des Réclamations (CLGR) correspondant à un prolongement sur le terrain (niveau local) du Comité provincial d'enquête et de négociation et qui se justifie d'ailleurs à travers l'article 14 de l'arrêté conjoint qui stipule que le Comité provincial d'enquêtes peut créer, en cas de besoin, des commissions ad 'hoc de travail.

1. Mandat et Rôles du CLGR

Les principales missions assignées au CGLR sont les suivantes :

- 1. servir d'interface entre les PAP, le consultant et le Comité provincial d'enquêtes et de négociation notamment en ce qui concerne la gestion des plaintes et réclamations qui pourront survenir au cours de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation (PR);
- 2. recevoir toute réclamation / plainte de toute partie affectée, de l'examiner en vue de trouver des solutions diligentes, et de faire les recommandations qui s'imposent;
- 3. remplir et signer le document matérialisant la résolution ou non de la réclamation ou de la plainte en utilisant les formulaires fournis à cet effet ;
- 4. transférer à l'échelon supérieur les dossiers de réclamations ou de plaintes non résolues, en utilisant les formulaires fournis à cet effet.

2. Composition du CGL2

Afin d'assurer la plus grande diversité et représentativité possibles des acteurs directement affectés par le projet, le comité local regroupera notamment :

Tableau 41 : Composition du Comité Local de Gestion des Réclamations (CLGR)

N°	Membres		Observations
_ `		représentants	
3.	Préfets de département concernés (Bagré, Gomboussougou, ou Zonsé)	1	Président
4.	Maire de commune concernée (Bagré, Gomboussougou, ou Zonsé)	1	Vice Président
5.	Représentants des PAP Femmes des villages concernés	COLLECTIC	Membre
6.	Représentants des PAP Jeunes des villages concernés	1 par village concerné	Membre
7.	Chefs des services départementaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire des départements concernés		Membre
8.	Chefs des services départementaux de l'environnement et du développement durable des départements concernés		Membre
9.	Chefs des services départementaux de l'élevage et des ressources halieutiques des départements concernés	1	Membre
10.	Représentants des responsables coutumiers des villages concernés	COLLECTIVE	Membre
11.	Représentants des CVD des villages concernés	COLICELITE	Membre
12.	Représentants des conseillers des villages concernés	1 par village concerné	Membre
13.	Rapporteurs désignés	2	Membres

Le Comité peut faire appel à d'autres personnes ressources en cas de besoin.

3. Mécanisme de fonctionnement du Comité Local de Gestion des Réclamations

Le traitement des réclamations est une activité à caractère juridique mais le traitement en lui-même est un travail technique qui se fait avec l'assistance technique de l'opérateur chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation. Ainsi dans le cas présent du PAR la typologie probable des réclamations serait la suivante :

- 1 Mauvaise transcription d'un nom de PAP;
- 2 Personnes recensée mais absence du nom sur la liste des PAP;
- 3 Non-conformité des superficies mesurées ;

_

^{2&}lt;u>NB</u>: le CLGR sera mis en place par arrêté départemental ou communal après désignation des membres par les structures citées dans le tableau ci-dessus

- 4 Personne non recensée;
- 5 Mauvaise identification des spéculations pratiquées ;
- 6 Usurpation de titre ou de biens appartenant à autrui;
- 7 Rejet du statut de l'occupant du champ etc.

Pour le traitement des réclamations, une démarche en trois étapes peut être adoptée :

- 1. L'enregistrement des réclamations ;
- 2. Le traitement technique des réclamations;
- 3. Le traitement juridique des réclamations.

4. L'enregistrement des réclamations

L'enregistrement des réclamations relève du CLGR. Cependant pour des soucis d'efficacité et de respect des délais impartis à la mission, cette tâche sera réalisée par le consultant au côté du CLGR et pour son compte. Le consultant s'organise pour mettre en place une équipe chargée de collecter toutes les réclamations et les documents autant qu'il le peut. Cette activité doit démarrer avant la fin de l'affichage des listes des PAP afin qu'une fois le temps d'affichage achevé, le CLGR peut statuer rapidement et donner suite à chaque réclamation. Une fiche d'enregistrement des réclamations est produite à cet effet.

5. Le traitement technique des réclamations

Il s'agit pour le consultant de passer en revue chaque réclamation pour juger de sa validité ou pas. Cette vérification permettra ultérieurement de faciliter le travail du CLGR. La vérification technique touche l'ensemble des réclamations. Ainsi par exemple si une superficie ou un bâtiment ont été mal mesurés, le consultant pourra vérifier cela sur le terrain et compléter ainsi le dossier de réclamation à soumettre au CLGR pour trancher la plainte en question. Dans le cas où le consultant rencontrera des cas qu'il ne peut traiter sur le plan technique, la réclamation sera soumise telle quelle au CLGR qui décidera de la suite à donner.

En général le premier niveau de traitement est la revue de la base de données pour corriger les erreurs et omissions éventuelles. Cette vérification permet de faire ressortir quelques noms de PAP que la manipulation de la base de données aurait fait disparaître. Le deuxième niveau de traitement sera de procéder aux tractages des champs de superficies non conformes des PAP, nombre incomplet de champs ou de maisons ou de tout autre bien (la PAP réclame plus de biens impactés que le nombre affiché).

6. Le traitement juridique des réclamations/session du CLGR

Le comité devra fonctionner en sessions. Pour le cas présent, une session d'un jour peut être organisée et se déroulera comme suit :

1. Cette journée de travail est suffisante pour permettre au CLGR de faire le point des résultats atteints et renvoyer pour traitement technique les réclamations qui font l'objet d'un certain doute sur leur véracité ou que le traitement technique réalisé par le consultant n'est pas accepté par le CLGR. Il y a aussi les cas de traitement qui ne sont pas approuvés par la PAP.

- 2. Si des réclamations sont soumises au consultant pour un deuxième traitement technique, il reviendra au consultant d'évaluer le temps nécessaire pour ce traitement.
- 3. Une fois le deuxième traitement technique réalisé, une dernière journée suffira aux CLGR pour statuer définitivement sur les réclamations. Les résultats issus de la session du CLGR seront soumis au Comité Provincial d'Enquêtes et de Négociations pour validation.

7. Frais de fonctionnement du CLGR

Par soucis de minimisation des coûts liés au fonctionnement, le CLGR fonctionnera en sessions. La prise en charge des membres doit se limiter aux perdiems et frais de transport de participation et par jour de session.

Au moins deux (02) sessions d'une journée chacune sont envisagées par mois : une session en début et une session en fin de chaque mois de mise en œuvre du PAR avant la validation du traitement des réclamations du CLGR par le comité provincial sont nécessaires. Une ou plusieurs sessions extraordinaires peuvent également être organisées en cas de besoins.

Seulement les représentants des villages concernés par le projet feront partie du CLGR. De même, les représentants des services techniques, de l'administration et des communes seront mobilisés pour la tenue des sessions du CLGR.

11.12.

11.13. ANNEXE 2: LISTE DES PAP ET DES BIENS AFFECTES

Tableau 42 : Liste des PAP perdant des infrastructures d'habitation et annexes

Nu	Com		Pistes Pistes		Préno	Nom	Préno	Type	Numéro	Date	Nu	Sex	Désignatio	Type	Ту	Тур	Dimen	Compens
mQ	mun	alité			m	Répon	m	Pièce ID	Pièce ID	Etabliss	m	e	n	Maison	pe	e	sion au	ation bât
uest	es	S		el	Offici	dant	Officie			ement	Tel		infrastructu		Sol	Mur	sol	
0.000					el		1						re			S	~~~	
							Répon									~		
							dant											
				OUE						27/10/2	713	Ma						
178	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	Amid				B727085	27/10/2	393	scu						
0	é	a	(RG Nord)	OGO	ou			CNIB	3	010	01	lin						20 000
			,	OUE						07/10/0		Ma						
178	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	Amid				B727085	27/10/2 010		scu						
0	é	a	(RG Nord)	OGO	ou			CNIB	3	010		lin						50 000
				OUE						27/10/2		Ma						
178	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	Amid				B727085	010		scu						
0	é	a	(RG Nord)	OGO	ou			CNIB	3	010		lin						35 000
														Case				
				OUE						23/07/2	727	Ma		ronde				
271	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	BOU				B631680	013	242	scu	Maison	traditionne	Dal	BN		
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0		30	lin	principale	lle	le	R	15; 60	70 000
				OUE						23/07/2		Ma						
271	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	BOU				B631680	013		scu	2ème	Banco+pai	Dal	BN	3,5*3*	
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0	013		lin	maison	lle	le	R	1,70	75 000
				OUE						23/07/2		Ma						
271	Bagr	Bég			BOU				B631680	013		scu	3ème	Banco+pai	Dal	BN	3,5*3*	
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0	013		lin	maison	lle	le	R	1,70	75 000
				OUE						23/07/2		Ma						
271	_	Bég	Béga-Boakla	DRA	BOU				B631680	013		scu			Sa	BN	4*2*0,	
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0	013		lin	Cuisine	Autres	ble	R	5	20 000
				OUE						23/07/2		Ma						
271		Bég	Béga-Boakla		BOU				B631680	013		scu			Sa		2*1,5*	
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0	013		lin	Douches	Autres	ble	BR	0,5	25 000

Nu mQ	Com mun	Loc alité	Pistes	Nom Offici	Préno m	Nom Répon	Préno m	Type Pièce ID	Numéro Pièce ID	Date Etabliss	Nu m	Sex e	Désignatio n	Type Maison	Ty pe	Typ e	Dimen sion au	Compens ation bât
uest	es	S		el	Offici	dant	Officie			ement	Tel		infrastructu		Sol	Mur	sol	
					el		l Déman						re			S		
							Répon dant											
				OUE			dant			02/07/2		Ma						
271	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	BOU				B631680	23/07/2 013		scu			Sa		3,5*3,5	
2	é	a	(RG Nord)	OGO	KARE			CNIB	0	013		lin	Hangar	Autres	ble	NR	*2	10 000
														Case				
272	D	D.	D	OUE	NEBO				D 40 4002	18/02/2		Ma		ronde	D 1	DM	0.20	
273	Bagr é	Bég a	Béga-Boakla (RG Nord)	DRA OGO	UAO GA	ZORE	BEBE	CNIB	B424803 2	010		scu lin	Maison principale	traditionne lle	Dal le	BN R	9,20; 1,70	70 000
	C	а	(KG Noiu)	OUE	UA	ZOKE	DEDE	CNID			601	Ma	principale	IIC .	10	K	1,70	70 000
178	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	Romu			Acte de			089	scu						
2	é	a	(RG Nord)	OGO	ald			naissance	418		58	lin						
														Case				
2=2	_	D (D. D. 11	OUE		D. TO. 1	morra			06/08/1	729	Ma		ronde	. .			
273	Bagr é	Bég	Béga-Boakla (RG Nord)	DRA OGO	TALA TO	DIPA MA	TOUS MA	Acte de	553	979	291 16	scu lin	2ème maison	traditionne lle	Dal	BR	11; 1,70	70 000
3	е	a	(RG Nora)	OGO	10	MA	MA	naissance	333		10	1111	maison	Case	le	BK	1,70	70 000
				OUE						06/08/1		Ma		ronde				
273	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	TALA	DIPA	TOUS	Acte de		979		scu		traditionne	Dal		11;	
3	é	a	(RG Nord)	OGO	TO	MA	MA	naissance	553			lin	Cuisine	lle	le	BR	1,70	20 000
				OUE						06/08/1		Ma						
273			Béga-Boakla	DRA	TALA	DIPA	TOUS	Acte de	550	979		scu	D 1		Sa	BN	3,5*2,5	25.000
3	é	a	(RG Nord)	OGO OUE	ТО	MA	MA	naissance	553			lin Ma	Douches	Autres	ble	R	*1,5	25 000
273	Bagr	Bég	Béga-Boakla	DRA	TALA	DIPA	TOUS	Acte de		06/08/1		scu					14,5*7	
3	é	a	(RG Nord)	OGO	TO	MA	MA	naissance	553	979		lin	Clôture	Autres			*1,5	50 750
																	7-	
														Case				
				SAW						11/03/1	628	Ma		ronde				
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla		ADA			Acte de	07177	997	318	scu	Maison	traditionne	Sa	BN	13;	7 0.000
8	é	a	(RG Nord)	GO	MA			naissance	97177		73	lin	principale	lle	ble	R	1,70	70 000

Nu	Com	Loc	Pistes	Nom	Préno	Nom	Préno	Type	Numéro	Date	Nu	Sex	Désignatio	Type	Ту	Тур	Dimen	Compens
mQ	mun	alité		Offici		Répon	m Official	Pièce ID	Pièce ID	Etabliss	m T-1	e	n : C	Maison	pe C-1	e	sion au	ation bât
uest	es	S		el	Offici	dant	Officie			ement	Tel		infrastructu		Sol	Mur	sol	
					el		Répon						re			S		
							dant											
							uant							Case				
				SAW						11/03/1		Ma		ronde				
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla		ADA			Acte de		997		scu	2ème	traditionne	Sa	BN	13;	
8	é	a	(RG Nord)	GO	MA			naissance	97177			lin	maison	lle	ble	R	1,70	70 000
			(1 / 1 / 1 / 1 / 1 / 1 / 1 / 1 / 1 / 1											Case			7	
				SAW						16/08/2	721	Ma		ronde				
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla	SAD	SIBIR				B243220	010	770	scu	Maison	traditionne	Dal		10;	
4	é	a	(RG Nord)	OGO	I			CNIB	8		12	lin	principale	lle	le	BR	1,60	70 000
														Case				
				SAW						16/08/2		Ma		ronde				
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla		SIBIR				B243220	010		scu	2ème	traditionne	Dal		10;	
4	é	a	(RG Nord)	OGO	I			CNIB	8			lin	maison	lle	le	BR	1,60	70 000
														Case				
				SAW						16/08/2		Ma		ronde				
272		Bég	Béga-Boakla		SIBIR			~~~~	B243220	010		scu	3ème	traditionne	Dal		10;	
4	é	a	(RG Nord)	OGO	I			CNIB	8			lin	maison	lle	le	BR	1,60	70 000
272	ъ	D.	D/ D 11	SAW	CIDID				D0 40000	16/08/2		Ma				DM	24241	
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla		SIBIR			CNID	B243220	010		scu	D 1		Sa	BN	3*2*1,	25,000
4	é	a	(RG Nord)	OGO SAW	1			CNIB	8			lin	Douches	Autres	ble	R	5	25 000
272	Door	Dá~	Dágo Doolala	SAW	SIBIR				B243220	16/08/2		Ma						
$\begin{vmatrix} 2/2 \\ 4 \end{vmatrix}$	Bagr é	Bég	Béga-Boakla (RG Nord)	OGO	I			CNIB	8	010		scu lin	Grenier				4*3*2	30 000
4	C	a	(NO NOIU)	SAW	1			CNID	O			Ma	Greiner				4.3.2	30 000
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla	SAD	SIBIR				B243220	16/08/2		scu			Sa		3*3*1,	
$\begin{vmatrix} 2/2 \\ 4 \end{vmatrix}$	é	a	(RG Nord)	OGO	I			CNIB	8	010		lin	Hangar	Huttes	ble	NR	71	10 000
_		u	(1014)	550	*			CIND	3			1111	11411541	Case	010	111	/ 1	10 000
				SAW						16/08/2		Ma		ronde				
272	Bagr	Bég	Béga-Boakla		SIBIR				B243220	010		scu		traditionne	Sa	BN		
4	é	a	(RG Nord)	OGO	I			CNIB	8			lin	Enclos	lle	ble	R	10; 1,5	35 000
177	Bagr	Bég	Béga-Boakla		Karim			CNIB	B325397	11/03/2	726	Ma						20 000

Nu	Com		Pistes	Nom	Préno	Nom	Préno	Type	Numéro	Date	Nu	Sex	Désignatio	Type	Ty	Тур	Dimen	Compens
mQ	mun	alité		Offici	m	Répon	m	Pièce ID	Pièce ID	Etabliss	m	e	n	Maison	pe	e	sion au	ation bât
uest	es	S		el	Offici	dant	Officie			ement	Tel		infrastructu		Sol	Mur	sol	
					el		1						re			S		
							Répon											
			(DCM 1)	CO			dant		1	010	7.40							
/	é	a	(RG Nord)	GO					1	010	749	scu						
											31	lin						
177	ъ	D.	D	ZON					D205207	11/03/2		Ma						
177		Bég	Béga-Boakla	GO	Vanima			CNID	B325397	010		scu lin						10.000
/	é	a Gou	(RG Nord)	KOU	Karim			CNIB	1									10 000
180	Bagr	dayi	Béga-Boakla			KOUR	Mouss					Ma						
2	é	ré	(RG Nord)	GO	Bila	AOGO		Aucune				scu lin						10 000
2	6	Gou	(KO Nolu)	00	Dila	AUGU	а	Aucuile			625	Ma						10 000
179	Bagr	dayi	Béga-Boakla	OIIII					B243234	06/08/2	264	scu						
8	é	ré	(RG Nord)	I	Pierre			CNIB	4	010	39	lin						25 000
		Gou	(ROTIOIU)	1	Ticric			CIVID			37	Ma						23 000
179	Bagr		Béga-Boakla	OUIL					B243234	06/08/2		scu						
8	é	ré	(RG Nord)	I	Pierre			CNIB	4	010		lin						10 000
		Gou	(,					- '		0.6/0.0/0		Ma						
179	Bagr	dayi	Béga-Boakla	OUIL					B243234	06/08/2		scu						
8	é	ré	(RG Nord)	I	Pierre			CNIB	4	010		lin						35 000
		Gou	,							10/00/1		Ma						
179	Bagr	dayi	Béga-Boakla	ZIDN				Acte de		10/09/1 986		scu						
0	é	ré	(RG Nord)	ABA	Alaye			naissance	3601	980		lin						30 000
		Gou								08/12/2		Ma						
179	Bagr	dayi	Béga-Boakla			ZIDN		Acte de		011		scu						
1	é	ré	(RG Nord)	ABA	Salif	ABA	Alaye	naissance	3721	011		lin						10 000
		Ham	Bittou-							29/06/2	602	Ma						
240	Bitto	dala	Extension	SON	Hamid			Acte de	4504201	012	545	scu			Sa			
6	u	ye	extrême Sud	DE	ou			naissance	2	012	85	lin	Douches	Huttes	ble	В		25 000

Tableau 43 : Liste des PAP perdant des terres et revenus agricoles

<u> rai</u>	oleau 43 :		es rar p				ius agr	icores								
N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		е	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q					1	T	_	e ID	e ID	nt					tair	nsatio
ue					1	1	t	CID	CID	110				latio	e	n
st							l C								C	11
50			Bagré-											n		
		Bagr	Zone						Do 4			3.6				
22	D /	é-	pastora	BALB	Inouss			CNI	B04	03/07/	F0515151	Mas	ъ.	000	233	00 221
52	Bagré	Villa	le de		a			В	7702	2008	70515171	culi	Riz	882	000	$20\ 551$
		ge	Doubég						2			n				
		8-	ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone									Мас	NI: 4h 4/			
31	D /	é-	pastora	BALB	Norao			CNI	b151	04/09/	63100512		Niébé/	100	187	1 075
94	Bagré	Villa	le de	ONE	go			В	2450	2009	63100312	culi	Harico	100	500	1 875
		ge	Doubég									n	t			
		O	ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone									Мос				
31	D (é-	pastora	BALB	Norao			CNI	b151			Mas	Arachi	685	118	0.100
94	Bagré	Villa	le de	ONE	go			В	2450			culi	de	680	625	8 126
		ge	Doubég									n				
			ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone						D15			Mac				
31	D (é-	pastora	BALB	Norao			CNI	B15	04/09/	C0100F10	Mas	Sorgh	405	105	4 400
94	Bagré	Villa	le de	ONE	go			В	1245	2009	63100512	culi	0	425	000	4 463
		ge	Doubég		=				0			n				
			ué													
22	Bagré	Bagr	Bagré-	BALB	A			CNI	B08	10/07/	62050640	Mas	Coton	100	181	1 820

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q					1	T	ndan	e ID	e ID	nt				spécu	tair	nsatio
ue							\mathbf{t}							latio	e	n
st														n		
53		é-	Zone	ONE	recher			В	1004	2008		culi			980	
		Villa	pastora		cher				7			n				
		ge	le de													
			Doubég													
			ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone						B72			Mas				
12	Bagré	é-	pastora		Momi			CNI	8092	24/11/	61753412	culi	Coton	135	181	$2\ 457$
96	Dagre	Villa	le de	ONE	ni			В	4	2010	01700412	n	Coton	100	980	2 401
		ge	Doubég						4			11				
			ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone	BOUN		BOUN						Mas				
22	Bagré	é-	pastora	DAOG	Dayen	DAOG	Ali	Auc				culi	Arachi	200	118	2 373
54	Dagic	Villa	le de	0	de	0	7 111	une				n	de	200	625	2010
		ge	Doubég	O								11				
			ué													
			Bagré-													
		Bagr	Zone						B61			Mas				
12	Bagré	é-		DIALL	Allou			CNI	4305	29/10/	72272337	culi	Mais	298	113	3 371
98	Dagic	Villa	le de	O	Tillou			В	7	2010	12212001	n	Wais	250	125	0 011
		ge	Doubég						•			11				
			ué													
															#DI	
															V/0	
															!	

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 27	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BAGA GNAN	Salam			CNI B	B11 5163 6	17/03/ 2009	70439492	Mas culi n	Riz	500	233 000	11 650
27 27	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BAGA GNAN	Salam			CNI B	B11 5163 6			Mas culi n	Mais	500	113 125	5 656
27 27	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BAGA GNAN	Salam			CNI B	B11 5163 6			Mas culi n	Sorgh o	230	105 000	2 415
18 20	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BANS E	Souley mane			CNI B	B64 5867 0	11/01/ 2012		Mas culi n	Arachi de	410	118 625	4 864
18 20	Bagré	Béga 2	RR9 piste	BANS E	Souley mane			CNI B	B64 5867			Mas culi	Niébé/ Harico	120	187 500	2 250

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff / spécu latio	t	Monta nt compe nsatio n
SU			Béga- Boakla RG nord						0			n	t	n		
18 20	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BANS E	Souley mane			CNI B	B64 5867 0			Mas culi n	Sésam e	300	191 240	5 737
17 69	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BIKIE NGA	Binta			CNI B	B59 0564 2	03/11/ 2010		Fém inin	Gomb o	270	1 500 000	40 500
17 66	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABR E	Bagab oure Drissa			CNI B	B40 5841 6	03/03/ 2010		Mas culi n	Mais	1005	113 125	11 369
17 66	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla	DABR E	Bagab oure drissa			CNI B	B40 5841 6			Mas culi n	Mil	804	105 000	8 442

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
17 66	Bagré	Béga 2	RG nord RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABR E	Bagab oure drissa			CNI B	B40 5841 6			Mas culi n	Sésam e	201	191 240	3 844
18 21	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABR E	Mami na			CNI B	B73 4230 2	23/09/ 2010	75647106	Fém inin	Sésam e	620	191 240	11 857
18 21	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABR E	Mami na			CNI B	B73 4230 2			Fém inin	Arachi de	220	118 625	2 610
27 07	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DIALL A	Salfo			CNI B	B46 1442 1	22/10/ 2013	70401989	Mas culi n	Mais	620	113 125	7 014

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 08	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DIALL A	Salfo			CNI B	B46 9492 1	22/10/ 2013	70401989	Mas culi n	Mil	140	105 000	1 470
27 08	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DIALL A	Salfo			CNI B	B46 9492 1			Mas culi n	Riz	100	233 000	2 330
27 09	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DIALL A	Salfo			CNI B	B46 1442 1	22/10/ 2013	70401989	Mas culi n	Riz	1750	233 000	40 775
18 22	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	GNAG ON	Zeloub e			CNI B	B73 4009 7	23/09/ 2010	76816524	inin	Arachi de	250	118 625	2 966
18 22	Bagré	Béga 2	RR9 piste	GNAG ON	Zeloub e			CNI B	B73 4009				Sésam e	360	191 240	6 885

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Béga- Boakla RG nord						7							
18 22	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	GNAG ON	Zeloub e			CNI B	B73 4009 7			Fém inin	Mais	360	113 125	4 073
17 84	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	GUEN E	Drissa			CNI B	B53 4523 0	21/08/ 2013	72617296	Mas culi n	Sésam e	260	191 240	4 972
17 84	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	GUEN E	Drissa			CNI B	B53 4523 0			Mas culi n	Gomb o	250	1 500 000	37 500
17 83	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla	GUEN E	Issaka			CNI B	B26 0440 0	03/08/ 2010	72248759	Mas culi n	Arachi de	170	118 625	2 017

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord													
17 83	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	GUEN E	Issaka			CNI B	B26 0440 0			Mas culi n	Sorgh o	250	105 000	2 625
27 10	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	IMA	Ousm ane			CNI B	B37 5320 5	19/08/ 2010	60592402	Mas culi n	Mais	1392	113 125	15 747
27 11	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	IMA	Ousm ane			CNI B	B37 5320 5	19/02/ 2010	60592402	Mas culi n	Sorgh o	1840	105 000	19 320
27 11	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	IMA	Ousm ane			CNI B	B37 5320 5			Mas culi n	Mais	1840	113 125	20 815

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 11	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	IMA	Ousm ane			CNI B	B37 5320 5			Mas culi n	Sésam e	40	191 240	765
27 16	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Céline			Acte de nais sanc e	1112	30/05/ 2014		Fém inin	Mais	100	113 125	1 131
27 16	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Céline			Acte de nais sanc e	1112			Fém inin	Sorgh o	100	105 000	1 050
27 26	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Hama do			CNI B	B25 5806 6	04/08/ 2010	71169617	Mas culi n	Coton	900	181 980	16 378
27 19	Bagré	Béga 2	RR9 piste	KABO RE	Issa			CNI B	B35 2633	01/03/ 2010	63516225	Mas culi	Riz	140	233 000	3 262

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Béga- Boakla RG nord						4			n				
27 19	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Issa			CNI B	B35 2633 4			Mas culi n	Mais	140	113 125	1 584
27 19	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Issa			CNI B	B35 2633 4			Mas culi n	Sorgh o	140	105 000	1 470
17 72	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Salam			CNI B	B18 1184 4	06/05/ 2005		Mas culi n	Sésam e	835	191 240	15 969
17 72	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla	KABO RE	Salam			CNI B	B18 1184 4			Mas culi n	Coton	555	181 980	10 100

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord RR9													
17 72	Bagré	Béga 2	piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Salam			CNI B	B18 1184 4			Mas culi n	Niébé/ Harico t	280	187 500	5 250
27 17	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Yamd e			Acte de nais sanc e	986	23/04/ 1986	71806243	Mas culi n	Riz	100	233 000	2 330
27 18	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Yamd e			Acte de nais sanc e	986	23/04/ 1986	71806243	Mas culi n	Mais	300	113 125	3 394
27 18	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Yamd e			Acte de nais sanc e	986			Mas culi n	Mil	90	105 000	945

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
17 70	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KANB ONE	Salam			CNI B	B25 6017 1	04/08/ 2010	70817199	Mas culi n	Sésam e	940	191 240	17 977
17 74	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KIEN DGA	Ipala mouss a	OUED RAOG O	Balk issa	Acte de nais sanc e	285	25/06/ 2013	70435360	Mas culi n	Mais	40	113 125	453
17 74	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KIEN DGA	Ipala mouss a	OUED RAOG O	Balk issa	Acte de nais sanc e	285			Mas culi n	Riz	15	233 000	350
17 73	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KIETE GA	ane	ZIDW ENBA	Ras mata	CNI B	B59 0699 9	03/11/ 2010	73107532	Mas culi n	Sésam e	620	191 240	11 857
17 73	Bagré	Béga 2	RR9 piste	KIETE GA	Ousm ane	ZIDW ENBA	Ras mata	CNI B	B59 0699			Mas culi	Mais	210	113 125	2 376

N u	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m	NOM REPO	Prén om	Typ e	Num éro	Date Etabli	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie	Coû t	Monta nt
m Q ue st					Officie 1	NDAN T	Répo ndan t	Pièc e ID	Pièc e ID	sseme nt				aff / spécu latio n	uni tair e	compe nsatio n
80			Béga- Boakla RG nord						9			n				
17 75	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KIETE GA	Ousm ane			CNI B	B59 0699 9	03/11/ 2010	73107532	Mas culi n	Riz	645	233 000	15 029
17 75	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KIETE GA	Ousm ane			CNI B	B59 0699 9			Mas culi n	Mil	325	105 000	3 413
27 20	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Amido u			CNI B	B72 7085 3	27/10/ 2010	71339301	Mas culi n	Mais	590	113 125	6 674
27 21	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla	OUED RAOG O	Amido u			CNI B	B72 7085 3	27/10/ 2010	71339301	Mas culi n	Mil	135	105 000	1 418

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord													
27 21	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Amido u			CNI B	B72 7085 3			Mas culi n	Mais	135	113 125	1 527
27 13	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0	23/07/ 2013	72724230	Mas culi n	Gomb o	150	1 500 000	22 500
27 13	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0			Mas culi n	Riz	400	233 000	9 320
27 13	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0			Mas culi n	Mais	300	113 125	3 394

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 14	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0	23/07/ 2013	72724230	Mas culi n	Gomb o	250	1 500 000	37 500
27 14	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0			Mas culi n	Riz	250	233 000	5 825
27 14	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0			Mas culi n	Soja	250	130 850	3 271
27 15	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Bouka ré			CNI B	B63 1680 0	23/07/ 2013	72724230	Mas culi n	Mil	455	105 000	4 778
27 15	Bagré	Béga 2	RR9 piste	OUED RAOG	Bouka ré			CNI B	B63 1680			Mas culi	Mais	455	113 125	5 147

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	е	éro	Etabli		e	ation	rficie	\mathbf{t}	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff_ /	uni	compe
Q					1	T	ndan	e ID	e ID	nt				_	tair	nsatio
ue							t							latio	е	n
st			Béga-	0					0			n		n		
			Boakla	U					U			n				
			RG													
			nord													
			RR9													
			piste	OHED					D#1			3 E			4	
24	D /	Béga	Béga-	OUED	Hama			CNI	B51	24/09/	60007000	Mas	Gomb	401	1	00.150
32	Bagré	2	Boakla	RAOG O	do			В	$\begin{array}{c} 7502 \\ 0 \end{array}$	2013	62937822	culi	0	401	500 000	60 150
			RG									n			000	
			nord													
			RR9													
0.5		D/	piste	OUED	TT			CATT	B51	0.4/0.0/		Mas			105	
27 31	Bagré	Béga 2	Béga- Boakla	RAOG	Hama do			CNI B	7502	24/09/ 2013	62937822	culi	Mil	700	105 000	7 350
31		4	RG	O	αο			D	0	2013		n			000	
			nord													
			RR9													
			piste	OTTED					D = 4			3.5				
27	D /	Béga	Béga-	OUED	Hama			CNI	B51			Mas	D.	010	233	14010
31	Bagré	2	Boakla	RAOG O	do			В	$\begin{bmatrix} 7502 \\ 0 \end{bmatrix}$			culi	Riz	610	000	14 213
			RG	U					U			n				
			nord													
			RR9						B24			Mas				
17	Bagré	Béga	piste	SAWA	Awa			CNI	3158	06/08/	60254389	culi	Mais	2720	113	30 770
71		2	Béga-	DOGO	Ξ2α			В	7	2010	3231300	n			125	
			Boakla						•							

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord RR9													
17 71	Bagré	Béga 2	piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Awa			CNI B	B24 3158 7			Mas culi n	Ignam e	680	1 600 000	108 800
17 79	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Bouka ré			CNI B	B33 4063 2	24/03/ 2010	62895091	Mas culi n	Mais	640	113 125	7 240
27 23	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Sibiri			Acte de nais sanc e	185	13/10/ 1992	72177012	Mas culi n	Mil	1078	105 000	11 319
27 23	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Sibiri			Acte de nais sanc e	185			Mas culi n	Sésam e	1078	191 240	20 616

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 23	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Sibiri			Acte de nais sanc e	185			Mas culi n	Mais	1078	113 125	12 195
27 23	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SAWA DOGO	Sibiri			Acte de nais sanc e	185			Mas culi n	Riz	1078	233 000	25 117
27 25	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SOND E	Bouka ri			CNI B	B24 3120 6	06/08/ 2010	63747252	Mas culi n	Mais	275	113 125	3 111
27 25	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SOND E	Bouka ri			CNI B	B24 3120 6			Mas culi n	Mil	275	105 000	2 888
17 68	Bagré	Béga 2	RR9 piste	YAOG O	Pata Franci			CNI B	B59 0778	03/11/ 2010	61598753	Mas culi	Mais	630	113 125	7 127

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Béga- Boakla RG nord		s				3			n				
17 68	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	YAOG O	Pata Franci s			CNI B	B59 0778 3			Mas culi n	Gomb o	630	1 500 000	94 500
17 67	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZAMP OU	Asseto u			CNI B	B19 3771 0	01/07/ 2010	60809569	Fém inin	Arachi de	275	118 625	3 262
18 19	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZAMP OU	Habib atou			CNI B	B40 1858 6	03/09/ 2010	75977061	Fém inin	Arachi de	1230	118 625	14 591
18 19	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla	ZAMP OU	Habib atou			CNI B	B40 1858 6			Fém inin	Sésam e	640	191 240	12 239

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
27 22	Bagré	Béga 2	RG nord RR9 piste Béga- Boakla RG	ZIDOU EMBA	Ganno aga			CNI B	6792 03	29/01/ 2002	71811788	Mas culi n	Arachi de	450	118 625	5 338
17 76	Bagré	Béga 2	nord RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZONG O	Karim			CNI B	B32 5397 1	11/03/ 2010	72674931	Mas culi n	Riz	370	233 000	8 621
17 78	Bagré	Béga 2	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZONG O	Karim			CNI B	B32 5397 1	11/03/ 2010	72674931	Mas culi n	Mais	117	113 125	1 324
															#DI V/0 !	
17 85	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga-	BOUN DAOG O	Barkis sa			CNI B	B72 6599 4	27/10/ 2010		Fém inin	Sorgh o	450	105 000	4 725

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Boakla RG nord													
27 37	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KAMB ONE	Delwe ndé			CNI B	B36 4830 0	22/02/ 2010	61708287	Mas culi n	Ignam e	400	1 600 000	64 000
27 37	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KAMB ONE	Delwe ndé			CNI B	B36 4830 0			Mas culi n	Ignam e	400	1 600 000	64 000
27 37	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KAMB ONE	Delwe ndé			CNI B	B36 4830 0			Mas culi n	Sésam e	400	191 240	7 650
27 37	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG	KAMB ONE	Delwe ndé			CNI B	B36 4830 0			Mas culi n	Mais	400	113 125	4 525

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			nord RR9													
17 88	Bagré	Boak la	piste Béga- Boakla RG nord	KAMB ONE	Issa			CNI B	B25 1203 9	04/08/ 2010	71503245	Mas culi n	Mais	550	113 125	6 222
17 88	Bagré	Boak la	RR9 piste	KAMB ONE	Issa			CNI B	B25 1203 9			Mas culi n	Sésam e	140	191 240	2 677
27 36	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SANF O	Ousse ni			CNI B	B23 4122 5	25/11/ 2009	60254432	Mas culi n	Mais	695	113 125	7 862
27 36 27	Bagré Bagré	Boak la Boak	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SANF O	Ousse ni Yakob			CNI B	B23 4122 5	27/10/	71630666	Mas culi n	Mil	695 590	105 000 181	7 298

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q ue					1	T	ndan t	e ID	e ID	nt				spécu latio	tair e	nsatio n
st							l t							n	е	11
35		la	piste Béga- Boakla RG nord	О	a			В	8685 5	2010		culi n			980	
17 86	Bagré	Boak la	Boakla RG nord	ZORN E	Asseto u			CNI B	B72 6610 2	27/10/ 2010	73069672	Fém inin	Sorgh o	160	105 000	1 680
17 87	Bagré	Boak la	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	VELE GDA	Mamo unata	VELE GDA	Inou ssa	CNI B	B54 0857 1	19/11/ 2012	70207250/762 07250/782072 50	Fém inin	Sésam e	5310	191 240	101 548
															#DI V/0 !	
18 11	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BABO NE	Salam	BABO NE	Nouf ou	CNI B	B72 6110 5	18/10/ 2010		Mas culi n	Mais	2340	113 125	26 471

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
17 94	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	BIKIE NGA	Ouma rou	BIKIE NGA	Ada ma					Mas culi n	Mais	750	113 125	8 484
17 94	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BIKIE NGA	Ouma rou	BIKIE NGA	Ada ma					Mas culi n	Sorgh o	750	105 000	7 875
17 94	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	BIKIE NGA	Ouma rou	BIKIE NGA	Ada ma					Mas culi n	Riz	750	233 000	17 475
27 39	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	CONG OMBO	Salfo			Auc une				Mas culi n	Riz	400	233 000	9 320
27 39	Bagré	Goud ayiré		CONG OMBO	Salfo			Auc une				Mas culi	Mais	160	113 125	1 810

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Béga- Boakla RG nord									n				
17 95	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABO NE	Alima tou	DIND ANE	Kibs a	CNI B	B49 2950 7	13/05/ 2014		Fém inin	Mais	460	113 125	5 204
17 95	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	DABO NE	Alima tou	DIND ANE	Kibs a	CNI B	B49 2950 7			Fém inin	Arachi de	850	118 625	10 083
17 96	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ILBOU DO	Daguil y	ILBOU DO	Rosa lie	CNI B	B45 4770 1	07/07/ 2014	63693802	Mas culi n	Sorgh o	810	105 000	8 505
17 96	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla	ILBOU DO	Daguil y	ILBOU DO	Rosa lie	CNI B	B45 4770 1			Mas culi n	Coton	1610	181 980	29 299

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
18	Do má	Goud	RG nord RR9 piste Béga-	ILBOU	Lassa			CNI	B25	04/08/	£1920199	Mas	Maia	690	113	7.014
07	Bagré	ayiré	Boakla RG nord RR9	DO	ne			В	5805	2010	61239122	culi n	Mais	620	125	7 014
18 07	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	ILBOU DO	Lassa ne			CNI B	B25 5805 1			Mas culi n	Sorgh o	450	105 000	4 725
18 00	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABA WA	Issaka			CNI B	B20 9265 3	23/10/ 2009	78767816	Mas culi n	Riz	250	233 000	5 825
18 01	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABA WA	Mouss a	KABA WA	Issa ka	CNI B	B21 4392 1	23/10/ 2009	70104393	Mas culi n	Sorgh o	2230	105 000	23 415

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
17 93	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	KABO RE	Bombi Ali			CNI B	B59 9255 0	25/10/ 2010	73098170	Mas culi n	Riz	11	233 000	256
17 93	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Bombi Ali			CNI B	B59 9255 0			Mas culi n	Mais	28	113 125	317
18 14	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Hado			CNI B	B43 5691 1	29/09/ 2011	60431565	Mas culi n	Mil	610	105 000	6 405
27 38	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	KABO RE	Issa			CNI B	B59 0778 2	03/11/ 2010		Mas culi n	Riz	985	233 000	22 951
27 38	Bagré	Goud ayiré		KABO RE	Issa			CNI B	B59 0778			Mas culi	Gomb o	985	1 500	147 750

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route Béga-	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Boakla RG nord						2			n			000	
27 38	Bagré	Goud ayiré	_	KABO RE	Issa			CNI B	B59 0778 2			Mas culi n	Sésam e	985	191 240	18 837
27 38	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Issa			CNI B	B59 0778 2			Mas culi n	Mais	985	113 125	11 143
18 18	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	KABO RE	Ousm ane			CNI B	B59 9257 6	25/10/ 2010	60449873	Mas culi n	Coton	540	181 980	9 827
18 18	Bagré	Goud ayiré	-	KABO RE	Ousm ane			CNI B	B59 9257 6			Mas culi n	Sorgh o	450	105 000	4 725

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord RR9													
18 08	Bagré	Goud ayiré	piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Youga			CNI B	B28 8275 5	18/02/ 2010	70806694	Mas culi n	Mais	531	113 125	6 007
18 08	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Youga			CNI B	B28 8275 5			Mas culi n	Niébé/ Harico t	177	187 500	3 319
18 08	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KABO RE	Youga			CNI B	B28 8275 5			Mas culi n	Riz	472	233 000	10 998
17 92	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KAFA NDO	Issa			CNI B	B61 4230 0	29/10/ 2010	71434617	Mas culi n	Mais	240	113 125	2 715

$\begin{array}{c} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{array}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
17 92	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	KAFA NDO	Issa			CNI B	B61 4230 0			Mas culi n	Gomb o	270	1 500 000	40 500
18 04	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KANA ZOE	Issouf			CNI B	B48 5712 0	27/03/ 2014	70409466	Mas culi n	Niébé/ Harico t	830	187 500	15 563
18 02	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	KOUR AOGO	Yemd aogo			CNI B	B70 6409 5	18/10/ 2010	71302272	Mas culi n	Mais	260	113 125	2 941
18 02	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	KOUR AOGO	Yemd aogo			CNI B	B70 6409 5			Mas culi n	Mil	620	105 000	6 510
18 09	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste	NIAM PA	Salfo			CNI B	B45 9106	10/06/ 2011	71339981	Mas culi	Sésam e	980	191 240	18 742

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
			Béga- Boakla RG nord						9			n				
18 10	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Issouf			CNI B	B14 9760 8	31/08/ 2009	70068734	Mas culi n	Mais	900	113 125	10 181
18 10	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Issouf			CNI B	B14 9760 8			Mas culi n	Riz	225	233 000	5 243
18 10	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	OUED RAOG O	Issouf			CNI B	B14 9760 8			Mas culi n	Sésam e	225	191 240	4 303
17 97	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla	OUILI	Rapha el			CNI B	B20 9243 9	23/10/ 2009	63693802	Mas culi n	Mais	850	113 125	9 616

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			RG nord													
17 97	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	OUILI	Rapha el			CNI B	B20 9243 9			Mas culi n	Arachi de	760	118 625	9 016
18 05	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SANA	Abdou			CNI B	B70 8668 2	28/10/ 2010	70611851	Mas culi n	Sésam e	470	191 240	8 988
18 05	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SANA	Abdou			CNI B	B70 8668 2			Mas culi n	Niébé/ Harico t	720	187 500	13 500
18 06	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SANA	Waha bou			CNI B	B39 4891 6	25/08/ 2010	72052977	Mas culi n	Mais	351	113 125	3 971

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
18 06	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	SANA	Waha bou			CNI B	B39 4891 6			Mas culi n	Sorgh o	819	105 000	8 600
18 12	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SINDB EOGO	Yamd are Mouni			CNI B	B59 1178 7	03/11/ 2010	71133099	Mas culi n	Mais	1710	113 125	19 344
18 16	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	SORG HO	Bousi	YEMB ONE	Ada ma	CNI B	B20 9227 8	23/10/ 2009	70149741	Mas culi n	Mais	640	113 125	7 240
18 13	Bagré	Goud ayiré	Boakla RG nord	ZABS ONRE	Ousse ni			Acte de nais sanc e	884	28/05/ 2014	72244016	Mas culi n	Riz	1320	233 000	30 756
18 13	Bagré	Goud ayiré	RR9 piste	ZABS ONRE	Ousse ni			Acte de	884			Mas culi	Mais	650	113 125	7 353

		D.				ndan t	e ID	Pièc e ID	sseme nt				aff / spécu latio		compe nsatio n
		Béga- Boakla RG nord					nais sanc e				n		n		
Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZIDNA BA	Alaye			Acte de nais sanc e	3601	10/09/ 1986	61701228	Mas culi n	Mais	1510	113 125	17 082
Bagré	Goud ayiré	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	ZIDW EMBA	Nongd o Joann y			Auc			63693802	Mas culi n	Sorgh o	490	105 000	5 145
														#DI V/0 !	
Bagré	Sang aboul é	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BARR Y	Moum			CNI B	B61 4332 4	29/10/ 2010	70366885	n	Riz	184	233 000	4 287
	Bagré Bagré	Bagré ayiré Bagré Goud ayiré Sang aboul é	Bagré Goud Béga- Boakla RG nord RR9 piste Boakla RG nord RR9 piste Béga- Boakla RG nord RR9 piste Béga- Boakla RG nord RR9 piste Boakla RG nord	Bagré Goud ayiré Béga- Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Boakla ayiré Béga- Boakla RG nord Boakla RG nord Boakla RG nord EMBA RG nord EMBA RG nord BARR Boakla RG nord BARR Boakla RG nord BARR RG nord	Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Boakla RR9 piste Béga- Boakla ayiré Boakla RG nord RR9 piste Béga- Boakla RG nord BARR Y Moum ini	Bagré Goud ayiré Béga- Bagré Goud ayiré Boakla RG nord RR9 piste BA RR9 piste Bega- RR9 piste Béga- Boakla RG nord Béga- Boakla RG nord Béga- Boakla RG nord Bega- Boakla RG nord BARR Moum ini	Bagré Goud ayiré Béga-Boakla RG nord RR9 piste Boakla RG nord RR9 piste Béga-Boakla RG nord RR9 piste Bóakla RG nord RR9 piste	Bagré Goud ayiré Béga-Boakla RG nord RR9 piste Béga-Boakla ayiré Boakla RG nord RR9 piste Béga-Boakla RG nord RR9 piste Béga-Boakla RG nord RG nord RG Noum ini CNI B	Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Bagré Goud ayiré Boakla RG nord Bagré Ba	Bagré Goud ayiré Béga- Bagré Bagré Goud ayiré Bagré Ba	Bagré Goud ayiré Béga-Boakla RG nord Sang aboul é RR9 piste Béga-Boakla RG nord Sang aboul é RARR NG nord Sang abou	Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Bagré	Bagré Goud ayiré Béga- Boakla RG nord Bagré Béga- Bagré Bagré Bagré Bagré Bagré Bagré Piste Béga- Bagré Bagr	Bagré Goud ayiré Béga-Boakla RG nord Bagré Sang aboul é RR9 piste Béga-Boakla RG nord Bagré Sang aboul é RR9 piste Béga-Boakla RG nord Bagré Papiste Béga-Boakla RG nord Bagré Sang aboul é RR9 piste Béga-Boakla RG nord Bagré Boakla RG nord Bagré Bagré Béga-Boakla RG nord Bagré Bagr	Bagré Goud ayiré Bagara ayiré

N u m Q ue	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
17		aboul é	piste Béga- Boakla RG nord	Y	ini			В	4332			culi n		n	125	
18 17	Bagré	Sang aboul é	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	BARR Y	Moum			CNI B	B61 4332 4			Mas culi n	Sorgh o	368	105 000	3 864
18 15	Bagré	Sang aboul é	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	YEMB ONE	Adam a			CNI B	B46 3017 4	03/05/ 2012	70055121	Mas culi n	Coton	190	181 980	3 458
18 15	Bagré	Sang aboul é	RR9 piste Béga- Boakla RG nord	YEMB ONE	Adam a			CNI B	B46 3017 4			Mas culi n	Mais	570	113 125	6 448
															#DI V/0 !	

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
22 55	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	BARR Y	Idriss a	BARR Y	Abdo ul Sala m				72272142	Mas culi n	Mil	150	105 000	1 575
12 99	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Bourei ma			CNI B	B48 5636 7	27/03/ 2014	71012987	Mas culi n	Mais	510	113 125	5 769
22 57	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	DIALL O	Manki do			CNI B	B04 7711 5	03/07/ 2008	71267441	Mas culi n	Mil	800	105 000	8 400
22 57	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	О	Manki do			CNI B	B04 7711 5			Mas culi n	Mais	324	113 125	3 665
22 58	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone	SAWA DOGO	Salif			Autr e	1445 417	18/11/ 2013		Mas culi	Mais	200	113 125	2 263

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			pastora le de Doubég ué									n				
13 00	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Lucie n			CNI B	B42 5098 9	09/04/ 2013	60000593	Mas culi n	Mais	354	113 125	4 005
13 00	Bagré	Zang oula	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	TOUG MA	Lucie n			CNI B	B42 5098 9			Mas culi n	Niébé/ Harico t	354	187 500	6 638
															#DI V/0 !	
24 13	Bittou	Dém a	Ext Est Loaba- Ext Sud	YALA	Salam			CNI B	B66 4958 9	13/11/ 2010	72516188	Mas culi n	Mais	260	113 125	2 941
24 15	Bittou	Dém a	Ext Est Loaba- Ext	YARA	Donon ko Salam			CNI B	B13 4383 0	08/06/ 2009	71741340	Mas culi n	Mais	700	113 125	7 919

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
24 14	Bittou	Dém a	Sud Ext Est Loaba- Ext Sud	YARA	Lassin a			CNI B	B36 4764 0	22/02/ 2010	70368124	Mas culi n	Coton	245	181 980	4 459
24 16	Bittou	Dém a	Ext Est Loaba- Ext Sud	YELP AKRE	Saido u	BANC E	Ras mata	Acte de nais sanc e	97/1 998	11/03/ 1998		Mas culi n	Sésam e	200	191 240	3 825
24 16	Bittou	Dém a	Ext Est Loaba- Ext Sud	YELP AKRE	Saido u	BANC E	Ras mata	Acte de nais sanc e	97/1 998			Mas culi n	Sorgh o	500	105 000	5 250
24 17	Bittou	Loab a	Ext Est Loaba- Ext Sud	YANG ANE	Adam a			CNI B	B66 4946 8	13/11/ 2010	70541783	Mas culi n	Mais	560	113 125	6 335
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7	12/06/ 2009	62249226	Mas culi n	Ignam e	900	1 600 000	144 000
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7			Mas culi n	Sorgh o	400	105 000	4 200

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
50			Sud											11		
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7			Mas culi n	Sésam e	400	191 240	7 650
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7			Mas culi n	Mil	400	105 000	4 200
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7			Mas culi n	Mais	400	113 125	4 525
24 19	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SALB RE	Boueb oure			CNI B	B11 8789 7			Mas culi n	Arachi de	1000	118 625	11 863
24 18	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SAMB ARE	Gaous so	DJAB O	Alim atou	CNI B	B31 4221 3	07/06/ 2010	77080630	Mas culi n	Sésam e	50	191 240	956
24 18	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SAMB ARE	Gaous so	DJAB O	Alim atou	В	B31 4221 3			Mas culi n	Mais	720	113 125	8 145
$\overline{24}$	Bittou	Loab	Ext Est	SAMB	Gaous	DJAB	Alim	CNI	B31			Mas	Soja	50	130	654

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
18		a Peul	Loaba- Ext Sud	ARE	SO	О	atou	В	4221 3			culi n			850	
24 23	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SOND E	Harou na	SOND E	Oudo u	CNI B	B52 2396 8	15/10/ 2012	62524898	Mas culi n	Mais	3240	113 125	36 653
24 20	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SOND E	Науа			Livr et de fami lle	263	25/01/ 2007	63574323	Mas culi n	Sorgh o	60	105 000	630
24 20	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SOND E	Haya			Livr et de fami lle	263			Mas culi n	Mais	810	113 125	9 163
24 20	Bittou	Loab a Peul	Ext Est Loaba- Ext Sud	SOND E	Haya			Livr et de fami lle	263			Mas culi n	Mil	60	105 000	630
															#DI V/0 !	
24 01	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm	DIALL O	Moum ouni			CNI B	B19 3198 0	07/07/ 2010	70984560	Mas culi n	Mais	200	113 125	2 263

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
24 01	Bittou	Ham dalay e	e Sud Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	DIALL O	Moum ouni			CNI B	B19 3198 0			Mas culi n	Soja	200	130 850	2 617
24 00	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	DIALL O	Noufo u			CNI B	B19 3198 0	07/07/ 2010	70984560	Mas culi n	Mais	1440	113 125	16 290
24 00	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	DIALL O	Noufo u			CNI B	B19 3198 0			Mas culi n	Soja	1440	130 850	18 842
24 03	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud		Ipala	SAWA DOGO	Som kieta	CNI B	B62 2815 3	09/11/ 2010	75435073	Fém inin	Mais	150	113 125	1 697
24 03	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	RAOG	Ipala	SAWA DOGO	Som kieta		B62 2815 3			Fém inin	Soja	150	130 850	1 963

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
24 02	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	SAWA DOGO	Somki eta			CNI B	B62 2815 3	09/11/ 2010	75435073	Fém inin	Sésam e	1600	191 240	30 598
24 02	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	SAWA DOGO	Somki eta			CNI B	B62 2815 3			Fém inin	Sorgh o	1600	105 000	16 800
24 02	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	SAWA DOGO	Somki eta			CNI B	B62 2815 3			Fém inin	Vouan dzou	1600	118 625	18 980
24 05	Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	SOMD E				Acte de nais sanc e	4504 /12	29/06/ 2012	60254585	Mas culi n	Mais	1220	113 125	13 801
24 05	Bittou Bittou	Ham dalay e	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud Bittou-	SOMD E SOND	Mouss			Acte de nais sanc e CNI	4504 /12	12/08/	72680952	Mas culi n	Sorgh o	1220	105 000 118	12 810

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel		REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation		t	nt
m					Officie	NDAN				sseme				aff /		compe
Q					1	T	ndan	e ID	e ID	nt				_	tair	nsatio
ue							t							latio	e	n
st			_	_				_				-	_	n		
07		dalay		E	a			В		2009		culi	dzou		625	
		е	on						9			n				
			Extrêm													
			e Sud													
		Ham	Bittou-						B14			Mas				
24	Bittou	dalay	Extensi on	SOND	Mouss			CNI	4675				Mais	940	113	10 634
07	Dittou	e	Extrêm	E	a			В	9			n	Wais	340	125	10 004
			e Sud									11				
			Bittou-													
		Ham	Extensi	COND	\ \			CNII	B14			Mas	G 1		105	
$\begin{vmatrix} 24 \\ 07 \end{vmatrix}$	Bittou	dalay		SOND	Mouss			CNI	4675			culi	Sorgn	940	105 000	9 870
07		e	Extrêm	E	a			В	9			n	0		000	
			e Sud													
			Bittou-													
24		Ham	Extensi	SOND	Ousm			CNI	B65	02/04/		Mas			113	
04	I Kittoii	dalay		E	ane			В	8994	2014	63156552		Mais	1350	125	$15\ 272$
		е	Extrêm						2			n				
			e Sud													
		TT	Bittou-						Dor			М.				
24			Extensi	POND	Ousm			CNI	B65 8994			Mas culi	Sorgh	1350	105	14 175
04	DIWOU	dalay e	on Extrêm	E	ane			В	8994				0	1590	000	14 170
		6	e Sud						<u> </u>			n				
			Codu												#DI	
															V/0	

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
24 09	Bittou	Nakr é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	GAMB ONE	Yakou ba			CNI B	B66 5161 2	13/11/ 2010	71172956	Mas culi n	Sorgh o	2670	105	28 035
24 09	Bittou	Nakr é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	GAMB ONE	Yakou ba			CNI B	B66 5161 2			Mas culi n	Mais	2670	113 125	30 204
24 08	Bittou	Nakr é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	KABO RE	Emma nuel			Acte de nais sanc e	1011 /14	10/04/ 2014	72952920	Mas culi n	Sorgh o	3960	105 000	41 580
24 08	Bittou	Nakr é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	KABO RE	Emma nuel			Acte de nais sanc e	1011 /14			Mas culi n	Mais	3960	113 125	44 798
			Bittou- Extensi on Extrêm e Sud												#DI V/0 !	

$\begin{array}{c} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{array}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
24 11	Bittou	Yars é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	BANA ZOE	Bourei ma			CNI B	B51 3132 9	05/02/ 2013	62677958	Mas culi n	Arachi de	1360	118 625	16 133
24 11	Bittou	Yars é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	BANA ZOE	Bourei ma			CNI B	B51 3132 9			Mas culi n	Sorgh o	1360	105 000	14 280
24 10	Bittou	Yars é	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud	KANA ZOE	Idriss a			CNI B	B71 3132 9	05/02/ 2013	62677258	Mas culi n	Riz	1140	233 000	26 562
			Bittou- Extensi on Extrêm e Sud												#DI V/0 !	
24 12	Bittou Bittou	Yanti	Bittou- Extensi on Extrêm e Sud Bittou-	OUAN GO	Doale an			CNI B	B51 9488 8 B51	03/05/ 2013	73252439	n	Mais Sorgh	1170 1170	113 125 105	13 236 12 285

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		rficie aff /	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
12			Extensi on Extrêm e Sud	GO	an			В	9488			culi n	0		#DI	
															#D1 V/0 !	
17 65	Béguéd o	Tanv oussé	Accès périmèt re de Béguéd o	LIDO				Acte de nais sanc e	N°7 29	22/05/ 2014	73775329	Mas culi n	Mais	1015	113 125	11 482
17 65	Béguéd o	Tanv oussé	Accès périmèt re de Béguéd o	LIDO				Acte de nais sanc e	N°7 29			Mas culi n	Sorgh o	435	105 000	4 568
															#DI V/0 !	
13 51	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	BAND AOGO	Bimat a			CNI B	B48 8093 0	03/04/ 2012	74059555		Sorgh o	90	105 000	945
22 85	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	BANG AGNI	Sarat a			Auc une				Fém inin	Mais	256	113 125	2 896

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
13 29	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	BANS E	Safour a			Auc une			74356219	Fém inin	Arachi de	1200	118 625	14 235
22 97	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	BATIA N	Azine min maria m			CNI B	B16 4058 9	05/07/ 2010	65701923	Fém inin	Gomb o	301	1 500 000	45 150
22 93	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Abdou laye			CNI B	B62 2992 0	09/11/ 2010	65246677	Mas culi n	Mais	200	113 125	2 263
22 93	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Abdou laye			CNI B	B62 2992 0			Mas culi n	Arachi de	200	118 625	2 373
22 94	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Habou na			Autr e	3720 776	04/12/ 1969	77728055	Mas culi n	Mais	50	113 126	566
22 94	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Habou na			Autr e	3720 776			Mas culi n	Arachi de	50	118 626	593
22 84	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Halido u			CNI B	B64 2969 1	12/07/ 2011	66010678	Mas culi n	Mais	267	113 125	3 020
22 91	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Issouf			CNI B	B05 9437 6	14/04/ 2008	65246636	Mas culi n	Mais	144	113 125	1 629
22	Bousso	Leng	Accès	DABR	Issouf			CNI	B05			Mas	Arachi	100	118	1 186

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q					1	Т		e ID	e ID	nt				spécu	tair	nsatio
ue							t							latio	е	n
st		1	C	E				В	9437			culi	de	n	625	
91	uma	ha	refuge Woozi	E				D	6			n	ae		623	
22 83	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Marie Raïssa			CNI B	B34 1727 2	03/07/ 2010	64564700	Fém inin	Arachi de	249	118 625	2 954
22 83	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Marie Raïssa			CNI B	B34 1727 2			Fém inin	Mais		#DI V/0 !	2 817
22 98	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Momi ne			CNI B	B18 0599 9	02/07/ 2010	76900802	Mas culi n	Arachi de	100	118 625	1 186
22 98	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Momi ne			CNI B	B18 0599 9			Mas culi n	Sorgh o	132	105 000	1 386
22 99	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Mouss a Boure	NION E	Sart ou				75729962	Mas culi n	Riz	100	233 000	2 330
22 99	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Mouss a Boure	NION E	Sart ou					Mas culi n	Sorgh o	50	105 000	525
23 02	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Rapha el			CNI B	B18 0486 6	02/07/ 2010	76955050	Mas culi n	Mais	15	113 127	170
23 00	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Richar d			Auc une			76460849		Mais	100	113 125	1 131

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
13 41	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Abdou laye			CNI B	B62 2992 0	09/11/ 2010	65246677	Mas culi n	Arachi de	88	118 625	1 044
13 30	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Abdou l-him			CNI B	B46 6966 8	19/03/ 2012	66056459	Mas culi n	Niébé/ Harico t	318	187 500	5 963
13 34	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Basile			CNI B	B19 3055 3	05/07/ 2010	78379744	Mas culi n	Niébé/ Harico t	344	187 500	6 450
13 46	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Ferna nd			CNI B	B27 6146 6	19/05/ 2010	76254485	Mas culi n	Mais	122	113 125	1 380
13 40	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Lassa ko			CNI B	B19 3042 3	05/07/ 2010		Mas culi n	Coton	360	181 980	6 551
13 33	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Lassa né			CNI B	B67 0003 7	20/11/ 2010	74744230	Mas culi n	Arachi de	242	118 625	2 871
13 33	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Lassa né			CNI B	B67 0003 7			Mas culi n	Niébé/ Harico t	198	187 500	3 713
13 48	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Maha mado u			CNI B	B19 3029 0	05/07/ 2010	74721110	Mas culi n	Arachi de	80	118 625	949
13 28	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge	DABR E	Maria m			CNI B	B46 6965	19/03/ 2012	65036544	Fém inin	Niébé/ Harico	252	187 500	4 725

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m O.CC: :	REPO	om	e e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t .	nt
m Q					Officie	NDAN T	Répo ndan	Pièc e ID	Pièc e ID	sseme nt				aff / spécu	uni tair	compe nsatio
ue					1	1	t	eib	e ID	116				latio	e	n
st														n		
			Woozi						1				t			
13 28	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Maria m			CNI B	B46 6965 1			Fém inin	Arachi de	126	118 625	1 495
13 26	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Moha madi			CNI B	B32 0606 9	01/06/ 2010	76657396	Mas culi n	Mais	450	113 125	5 091
13 39	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Rapha ël			CNI B	B18 0486 6	02/07/ 2010	76955050	Mas culi n	Arachi de	202	118 625	2 396
13 31	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	DABR E	Rokia			Auc une			64541952	Fém inin	Arachi de	408	118 625	4 840
22 95	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GOUE M	Aicha	DABR E	Alim ata	Pass epor t	A15 4010 2			Fém inin	Arachi de	170	118 625	2 017
13 50	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GOUE M	Yamb ouré collett e			CNI B	1003 568	17/02/ 2003	76254485	Fém inin	Sorgh o	45	105 000	473
13 36	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GOUE M	Zenab o			CNI B	B34 1734 9	03/07/ 2010	79219625	Fém inin	Niébé/ Harico t	304	187 500	5 700
13 49	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GOUE M	Zenab o			CNI B	B34 1734 9	03/07/ 2010	79219625	Fém inin	Sorgh o	35	105 000	368

N u m Q ue st	Commu nes	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
13 52	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GUEB RE	Dama ta			Auc une			78883544	Fém inin	Arachi de	18	118 628	214
13 45	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GUEB RE	Fatim a			CNI B	B34 1725 1	03/07/ 2010	74031381	Fém inin	Riz	44	233 000	1 025
13 32	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GUEN E	Habib ou			Acte de nais sanc e	3348	27/11/ 1978	65246636	Fém inin	Niébé/ Harico t	120	187 500	2 250
13 32	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GUEN E	Habib ou			Acte de nais sanc e	3348			Fém inin	Arachi de	140	118 625	1 661
22 82	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	GUIN KAO	Salma ta			Auc une					Mais	246	113 125	2 783
13 27	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	LEMG HAM	Abdou l bassie t			CNI B	B40 2047 7	03/03/ 2010	65036544	Mas culi n	Niébé/ Harico t	345	187 500	6 469
13 27	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	LEMG HAM	Abdou l bassie			CNI B	B40 2047 7			Mas culi n	Riz	30	233 000	699

N u	Commu nes	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m	NOM REPO	Prén om	Typ e	Num éro	Date Etabli	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe	t	Monta nt
m Q ue st					Officie 1	NDAN T	Répo ndan t	Pièc e ID	Pièc e ID	sseme nt				aff / spécu latio n	uni tair e	compe nsatio n
					t											
13 37	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	YIGO	Bagal o			CNI B	B40 5986 8	03/09/ 2010	76900802	Fém inin	Niébé/ Harico t	324	187 500	6 075
13 37	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	YIGO	Bagal o			CNI B	B40 5986 8			Fém inin	Arachi de	280	118 625	3 322
13 44	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	YIGO	Engell ina			CNI B	B34 1790 9	03/07/ 2010	79731379	Fém inin	Sorgh o	32	105 000	336
22 90	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Amset ou						76900802	Fém inin	Arachi de	120	118 625	1 424
22 90	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Amset							Fém inin	Gomb o	100	1 500 000	15 000
13 38	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Asseta			CNI B	B34 1677 5	02/07/ 2010	66056459	Mas culi n	Arachi de	400	118 625	4 745
22 92	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Bassir atou			CNI B	B67 0123 7	20/11/ 2010		Fém inin	Arachi de	142	118 625	1 684
22 92	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Bassir atou			CNI B	B67 0123 7			Fém inin	Niébé/ Harico t	100	187 500	1 875
13	Bousso	Leng	Accès	ZAMP	Mami			CNI	B19	05/07/	76900802	Fém	Arachi	168	118	1 993

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	\mathbf{t}	nt
m					Officie	NDAN	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q					1	Т		e ID	e ID	nt				spécu	tair	nsatio
ue							t							latio	е	n
st 35		la o		OU	4			В	2954	2010		inin	de	n	625	
33	uma	ha	refuge Woozi	00	nata			Б	9	2010		ının	ae		623	
13 35	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Mami nata			CNI B	B19 2954 9			Fém inin	Vouan dzou	168	118 625	1 993
22 87	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Momi ne			CNI B	B18 0677 3	02/07/ 2010	76787774	Mas culi n	Gomb o	408	1 500 000	61 200
22 87	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Momi ne			CNI B	B18 0677 3			Mas culi n	Mais	408	113 125	4 616
22 86	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Nafiss a			Auc une				Fém inin	Arachi de	210	118 625	2 491
22 96	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Salam atou	KOUB O	Zena bo	Auc une			64695819	Fém inin	Arachi de	270	118 625	3 203
13 47	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Soyam			CNI B	B19 3056 4	05/07/ 2010	78884882	Mas culi n	Arachi de	100	118 625	1 186
22 89	Bousso uma	Leng ha	Accès refuge Woozi	ZAMP OU	Tolou			CNI B	B34 1812 8	03/07/ 2010	79268458	Fém inin	Arachi de	204	118 625	2 420
															#DI V/0 !	

N u m Q ue	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio	t uni	Monta nt compe nsatio n
st														n		
13 57	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	BAND AOGO	Adissa			CNI B	B05 1339 6	07/04/ 2008	70654657	Fém inin	Arachi de	21	118 624	249
13 54	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	DABR E				CNI B	B55 9441 4	18/08/ 2011	65266438	Mas culi n	Mais	152	113 125	1 720
13 56	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	GNEG NE	Momi nata			CNI B	B27 6188 0	19/05/ 2010	73736669	Fém inin	Vouan dzou	39	118 626	463
13 58	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	GNEG NE	Momi nata			CNI B	B27 6188 0	19/05/ 2010	73736669	Fém inin	Mais	24	113 125	272
13 55	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	GOUE M	Momi ni			CNI B	B19 7310 6	29/06/ 2010	73937551	Mas culi n	Arachi de	41	118 624	486
13 60	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	GOUE M	Seyba			CNI B	B48 0398 8	05/04/ 2012	70420050	Mas culi n	Mais	165	113 125	1 867
13 60	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	GOUE M	Seyba			CNI B	B48 0398 8			Mas culi n	Arachi de	165	118 625	1 957
13 53	Bousso uma	Bous soum a	Accès refuge Woozi	NONK AGNE	Hama do			CNI B	B34 1813 6	03/07/ 2010	76519561	Mas culi n	Mais	142	113 125	1 606
															#DI V/0	

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
14 20	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia		Azarr atou			Acte de nais sanc e		19/02/ 1981		Fém inin	Sorgh o	790	105	8 295
14 37	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia		Salam ato			CNI B	B17 0716 1	01/07/ 2010		Fém inin	Riz	125	233 000	2 913
14 37	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	DABR E	Salam ato			CNI B	B17 0716 1			Fém inin	Mil	125	105 000	1 313
14 21	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	DABR E	Salam atou			CNI B	B18 0551 2	01/07/ 2010	66803695	Mas culi n	Mais	150	113 125	1 697
14 25	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia		Salam atou			CNI B	B18 0551 2	01/07/ 2010	66803695	Fém inin	Mais	550	113 125	6 222

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
14 39	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	DABR E	Siralo n			CNI B	B17 0512 7	01/07/ 2010		Fém inin	Mais	275	113 125	3 111
14 29	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	DABR E	Siralo u			CNI B	B17 0512 7	01/07/ 2010		Fém inin	Mais	400	113 125	4 525
14 35	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia		Tollo sarata			CNI B	B17 0555 0	01/07/ 2010	74145073	Fém inin	Riz	10	233 000	233
14 40	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	DABR E	Yanda ra			Acte de nais sanc e	18	16/08/ 2009	76963945	Fém inin	Riz	520	233 000	12 116
14 31	Bousso uma	Kom boaré Kom	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia Kombo	ъл	Rouki etou Abibat			Acte de nais sanc e Acte	824	03/07/ 2012 06/01/	79857898 69690608	Fém inin		20	105 000 233	210

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo		Pièc	sseme				aff /		compe
Q					1	Т	ndan	e ID	e ID	nt				spécu latio		nsatio
ue st							\mathbf{t}							n	е	n
34	uma	boaré	aré-		a			de		2004		inin		11	000	
			Extensi					nais								
			on Sud					sanc								
			Kounia					e								
			Kombo					Acte								
14	Bousso	Kom	aré-	NONI	Habib			de		06/01/	65690668	Fém	Riz	150	233	3 495
28	uma	boaré	Extensi on Sud	NONI	atou			nais sanc		2004	6909066	inin	KIZ	190	000	3 490
			Kounia					e								
			Kombo													
14	Bousso	Kom	aré-		Adjar			CNI	B18	01/07/		Fém			130	
30	uma	boaré	Extensi	SARE	atou			B	0754	2010	67174386	inin	Soja	300	850	3 926
	uma	boare	on Sud		atou				8	2010		111111				
			Kounia Kombo													
			aré-						B18			Mas				
14	Bousso	Kom	Extensi	YABR	Anima			CNI	0725	01/07/	65107856	culi	Mais	140	113	1 584
23	uma	boaré	on Sud	E	ta			В	3	2010		n			125	
			Kounia													
			Kombo													
14	Bousso	Kom	aré-	MOD 4	Barki			CNI	B18	01/07/	0,401,410	Fém	3. AT .	150	113	1 000
32	uma	boaré	Extensi on Sud	YODA	ma			В	0719 6	2010	65491412	inin	Mais	170	125	1 923
			Kounia						U							
14	Bousso	Kom	Kombo	MOD 4	Penlo			Acte	40.4	19/12/		Fém	D.	000	233	0.000
36	uma	boaré		YODA	u			de	404	2001		inin	Riz	300	000	6 990

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Extensi on Sud Kounia					nais sanc e								
14 27	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Abdou			CNI B	B10 0006 2	03/07/ 2008	68390822	Mas culi n	Mais	330	113 125	3 733
14 43	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Henri			CNI B	B17 0739 9	01/07/ 2010	76914570	Mas culi n	Arachi de	500	118 625	5 931
14 43	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Henri			CNI B	B17 0739 9			Mas culi n	Mil	800	105 000	8 400
14 33	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Maha ma			Acte de nais sanc e	0625	16/05/ 2014	76557684	Mas culi n	Riz	150	233 000	3 495
14 26	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi	ZAMP OU	Mouss a			CNI B	B18 0725 8	01/07/ 2012	67574052	Mas culi n	Mais	1500	113 125	16 969

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			on Sud Kounia													
14 24	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Sayba	ZAMP OU	Arsa ne	CNI B	B40 1870 5	03/09/ 2010		Mas culi n	Mais	620	113 125	7 014
11 45	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Seydo u			CNI B	B40 5900 4	03/09/ 2010	75956700	Mas culi n	Mil	1100	105 000	11 550
14 41	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Yacou ba			CNI B	B49 2322 1	30/03/ 2012	74509702	Mas culi n	Mais	2300	113 125	26 019
14 42	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud Kounia		Zakari a			CNI B	B55 3897 4	17/03/ 2014	75222717	Mas culi n	Mais	1500	113 125	16 969
14 42	Bousso uma	Kom boaré	Kombo aré- Extensi on Sud	ZAMP OU	Zakari a			CNI B	B55 3897 4			Mas culi n	Arachi de	700	118 625	8 304

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 42	Bousso uma	Kom boaré	Kounia Kombo aré- Extensi on Sud Kounia	ZAMP OU	Zakari a		CNI B	B55 3897 4			Mas culi n	Riz	600	233 000	13 980
														#DI V/0 !	
22 68	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Mamo udou		CNI B	B16 3079 0	08/07/ 2010	73558650	Mas culi n	Arachi de	358	118 625	4 247
13 19	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Inouss a		CNI B	B58 4619 6	30/10/ 2010	76531871	Mas culi n	Sorgh o	1200	105 000	12 600
13 19	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	BANC E	Inouss a		CNI B	B58 4619 6			Mas culi n	Arachi de	240	118 625	2 847

N u m Q ue	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
st														n		
13 20	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Salifo u			Auc			75133161	Mas culi n	Niébé/ Harico t	540	187 500	10 125
22 72	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb	BAND AOGO	Adam a			CNI B	B24 3990 2	21/07/ 2010	62683524	Mas culi n	Arachi de	2548	118 625	30 226
13 12	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	BAND AOGO	Alidou			Auc			71421312	Mas culi n	Mil	350	105 000	3 675
22 74	Garang o	ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb o	AOGO	Bassir ou Harou			Auc une			60110329	Mas culi n	Arachi de Gomb	564 175	118 625	6 690

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14	О	ho	Zone pastora le de Tcherb o	AOGO	na			une				culi n	0		500	
13 14	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Harou na			Auc une				Mas culi n	Vouan dzou	475	118 625	5 635
22 73	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	BAND AOGO	Rakiet ou			CNI B	B69 9384 1	22/09/ 2010	77154092	Fém inin	Arachi de	2160	118 625	25 623
23 06	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	DABR E	Adam a	GUEN E	Ami nata	Auc une			66958458	Mas culi n	Mais	90	113 124	1 018
23 06	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	DABR E	Adam a	GUEN E	Ami nata	Auc une				Mas culi n	Riz	18	233 000	419
23 07	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	DABR E	Harou na			CNI B	B34 1814 8	03/07/ 2010		Mas culi n	Sorgh o	40	105 000	420

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
23 04	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	DABR E	Issouf			CNI B	B05 1119 5	07/04/ 2008	76622927	Mas culi n	Mais	164	113 125	1 855
23 05	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	DABR E	Ousm ane			CNI B	B05 9435 2	14/04/ 2008	77122800	Mas culi n	Mais	120	113 125	1 358
31 99	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	DINK O	Ali			CNI B	b582 9225	19/05/ 2011	63973046	Mas culi n	Niébé/ Harico t	30	187 500	563
31 99	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Ali			CNI B	b582 9225			Mas culi n	Arachi de	183	118 625	2 171
13 17	Garang o	ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	M	Dama ta			Auc			61435205	inin	Sorgh o	220	105 000	2 310
13 17	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone	GOUE M	Dama ta			Auc une				Fém inin	Niébé/ Harico	220	187 500	4 125

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t		Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
			pastora le de Doubég ué										t			
13 08	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	GUIK O	Seyba			CNI B	B26 7720 8	21/07/ 2010	70183253	Mas culi n	Mais	55	113 125	622
13 08	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Seyba			CNI B	B26 7720 8			Mas culi n	Arachi de	45	118 624	534
32 00	Garang o	Lerg ho		GUIN KO	Adam a dono			Auc une			71662046	Fém inin	Soja	240	130 850	3 140
32 00	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de	GUIN KO	Adam a dono			Auc une				Fém inin	Mais	27	113 126	305

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Doubég ué													
22 67	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Bouka ré			CNI B	B54 9216 4	19/03/ 2014	72750330	Mas culi n	Arachi de	124	118 625	1 471
13 03	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Daddé			Acte de nais sanc e	145	29/05/ 1959	70245148	Mas culi n	Mais	125	113 125	1 414
22 61	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué		Dadol e	GUIN KO	Bouk aré	Auc une				Mas culi n	Mais	114	113 125	1 290
22 61	Garang o	Lerg ho	Bagré- Zone pastora le de Doubég ué	GUIN KO	Dadol e	GUIN KO	Bouk aré	Auc une				Mas culi n	Sorgh o	100	105 000	1 050

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
22 64	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	GUIN KO	Daoud a		CNI B	B54 9260 6	19/03/ 2014	60431158	Mas culi n	Mais	50	113 126	566
13 24	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Hama			8		70245148	Mas culi n	Mais	162	113 125	1 833
13 24	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	GUIN KO	Hama			8			Mas culi n	Mais	162	113 125	1 833
22 77	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Hansa		Auc une				Fém inin	Arachi de	100	118 625	1 186
13 05	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone	GUIN KO	Issa		CNI B	B24 4071	22/07/ 2014	70835453	Mas culi	Arachi de	60	118 625	712

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			pastora le de Tcherb o						2			n				
31 98	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Moha madi			CNI B	b244 0116	22/02/ 2010	62683125	Mas culi n	Mais	138	113 125	1 561
13 04	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Noufo u			CNI B	B37 8997 7	03/09/ 2010	62827319	Mas culi n	Mais	100	113 125	1 131
13 02	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Ousm ane			CNI B	B20 5296 7	04/11/ 2009	72940439	Mas culi n	Mais	180	113 125	2 036
22 60	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de	GUIN KO	Ousm ane			CNI B	B20 5296 7	04/11/ 2007	72940439	Mas culi n	Mais	20	113 125	226

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
13 13	Garang o	Lerg ho	Tcherb o Lergho- Zone pastora le de Tcherb o		Seyba		CNI B	B26 4720 8	21/07/ 2010	70183253	Mas culi n	Mil	630	105 000	6 615
13 11	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Sibiro		Auc			70613803	Mas culi n	Arachi de	340	118 625	4 033
22 62	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Soum ayila		CNI B	B54 9258 6	19/03/ 2014	60110123	Mas culi n	Mais	223	113 125	2 523
22 62	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Soum ayila		CNI B	B54 9258 6			Mas culi n	Mil	200	105 000	2 100

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
22 63	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	GUIN KO	Soum ayila			CNI B	B54 9258 6	19/03/ 2014	60110123	Mas culi n	Mais	36	113 125	407
22 79	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Tasser e	ZEBA	Zena bo	Auc une				Mas culi n	Mais	132	113 125	1 493
13 16	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	GUIN KO	Todal a			Acte de nais sanc e	037	29/06/ 2013	60736310	Mas culi n	Sorgh o	360	105 000	3 780
13 09	Garang o	ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	КО	Zakari a			CNI B	B04 4010 7	22/07/ 2010	70622720	Mas culi n	Arachi de	175	118 625	2 076
22 66	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone	KOBR E	Souley mane			CNI B	B24 4540	11/08/ 2010		Mas culi	Arachi de	480	118 625	5 694

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	e Pièc	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
			pastora le de Tcherb o						8			n				
22 65	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	LINGA NE	Maria m			Auc une					Arachi de	100	118 625	1 186
13 06		Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	NOMB RE	Asseta			CNI B	B36 4624 8	24/02/ 2010	73815882		Arachi de	143	118 625	1 696
13 21	Garang o	Lerg ho	Tcherb o		Salim ata			Auc une			63717902	Fém inin	Arachi de	324	118 625	3 843
13 21	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de	NOMB RE	Salim ata			Auc une				Fém inin	Vouan dzou	324	118 625	3 843

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T		Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Tcherb o													
13 10	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o		Awa			Auc			70613803	Fém inin	Arachi de	125	118 625	1 483
13 10	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb o		Awa			Auc				Fém inin	Vouan dzou	125	118 625	1 483
13 15	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Aly			CNI B	B46 7027 6	21/03/ 2012	71407203	Mas culi n	Sorgh o	928	105 000	9 744
22 70	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb		Seydo u	BAND AOGO	Asse tou	Auc une			61435205	Mas culi n	Arachi de	1155	118 625	13 701

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
23 03	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	YODA	Pascal			CNI B	B26 7590 8	21/07/ 2010	64727202	Mas culi n	Mais	100	113 125	1 131
23 03	Garang o	Lerg ho	Accès refuge Woozi	YODA	Pascal			CNI B	B26 7590 8			Mas culi n	Arachi de	100	118 625	1 186
13 07	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	ZEBA	Abibat a			CNI B	B37 9335 0	03/09/ 2010	63973046	Fém inin	Arachi de	330	118 625	3 915
22 71	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	ZEBA	Argue tou			Auc			60431237	Fém inin	Arachi de	200	118 625	2 373
22 69	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	ZEBA	Hama do			Auc une			63978804	Mas culi n	Mais	450	113 125	5 091
22 78	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone	ZEBA	Harou na	ZEBA		Auc une				Mas culi	Vouan dzou	390	118 625	4 626

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			pastora le de Tcherb o								n				
13 22	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb	ZEBA	Issa		Autr e	CIC 0049 3	08/10/ 2013	73558673	Mas culi n	Sorgh o	880	105 000	9 240
22 75	Garang o	Lerg ho	Lergho- Zone pastora le de Tcherb o	ZEBA	Karim		Auc une			73712263	Mas culi n	Arachi de	210	118 625	2 491
22 76	Garang o	Lerg ho	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	ZEBA	Karim		Auc une			73712263	Mas culi n	Arachi de	120	118 625	1 424
23	Garang	Saré	Accès	BAND	Aligue		CNI	B18	30/06/	73756867	Mas	Mais	80	#DI V/0 ! 113	905

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t .	nt
m					Officie	NDAN T	Répo	Pièc	Pièc	sseme				aff /	uni	compe
Q ue					1	1	ndan t	e ID	e ID	nt				spécu latio	tair e	nsatio n
st							U							n	C	11
14	0	Peul	refuge Woozi	AOGO	tta			В	4959 1	2010		culi n			125	
23 10	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK AGNE	Hama do			CNI B	B34 1813 6	03/07/ 2010	76519561	Mas culi n	Mais	180	113 125	2 036
23 08	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK ANE	Abdou laye			CNI B	B41 2020 1	25/08/ 2010	76463225	Mas culi n	Arachi de	65	118 625	771
23 13	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK ANE	Abdou laye			CNI B	B34 1813 6	03/07/ 2010	76519561	Mas culi n	Mais	100	113 125	1 131
23 09	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK ANE	Bouka ré			Autr e	0069 7251	07/12/ 1993		Mas culi n	Mais	100	113 125	1 131
23 11	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK ANE	Noufo u			CNI B	B42 3119 0	24/08/ 2010	76510950	Mas culi n	Mais	680	113 125	7 693
23 12	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	NONK ANE	Sorna ba moust apha			CNI B	B15 5604 2	17/09/ 2009		Mas culi n	Mais	210	113 125	2 376
23 16	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	SARE	Mama ta			Auc une				Fém inin	Mais	230	113 125	2 602
23 17	Garang o	Saré Peul	Accès refuge	SIBON E	Odile			CNI B	B04 1044	14/08/ 2010	63155613	Fém inin	Niébé/ Harico	35	187 500	656

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур		Date	Num tel	Sex	Spécul	_	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m Occ.	REPO	om D'	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t .	nt
$\frac{\mathbf{m}}{\mathbf{Q}}$					Officie	NDAN T	Répo ndan	Pièc e ID	Pièc e ID	sseme nt				aff / spécu	uni tair	compe nsatio
ue					1	1	t		e ib	110				latio	e	n
st														n		
			Woozi						8				t			
23 15	Garang o	Saré Peul	Accès refuge Woozi	ZARE	Maria m			CNI B	B05 1339 8	07/04/ 2008		Fém inin	Mais	40	113 125	453
															#DI V/0 !	
14 75	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Adam bila			CNI B	B26 0494 1	03/08/ 2010	76215680	Mas culi n	Arachi de	113	118 625	1 340
14 75	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Adam bila			CNI B	B26 0494 1			Mas culi n	Mais	112	113 125	1 267
14 72	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Bouki n			CNI B	B26 8546 8	27/01/ 2010	79423344	Mas culi n	Arachi de	86	118 626	1 020
14	Gombo	Nom	Accès	DABR	Bouki			CNI	B26			Mas	Mais	85	113	962

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
72	ussougo u	роуа	refuge de Gombo ussougo u	E	n			В	8546 8			culi n			125	
14 70	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Danah			CNI B	B06 0040 1	21/04/ 2008	79724446	Mas culi n	Arachi de	450	118 625	5 338
14 69	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Idriss a			Autr e	BF3 8400 1	23/02/ 2014	79581615	Mas culi n	Arachi de	1077	118 625	12 776
14 69	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Idriss a			Autr e	BF3 8400 1			Mas culi n	Mais	1077	113 125	12 184
14 68	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de	DABR E	Lamin a			CNI B	B34 7663 7	05/02/ 2010	78280465	Mas culi n	Mais	2770	113 125	31 336

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Gombo ussougo u												
14 68	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Lamin a		CNI B	B34 7663 7			Mas culi n	Sorgh o	700	105 000	7 350
14 74	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Mouss a		CNI B	B61 9874 1	31/10/ 2010	76215692	Mas culi n	Mais	312	113 125	3 530
14 76	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	DABR E	Ousm ane		CNI B	B49 8399 6	30/12/ 2011	76106450	Mas culi n	Mais	71	113 125	803
14 76	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo	DABR E	Ousm ane		CNI B	B49 8399 6			Mas culi n	Mil	71	105 000	746

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
14 73	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GOGA	Koffi augus tin			CNI B	B24 8325 8	02/08/ 2010	65751350	Mas culi n	Arachi de	124	118 625	1 471
14 73	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GOGA	Koffi augus tin			CNI B	B24 8325 8			Mas culi n	Mais	124	113 125	1 403
14 48	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEB RE	Azara			CNI B	B32 1829 2	14/06/ 2010		Fém inin	Riz	83	233 000	1 934
14 62	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Moazo			CNI B	A20 1395 2	23/09/ 2013	76409619	Mas culi n	Arachi de	900	118 625	10 676
14	Gombo	Nom	u Accès	GUEN	Mouss			CNI	B04	15/01/	76645222	Mas	Riz	448	233	

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
63	ussougo u	boya	refuge de Gombo ussougo u	E	a			В	8363	2009		culi n			000	
14 64	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Mouss a			CNI B	B04 8363 3	15/01/ 2009	76645222	Mas culi n	Arachi de	1000	118 625	11 863
14 64	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Mouss a			CNI B	B04 8363 3			Mas culi n	Mais	800	113 125	9 050
14 60	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Somay			CNI B	B14 5246 5	14/08/ 2009	76468279	Mas culi n	Mais	900	113 125	10 181
14 61	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de	GUEN E	Zefo			CNI B	B31 7191 0	15/06/ 2010	76184255	Mas culi n	Arachi de	300	118 625	3 559

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Gombo ussougo u													
14 61	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Zefo			CNI B	B31 7191 0			Mas culi n	Mil	300	105 000	3 150
14 49	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	KABR E	Monir atou			CNI B	B21 6440 7	12/11/ 2009		Fém inin	Riz	61	233 000	1 421
14 54	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	MARE	Ouma rou			CNI B	B15 0957 8	03/09/ 2009	74780038	Mas culi n	Riz	22	233 000	513
14 52	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo	MARE	Yacou ba			CNI B	B06 2883 0	31/01/ 2008	74141489	Mas culi n	Riz	144	233 000	3 355

N u m Q ue st)	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 50		Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	MOLL E	Wofo m			CNI B	B53 4527 0	21/06/ 2013	76147371	Fém inin	Riz	24	233 000	559
14	110001100	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	NOMB O	Fatim ata			CNI B	B16 8336 4	15/06/ 2010	75852769	Fém inin	Riz	14	233 000	326
1. 59		Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	SORE	Togna			CNI B	B57 3085 6	05/12/ 2014	75307795	Mas culi n	Arachi de	266	118 625	3 155
1.7	ussougo	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	TAITA	Bouka ré			CNI B	B05 8743 5	06/03/ 2008	76215675	Mas culi n	Arachi de	147	118 625	1 744
1	4 Gombo	Nom	Accès	TAITA	Bouka			CNI	B05			Mas	Mais	147	113	1 663

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
71	ussougo u	boya	refuge de Gombo ussougo u		ré			В	8743 5			culi n			125	
14 56	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	YIGO	Allass ane			CNI B	B26 8586 3	27/01/ 2010	77802509	Mas culi n	Riz	23	233 000	536
14 51	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	YIGO	Sibdo u			CNI B	B12 8155 1	03/06/ 2009	67450631	Fém inin	Riz	196	233 000	4 567
14 58	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	YIGO	Totao			CNI B	B26 7396 2	23/07/ 2010	77680434	Mas culi n	Riz	1025	233 000	23 883
14 53	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de	YIOU	Antoi nette			CNI B	B30 7843 6	28/04/ 2010		Fém inin	Riz	44	233 000	1 025

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Gombo ussougo u													
14 57	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Mouss a			CNI B	B04 8363 3	15/01/ 2009	76645222	Mas culi n	Arachi de	605	118 625	7 177
14 57	Gombo ussougo u	Nom boya	Accès refuge de Gombo ussougo u	GUEN E	Mouss a			CNI B	B04 8363 3			Mas culi n	Mil	300	105 000	3 150
															#DI V/0 !	
14 02	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAMB ORE	Daniel			CNI B	B72 3154 2	21/10/ 2010		Mas culi n	Gomb o	140	1 500 000	21 000
14 02	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de	BAMB ORE	Daniel			CNI B	B72 3154 2			Mas culi n	Arachi de	420	118 625	4 982

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Béguéd o													
14 06	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAMB ORE	Domin ique			CNI B	B59 9013 3	25/10/ 2010	74244447	Mas culi n	Mil	450	105 000	4 725
14 06	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAMB ORE	Domin ique			CNI B	B59 9013 3			Mas culi n	Arachi de	450	118 625	5 338
17 63	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAMB ORE	Maliki			CNI B	B72 3167 2	21/10/ 2010	77711820	Mas culi n	Mais	535	113 125	6 052
17 63	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAMB ORE	Maliki			CNI B	B72 3167 2			Mas culi n	Sorgh o	535	105 000	5 618
14 01	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd		Nabya m	BAMB ORE	Dani el	CNI B	B72 3153 5	21/10/ 2010		Mas culi n	Riz	280	1 500 000	42 000

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			o Accès													
14 01	Niaogh o	Ibogo	périmèt	BAMB ORE	Nabya m	BAMB ORE	Dani el	CNI B	B72 3153 5			Mas culi n	Arachi de	280	118 625	3 322
14 05	Niaogh o	Ibogo	Béguéd o	BAMB ORE	Salam a			CNI B	B44 7371 3	28/02/ 2012	65997774	Mas culi n	Mil	400	105 000	4 200
17 64	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BANC E	Lare fadim a			CNI B	B10 0204 4	03/07/ 2008	65022793	Mas culi n	Gomb o	150	1 500 000	22 500
14 03	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAND AOGO	Tata	BAMB ORE	Dani el	CNI B	B71 5908 7	21/10/ 2010		Fém inin	Mil	300	105 000	3 150
14 03	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	BAND AOGO	Tata	BAMB ORE	Dani el	CNI B	B71 5908 7			Fém inin	Gomb o	50	1 500 000	7 500

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 00	Niaogh o	Ibogo	Béguéd o	NIAO NE	Halido u	GUEB RE	Afiss etou	CNI B	B72 3159 0	21/10/ 2010		Mas culi n	Mil	1520	10 5 000	15 960
17 62	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	ZAMP OU	Zenab ou	BAMB ORE	Zena bou	CNI B	B72 6053 5	18/10/ 2010		Fém inin	Mais	364	113 125	4 118
17 62	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	ZAMP OU	Zenab ou	BAMB ORE	Zena bou	CNI B	B72 6053 5			Fém inin	Riz	182	233 000	4 241
17 62	Niaogh o	Ibogo	Accès périmèt re de Béguéd o	ZAMP OU	Zenab ou	BAMB ORE	Zena bou	CNI B	B72 6053 5			Fém inin	Arachi de	364	118 625	4 318
															#DI V/0 !	
14 14	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de	BARA	Zarato u			CNI B	B05 5340 0	16/04/ 2008		Fém inin	Riz	100	233 000	2 330

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Niaogh o													
14 16	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh	COMP AORE	Marie tou	DJIEB RE	Saha do	CNI B	B44 7236 2	27/02/ 2012		Fém inin	Riz	145	233 000	3 379
14 17	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	DJIEB RE	Sahad o			CNI B	B05 5002 6	17/04/ 2008	65176608	Mas culi n	Ignam e	150	1 600 000	24 000
14 17	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	DJIEB RE	Sahad o			CNI B	B05 5002 6			Mas culi n	Ignam e	150	1 600 000	24 000
14 17	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	DJIEB RE	Sahad o			CNI B	B05 5002 6			Mas culi n	Oigno n	150	1 320 000	19 800
14 09	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh		Guibil a			CNI B	B65 9064 1	28/02/ 2012	65583060	Mas culi n	Mais	700	113 125	7 919

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 10	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Halido u			CNI B	B63 8488 4	27/02/ 2010		Mas culi n	Mais	300	113 125	3 394
14 44	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Mouss a			CNI B	B07 3741 5	26/06/ 2008	78414441	Mas culi n	Oigno n	100	1 320 000	13 200
14 44	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Mouss a			CNI B	B07 3741 5			Mas culi n	Riz	300	233 000	6 990
14 44	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Mouss a			CNI B	B07 3741 5			Mas culi n	Mais	170	113 125	1 923
14 15	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Seto	GUEB RE	Tass ere	CNI B	B44 7138 5	27/02/ 2012		Fém inin	Riz	20	233 000	466

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 12	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Taher e			CNI B	B37 6753 5	08/09/ 2010	76142511	Mas culi n	Riz	225	233 000	5 243
14 12	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Taher e			CNI B	B37 6753 5			Mas culi n	Mais	225	113 125	2 545
14 11	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Tasser e			CNI B	B66 5026 4	13/11/ 2010	76666864	Mas culi n	Riz	150	233 000	3 495
14 13	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GUEB RE	Tasser e			CNI B	B66 5026 4	13/11/ 2010	76666860	Mas culi n	Riz	200	233 000	4 660
14 18	Niaogh o	Teng soba	Accès périmèt re de Niaogh o	GURB RE	Souley mane	GUEB RE	Driss a	CNI B	B37 6772 9	08/08/ 2010	74462404	Mas culi n	Riz	154	233 000	3 588
			U												#DI	L

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
15 03	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam	BAND AOGO	Salifo			CNI B	B52 3240 5	01/10/ 2012	76173828	Mas culi n	Niébé/ Harico t	1235	V/0 ! 187 500	23 156
15 03	Zabré	Sam	bé Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	BAND AOGO	Salifo			CNI B	B52 3240 5			Mas culi n	Sésam e	617	191 240	11 800
15 03	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	BAND AOGO	Salifo			CNI B	B52 3240 5			Mas culi n	Arachi de	618	118 625	7 331
15 04	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag	BAND AOGO	Souley mane			CNI B	B12 2889 1	11/06/ 2009	75591513	Mas culi n	Arachi de	968	118 625	11 483

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
			e pirogue Nakam bé												
15 04	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	BAND AOGO	Souley mane		CNI B	B12 2889 1			Mas culi n	Niébé/ Harico t	847	187 500	15 881
15 04	Zabré	Sam péma	Nakam bé	BAND AOGO	Souley mane		CNI B	B12 2889 1			Mas culi n	Sésam e	605	191 240	11 570
14 81	Zabré	Sam péma	Nakam bé	BANS E	Adam a		CNI B	B39 7847 1	17/08/ 2010	79117555	Mas culi n	Sésam e	1090	191 240	20 080
14	Zabré	Sam	Sampé	BANS	Adam		CNI	B39			Mas	Niébé/	1050	187	19

N u m Q ue st 81	Commu	Local ités péma	Passag e	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID 7847	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e culi n	Spécul ation Harico t	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
15 00	Zabré	Sam	pirogue Nakam bé Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	BARR Y	Ousm		CNI B	B48 5677 0	27/03/ 2014	72537399	Mas culi n	Mais	355	113 125	4 016
15 00	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	BARR Y	Ousm ane		CNI B	B48 5677 0			Mas culi n	Arachi de	178	118 625	2 112
15 00	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam	BARR Y	Ousm ane		CNI B	B48 5677 0			Mas culi n	Sésam e	177	191 240	3 385

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
15 01	Zabré	Sam péma	bé Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	DABR E	Tonko ugnan		CNI B	B39 7628 1	17/08/ 2010	75254333	Mas culi n	Mais	715	113 125	8 088
15 01	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	DABR E	Tonko ugnan		CNI B	B39 7628 1			Mas culi n	Riz	475	233 000	11 068
17 54	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	DIABO	Zoulg anai		CNI B	B10 2171 1	22/01/ 2009	68588600	Mas culi n	Niébé/ Harico t	320	187 500	6 000
17 54	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e	DIABO	Zoulg anai		CNI B	B10 2171 1			Mas culi n	Sorgh o	220	105 000	2 310

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num	Date	Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo		Pièc	sseme				aff /		compe
Q					1	T	ndan	e ID	e ID	nt				spécu	tair	nsatio
ue							t							latio	e	n
st														n		
			pirogue Nakam bé													
			Sampé													
14 99	Zabré	Sam péma	ma- Passag e pirogue Nakam bé	GUEB RE	Tongu im			CNI B	B11 8311 3	18/06/ 2009	63323303	Mas culi n	Mais	1170	113 125	13 236
14 99	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	GUEB RE	Tongu im			CNI B	B11 8311 3			Mas culi n	Arachi de	1760	118 625	20 878
14 95	Zabre	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Boubo uré			CNI B	B12 2823 5	11/06/ 2009	63455183	Mas culi n	Sésam e	228	191 240	4 360
14 95	Zabré	Sam péma	Sampé ma-	LOUR E	Boubo uré			CNI B	B12 2823			Mas culi	Arachi de	342	118 625	4 057

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Passag e pirogue Nakam bé					5			n				
15 07	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Fobou ré		CNI B	B37 8052 1	09/09/ 2010	61848842	Mas culi n	Mais	563	113 125	6 369
15 07	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Fobou ré		CNI B	B37 8052 1			Mas culi n	Arachi de	1125	118 625	13 345
15 07	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Fobou ré		CNI B	B37 8052 1			Mas culi n	Sésam e	562	191 240	10 748

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 78	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Hama do		CNI B	B11 7849 5	17/06/ 2009	71439626	Mas culi n	Arachi de	1353	118 625	16 050
14 78	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Hama do		CNI B	B11 7849 5			Mas culi n	Sésam e	697	191 240	13 329
15 05	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Salif		CNI B	B58 9950 9	05/11/ 2010	77301675	Mas culi n	Arachi de	668	118 625	7 924
15 05	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue	LOUR E	Salif		CNI B	B58 9950 9			Mas culi n	Niébé/ Harico t	585	187 500	10 969

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
			Nakam bé													
15 05	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Salif			CNI B	B58 9950 9			Mas culi n	Sésam e	417	191 240	7 975
15 06	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Seyba			CNI B	B39 7882 1	17/08/ 2010	75038991	Mas culi n	Mais	1430	113 125	16 177
15 06	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Seyba			CNI B	B39 7882 1			Mas culi n	Niébé/ Harico t	2240	187 500	42 000
15 02	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag	LOUR E	Siram ane			CNI B	B50 2086 6	21/11/ 2011	74675528	Mas culi n	Mais	732	113 125	8 281

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t		Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation		t uni	Monta nt compe nsatio n
			e pirogue Nakam bé													
15 02	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Siram ane			CNI B	B50 2086 6			Mas culi n	Arachi de	488	118 625	5 789
14 79	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Tozou ra			CNI B	B54 3110 7	27/02/ 2012	75486358	Mas culi n	Sésam e	568	191 240	10 862
14 79	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	LOUR E	Tozou ra			CNI B	B54 3110 7			Mas culi n	Mais	852	113 125	9 638
17	Zabré	Sam	Sampé	OUAR	Yemd			CNI	B11	18/06/	71800073	Mas	Arachi	720	118	_

N u m Q	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio
ue st							t		0.12					latio n	e	n
56		péma	ma- Passag e pirogue Nakam bé	Е	aogo			В	7888 9	2009		culi n	de		625	
14 94	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SALB RE	Drissa			CNI B	B40 7137 4	18/08/ 2010	76361339	Mas culi n	Sésam e	448	191 240	8 568
14 94	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SALB RE	Drissa			CNI B	B40 7137 4			Mas culi n	Niébé/ Harico t	872	187 500	16 350
15 67	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam	SALB RE	Yiredo ma			CNI B	B11 8803 3	12/06/ 2009	73936447	Mas culi n	Sésam e	356	191 240	6 808

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
15 67	Zabré	Sam péma	Nakam bé	SALB RE	Yiredo ma		CNI B	B11 8803 3			Mas culi n	Niébé/ Harico t	572	187 500	10 725
15 67	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SALB RE	Yiredo ma		CNI B	B11 8803 3			Mas culi n	Riz	502	233 000	11 697
14 92	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Abdou		CNI B	B42 3598 4	24/08/ 2010	62990911	Mas culi n	Niébé/ Harico t	1312	187 500	24 600
14 92	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e	SAMB ARE	Abdou		CNI B	B42 3598 4			Mas culi n	Sésam e	938	191 240	17 938

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t		Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
			pirogue Nakam bé													
14 92	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Abdou			CNI B	B42 3598 4			Mas culi n	Mais	1500	113 125	16 969
14 85	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Adam a			CNI B	B39 7845 5	17/08/ 2010	65753863	Mas culi n	Sésam e	200	191 240	3 825
14 85	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Adam a			CNI B	B39 7845 5			Mas culi n	Oigno n	720	1 320 000	95 040
14 93	Zabré	Sam péma	Sampé ma-	SAMB ARE	Bouka ré			CNI B	B42 3731	08/09/ 2010	63919356	Mas culi	Sésam e	196	191 240	3 748

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Passag e pirogue Nakam bé					0			n				
14 93	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Bouka ré		CNI B	B42 3731 0			Mas culi n	Niébé/ Harico t	49	187 500	919
14 93	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Bouka ré		CNI B	B42 3731 0			Mas culi n	Mais	245	113 125	2 772
15 17	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Bouka ré		CNI B	B11 7909 1	18/06/ 2010	68589107	Mas culi n	Riz	96	233 000	2 237

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
15 17	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Bouka ré		CNI B	B11 7909 1			Mas culi n	Oigno n	224	1 320 000	29 568
14 83	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Diabo uré		Autr e		06/02/ 2008		Mas culi n	Riz	496	233 000	11 557
14 83	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Diabo uré		Autr e				Mas culi n	Sorgh o	343	105 000	3 602
14 83	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue	SAMB ARE	Diabo uré		Autr e				Mas culi n	Mais	310	113 125	3 507

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Nakam bé												
14 86	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Hama do		CNI B	B39 7441 5	17/08/ 2010	75535258	Mas culi n	Oigno n	330	1 320 000	43 560
14 91	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Hama do		CNI B	B39 7441 5	17/08/ 2010	75535258	Mas culi n	Sésam e	326	191 240	6 234
14 91	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Hama do		CNI B	B39 7441 5			Mas culi n	Niébé/ Harico t	328	187 500	6 150
14 91	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag	SAMB ARE	Hama do		CNI B	B39 7441 5			Mas culi n	Arachi de	326	118 625	3 867

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			e pirogue Nakam bé													
15 14		Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Hama do			CNI B	B65 4502 5	11/04/ 2012	66348801	Mas culi n	Sésam e	820	191 240	15 682
15 14		Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Hama do			CNI B	B65 4502 5			Mas culi n	Mais	1230	113 125	13 914
14 97	Zabre	Sam péma	Nakam bé	SAMB ARE	Idriss a			CNI B	B42 6938 1	09/12/ 2013	62325107	n	Riz	441	233 000	10 275
14	Zabré	Sam	Sampé	SAMB	Idriss			CNI	B42			Mas	Oigno	588	1	77 616

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
97		péma	ma- Passag e pirogue Nakam bé	ARE	a			В	6938 1			culi n	n		320 000	
14 97	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Idriss a			CNI B	B42 6938 1			Mas culi n	Niébé/ Harico t	441	187 500	8 269
14 89	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Issouf			CNI B	B11 9640 9	17/03/ 2009	68589132	Mas culi n	Sésam e	164	191 240	3 136
14 89	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam	SAMB ARE	Issouf			CNI B	B11 9640 9			Mas culi n	Niébé/ Harico t	656	187 500	12 300

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
15 16	Zabré	Sam péma	bé Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Issouf ou		CNI B	B18 7727 0	17/07/ 2010	76269519	Mas culi n	Riz	310	233 000	7 223
15 16	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Issouf ou		CNI B	B18 7727 0			Mas culi n	Niébé/ Harico t	220	187 500	4 125
14 84	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Moim ouni		CNI B	B66 7368 0	21/11/ 2010		Mas culi n	Niébé/ Harico t	684	187 500	12 825
14 84		Sam péma	Sampé ma- Passag e	SAMB ARE	Moim ouni		CNI B	B66 7368 0			Mas culi n	Sésam e	456	191 240	8 721

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			pirogue Nakam bé												
14 90	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE			Autr e		28/03/ 2012	68581679	Mas culi n	Mais	1500	113 125	16 969
14 90	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE			Autr e				Mas culi n	Sésam e	375	191 240	7 172
14 90	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE			Autr e				Mas culi n	Niébé/ Harico t	1875	187 500	35 156
15 15		Sam péma	Sampé ma-	SAMB ARE	Parzo ula		CNI B	B21 4271	23/10/ 2009	76143539	Mas culi	Riz	504	233 000	11 743

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
			e pirogue Nakam bé		ouni										
15 15	Zabré	Sam péma	Nakam bé	SAMB ARE	Parzo ula moum ouni		CNI B	B21 4271 6			Mas culi n	Niébé/ Harico t	252	187 500	4 725
15 15	Zabré	Sam péma	Nakam bé	SAMB ARE	Parzo ula moum ouni		CNI B	B21 4271 6			Mas culi n	Arachi de	504	118 625	5 979
14 96	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Sanou ssa		CNI B	B43 5349 9	23/09/ 2011	62408264	Mas culi n	Sésam e	180	191 240	3 442

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
14 96	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Sanou ssa			CNI B	B43 5349 9			Mas culi n	Riz	240	233 000	5 592
14 96	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Sanou ssa			CNI B	B43 5349 9			Mas culi n	Niébé/ Harico t	180	187 500	3 375
14 87	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Siram ane			CNI B	B42 2859 6	24/08/ 2010	72941165	Mas culi n	Oigno n	936	1 320 000	123 552
14 87	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue	SAMB ARE	Siram ane			CNI B	B42 2859 6			Mas culi n	Sésam e	156	191 240	2 983

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			Nakam bé												
14 87	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Siram ane		CNI B	B42 2859 6			Mas culi n	Riz	468	233 000	10 904
14 88	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Yacou ba		CNI B	B42 3381 0	24/08/ 2010	74098929	Mas culi n	Sésam e	440	191 240	8 415
14 88	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB ARE	Yacou ba		CNI B	B42 3381 0			Mas culi n	Niébé/ Harico t	440	187 500	8 250
14 88	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag	SAMB ARE	Yacou ba		CNI B	B42 3381 0			Mas culi n	Soja	440	130 850	5 757

N	Commu	Local	Nom	Nom	Préno	NOM	Prén	Тур	Num		Num tel	Sex	Spécul	Supe	Coû	Monta
u	nes	ités	Route	Officiel	m	REPO	om	e	éro	Etabli		e	ation	rficie	t	nt
m					Officie	NDAN	Répo		Pièc	sseme				aff /		compe
Q					1	T	ndan	e ID	e ID	nt				spécu		nsatio
ue							t							latio	e	n
st														n		
			e pirogue Nakam bé													
14 98	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB RE	Zagna n			CNI B	B46 7438 5	13/03/ 2012	70037139	Mas culi n	Arachi de	488	118 625	5 789
14 98	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB RE	Zagna n			CNI B	B46 7438 5			Mas culi n	Riz	488	233 000	11 370
14 98	Zabre	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SAMB RE	Zagna n			CNI B	B46 7438 5			Mas culi n	Oigno n	244	000	32 208
15	Zabré	Sam	Sampé	SARE	Koffi			CNI	B12	11/06/	76749231	Mas	Arachi	201	118	$2\ 384$

N u m Q ue st	Commu	ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e		rficie aff /	t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
11		péma	Passag e pirogue Nakam bé				В	2810	2009		culi n	de		625	
15 11	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Koffi		CNI B	B12 2810 2			Mas culi n	Sorgh o	335	105 000	3 518
15 11	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Koffi		CNI B	B12 2810 2			Mas culi n	Sésam e	134	191 240	2 563
15 08	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam	SARE	Maha moudo u		CNI B	B11 7876 8	18/02/ 2009	72960610	Mas culi n	Mais	745	113 125	8 428

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t	Monta nt compe nsatio n
15 08	Zabré	Sam péma	bé Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Maha moudo u		CNI B	B11 7876 8			Mas culi n	Arachi de	447	118 625	5 303
15 08	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Maha moudo u		CNI B	B11 7876 8			Mas culi n	Niébé/ Harico t	298	187 500	5 588
15 10	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Salif		CNI B	B46 7644 1	12/03/ 2012	61512291	Mas culi n	Niébé/ Harico t	123	187 500	2 306
15 10	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e	SARE	Salif		CNI B	B46 7644 1			Mas culi n	Riz	123	233 000	2 866

$\begin{matrix} N \\ u \\ m \\ Q \\ ue \\ st \end{matrix}$	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	_	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
			pirogue Nakam bé													
15 10	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Salif			CNI B	B46 7644 1			Mas culi n	Mais	124	113 125	1 403
15 12	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Soum aila			CNI B	B11 7887 6	18/06/ 2009	60701277	Mas culi n	Mais	342	113 125	3 869
15 12	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Soum aila			CNI B	B11 7887 6			Mas culi n	Arachi de	228	118 625	2 705
15 09	Zabré	Sam péma	Sampé ma-	SARE	Tobaz éré			CNI B	B46 7438	13/03/ 2012	72406309	Mas culi	Mais	117	113 125	1 324

N u m Q ue st		Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t		Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
			e pirogue Nakam bé													
15 09	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Tobaz éré			CNI B	B46 7438 4			Mas culi n	Arachi de	156	118 625	1 851
15 09	Zabré	Sam péma	Nakam bé	SARE	Tobaz éré			CNI B	B46 7438 4			Mas culi n	Mil	117	105 000	1 229
14 80	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Toda ma			CNI B	B06 2313 9	14/05/ 2008		Mas culi n	Sésam e	900	191 240	17 212

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Typ e Pièc e ID	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	Coû t uni tair e	Monta nt compe nsatio n
14 80	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Toda ma		CNI B	B06 2313 9			Mas culi n	Soja	900	130 850	11 777
14 80	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SARE	Toda ma		CNI B	B06 2313 9			Mas culi n	Niébé/ Harico t	450	187 500	8 438
15 13	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	SORG HO	Alima		CNI B	B56 7098 0	25/06/ 2014	73685448	Fém inin	Sésam e	705	191 240	13 482
15 13	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue	SORG HO	Alima		CNI B	B56 7098 0			Fém inin	Mais	1645	113 125	18 609

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t	e Pièc	Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	rficie aff /	t uni	Monta nt compe nsatio n
			Nakam bé													
14 82	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	YARA	Mery			CNI B	B39 7449 1	17/08/ 2010	79207949	Fém inin	Sésam e	592	191 240	11 321
14 82	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	YARA	Mery			CNI B	B39 7449 1			Fém inin	Mais	888	113 125	10 046
17 55	Zabré	Sam péma	Sampé ma- Passag e pirogue Nakam bé	ZOUG MORE	Boura hima			CNI B	B38 0655 8	16/03/ 2010	70571535	Mas culi n	Mais	950	113 125	10 747
															#DI V/0 !	

N u m Q ue st	Commu	Local ités	Nom Route	Nom Officiel	Préno m Officie l	NOM REPO NDAN T	Prén om Répo ndan t		Num éro Pièc e ID	Date Etabli sseme nt	Num tel	Sex e	Spécul ation	Supe rficie aff / spécu latio n	t uni	Monta nt compe nsatio n
13 18	Zabré	Bissa ya	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	GOUE M	Abibo u			Auc une			63323303	Fém inin	Sorgh o	480	105 000	5 040
13 18	Zabré	Bissa ya	Lergho-Zone pastora le de Tcherb o	GOUE M	Abibo u			Auc					Sésam e	1200	191 240	22 949
13 59	Zabré	Bissa ya	Accès refuge Woozi	SARE	Lapag a			CNI B	B05 1086 7	07/04/ 2008	66125212	Fém inin	Mil	112	105 000	1 176

Tableau 44 : Liste des PAP perdant des infrastructures et revenus d'activités économiques

Num Quest	Communes	Locali tés	Pistes	Nom Officiel	Prénom Officiel	Type Pièce ID	Numéro Pièce ID	Date Etabliss ement	Num tel	Sexe	Infrastr uctures fixes impacté	Activité commerc iale concerné	Description sommaire de l'infrastructure	Maté riaux	Natu re Toit	Dime nsion	Nom bre Tôles	infrastr	Compe nsation pertes activité	Total
2750	Bittou	Déma	Extension Est Loaba- Extension Sud	YIMBO NE	Madi	CNIB	B66498 46	13/11/2 010	7084 2202	Masc ulin	Bâtime nt	e Moulin	rectangulaire, banco, 10 tôles, superficie de 10m²	1	Tôle	10m²	10	750 000	105 000	855 000
2421	Bittou	Loaba	Extension Est Loaba- Extension Sud	SALBR E	Issa	CNIB	B47308 32	15/03/2 015	7132 6702	Masc ulin	Hangar		poteau en bois, toiture de paille, superficie 23m²	8	Paille	23m²		25 000	105 000	130 000
2301	Bouss ouma	Lengh a	Accès refuge Woozi	DABRE	Yahaya	CNIB	B19311 28	05/07/2 010	6474 9477	Masc ulin	Bâtime nt	Vente de portables	Etat neuf, parpaings, 10 tôles	0	0		10	800 000	105 000	905 000
2301	Bouss ouma	Lengh a	Accès refuge Woozi	DABRE	Yahaya	CNIB	B19311 28	05/07/2 010		Masc ulin	Hangar	chargeur de portables	Etat neuf, support en fer, 8 tôles	0	0		8	320 000	105 000	425 000

Tableau 45 : Liste des PAP perdant des arbres privés dans les habitations et les champs

Num Quest	Commune	Localités	Pistes	Propriétaire	CNIB	Type d'arbres	Quantité	Prix Unitaire	Cout FCFA
1780	Bagré	Béga	Béga-Boakla (RG Nord)	OUEDRAOGO Amidou	B7270853	Manguier	1	15 000	15 000
1780	Bagré	Béga	Béga-Boakla (RG Nord)	OUEDRAOGO Amidou	B7270853	Raisin sauvage	1	10 000	10 000
1782	Bagré	Béga	Béga-Boakla (RG Nord)	OUEDRAOGO Romuald	418	Bananier	4	15 000	60 000
2733	Bagré	Béga	Béga-Boakla (RG Nord)	OUEDRAOGO Talato	553	Bananier	2	15 000	30 000
2748	Bittou	Déma	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	B6650340 du 13/11/10	Melina	1	10 000	10 000
2748	Bittou	Déma	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	B6650340 du 13/11/10	Eucalyptus	1	10 000	10 000
2748	Bittou	Déma	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	B6650340 du 13/11/10	Acacia	1	10 000	10 000
2748	Bittou	Déma	Extension Ets à Extension Sud	YALA Moumouni	B6650340 du 13/11/10	Balanites	1	10 000	10 000
2749	Bittou	Loaba	Extension Ets à Extension Sud	Imam de la Mosquée		Manguier	1	15 000	15 000

1422	Boussouma	Komboaré	Komboaré Extension Sud Kounia	ZAMPOU Seydou	B4059004	Néré	3	10 000	30 000
1404	Niaogho	Ibogo	Accès périmètre de Béguédo	BAMBARO Salama	B4473713	Manguier	5	15 000	75 000
1404	Niaogho	Ibogo	Accès périmètre de Béguédo	BAMBARO Salama	B4473713	Eucalyptus	3	10 000	30 000
1404	Niaogho	Ibogo	Accès périmètre de Béguédo	BANDAOGO Tata	B7159087	Manguier	1	15 000	15 000
1408	Niaogho	Tengsoba	Accès périmètre de Niaogho	GUEBRE Halidou	B6384884	Nimier	3	10 000	30 000
1408	Niaogho	Tengsoba	Accès périmètre de Niaogho	GUEBRE Halidou	B6384884	Eucalyptus	1	10 000	10 000
1408	Niaogho	Tengsoba	Accès périmètre de Niaogho	GUEBRE Souleymane	B3767529	Manguier	1	15 000	15 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	BAGAGNAN Salam	B1151636	Balanites	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	BARRY Moumini	B6143324 du 29/10/2010	Nimier	3	10 000	30 000
1649	Zabré	Sampéma		COMBO Féon	JSAN n°862 du 21/10/2002	Jatropha	20	5 000	100 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	IMA Ousmane	B3753205	Manguier	2	15 000	30 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	IMA Ousmane	B3753205	Balanites	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	KABAYWA Moussa	B2143921 du 23/10/2009	Anacardier	20	15 000	300 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	KABORE Céline	JSAN n° 1112	Kombonrgo	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	KABORE Issa	B5907782	Eucalyptus	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	KAMBONE Delwendé	B3648300	Eucalyptus	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	OUEDRAOGO Amidou	B7270853 du 27/10/2010	Manguier	1	15 000	15 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	OUEDRAOGO Amidou	B7270853 du 27/10/2010	Raisin sauvage	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	OUEDRAOGO Romuald	JSAN n°418 17/07/2002	Bananier	4	15 000	60 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	OUILI Pierre	B2432344 du 06/08/2010	Arzantiga	1	10 000	10 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	OUILI Pierre	B2432344 du 06/08/2010	Gobnango	34	10 000	340 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	SAWADOGO Sibiri	B2432203	Baobab	1	15 000	15 000
1753	Zabré	Sampéma	RR9-Piste Béga - Boakla	ZIDNABA Alaye	JSAN n°3601 du 10/09/1986	Nimier	1	10 000	10 000

11.14.	Annexe 3 : COPIE DES PROCES-VERBAU	ΣX

Compte Rendu de la rencontre villageoise de Bagré d'information et de consultation des populations sur la réalisation de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 24 juillet, s'est tenue à Bagré à 9h40 mn, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages de Bagré-Village, Béga, Boakla, Goudayéré, Sangaboulé, Zangoula sur la réalisation sur la réalisation de la piste de 157,43 km qui traverse une partie de leur terroir. Cette réunion avait entre autres objectifs de :

- 1) informer l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet (emplacement du site, réalisation des études, consultations et compensations, etc.)
- 2) Rassurer face au processus de construction de la route, en échangeant notamment sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées;
- 3) Consulter Recueillir leurs perceptions et préoccupations face au projet (impact sur les communautés, environnement, développement économique, etc.)

Etaient en effet présent à cette rencontre les représentants du village à savoir le conseiller municipal, des membres du CVD et des résidents hommes et femmes du village (voir liste jointe).

Après les présentations et les mots de bienvenue, la mission a informé l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet:

- c'est à la suite d'une série d'études réalisées dans le cadre du PPCB que le projet a été identifié;
- les personnes éligibles à la réinstallation sont celles qui perdent des biens ou des sources de revenus;
- ➤ A l'aide d'une carte la zone potentiellement affectée a été décrite comme relevant de plusieurs communes à savoir les communes dans les provinces du Boulgou et du Zoundweogo;
- ➤ La construction va suivre l'emprise de l'ancienne piste avec des modifications de tracés qui auront des impacts sur l'habitat, les terres et les arbres mais aussi la perturbation de certaines activités commerciales.
- ➤ Les enquêteurs vont passer dans les villages les jours à venir pour recenser les habitations, les arbres, les champs, sur l'emprise physique de la route en projet. Les informations ainsi recueillies vont permettre d'estimer les valeurs des biens (champs, habitats, arbres plantés, ...) et de procéder aux compensations des propriétaires de chaque bien ainsi recensé;
- > Des études et des concertations seront menées avec toutes les structures/personnes concernées (administration, coutumiers, propriétaires des

champs, des habitations concernés, ...) en vue des activités de réinstallation des populations et leurs vies socio-économiques dans les conditions sinon meilleures ou au moins égales à celles dans lesquelles elles vivent actuellement.

Vous serez informés à l'avance du passage des équipes chargées de conduire le recensement des biens qui sont localisés dans l'emprise du projet. Ceci pour permettre :

- Au village de désigner des représentants pour les accompagner et aider valider les informations collectées par les recenseurs. Car à aucun moment ceux-ci ne devront être laissés seuls. Ces précautions visent à éviter des réclamations et plaintes au moment de la validation des listes des PAP;
- Aux chefs de concessions/ménages de laisser à porter de main leurs pièces d'états civiles ou de laisser des consignes à des répondants au cas où ils seront appelés à s'absenter du village lors du passage des recenseurs.

Il est ressorti des échanges qui ont suivi cet exposé, le fait qu'il est nécessaire de rassurer les uns et les autres face au processus de construction la route, en fournissant notamment plus d'informations sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées. Une synthèse de ces interventions peut être présentée ainsi qu'il suit :

- ⇒ De quelle manière sera réalisée la compensation des personnes affectées ?
- ⇒ Où seront nous relocaliser
- ⇒ Quelles sont les modalités pour l'évaluation de la valeur des biens affectés ?
- ⇒ Des jeunes du village pourront-ils être associés au recensement et à quelle condition ?
- ⇒ La main-d'œuvre locale sera-t-elle associée à la construction de la route ?
- \Rightarrow Etc.

A toutes ces questions, la mission leur a donné l'assurance que tout sera mis en œuvre pour :

- déterminer les compensations en fonction des impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet n'est injustement pénalisée;
- s'il y a relocalisation, les sites d'accueil seront déterminés en partenariat avec les personnes affectées par le Projet;
- La valeur des biens sers évaluée suivant des barèmes qui seront ultérieurement présentés aux PAP afin d'obtenir la validation de ces barèmes ;
- En fonction des besoins spécifiques du terrain, des jeunes des villages pourront être associés au recensement.

La séance fut levée à 12h 15 après avoir épuisé toutes les questions.

Fait à Bagré, le 24 juillet 2014

Le Consultant	Le président CVD	Le Conseiller Municipal

LISTE DES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE D'INFORMATION/CONSULTATION DES populations

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
BALBONE	Inoussa	B0477022	70515171
BALBONE	Noraogo	b1512450	63100512
BALBONE	Momini	B7280924	61753412
BOUNDAOGO	Dayende		
DIALLO	Allou	B6143057	72272337
BAGAGNAN	Salam	B1151636	70439492
BANSE	Souleymane	B6458670	
BIKIENGA	Binta	B5905642	
DABRE	Bagaboure Drissa	B4058416	
DABRE	Mamina	B7342302	75647106
DIALLA	Salfo	B4614421	70401989
GNAGON	Zeloube	B7340097	76816524
GUENE	Drissa	B5345230	72617296
GUENE	Issaka	B2604400	72248759
IMA	Ousmane	B3753205	60592402
KABORE	Céline	1112	
KABORE	Hamado	B2558066	71169617
KABORE	Issa	B3526334	63516225
KABORE	Salam	B1811844	
KABORE	Yamde	986	71806243
KANBONE	Salam	B2560171	70817199
KIENDGA	Ipala moussa	285	70435360
KIETEGA	Ousmane	B5906999	73107532
OUEDRAOGO	Amidou	B7270853	71339301
OUEDRAOGO	Boukaré	B6316800	72724230
OUEDRAOGO	Hamado	B5175020	62937822
OUEDRAOGO	Hamado	B5175020	62937822
SAWADOGO	Awa	B2431587	60254389
SAWADOGO	Boukaré	B3340632	62895091
SAWADOGO	Sibiri	185	72177012
SONDE	Boukari	B2431206	63747252
SONDE	Boukari	B2431206	
YAOGO	Pata Francis	B5907783	61598753

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
ZAMPOU	Assetou	B1937710	60809569
ZAMPOU	Habibatou	B4018586	75977061
ZIDOUEMBA	Gannoaga	679203	71811788
ZONGO	Karim	B3253971	72674931
BOUNDAOGO	Barkissa	B7265994	
KAMBONE	Delwendé	B3648300	61708287
KAMBONE	Issa	B2512039	71503245
SANFO	Ousseni	B2341225	60254432

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Bittou d'information et de consultation des populations sur la réalisation de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 20 juillet, s'est tenue à Bittou à patir de 10h30mn, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages: Déma, Loaba Peul, Hamdalaye, Nakré, Yarsé, Yanti, sampéma sur la réalisation sur la **réalisation** de la piste de 157,43 km qui traverse une partie de leur terroir. Cette réunion avait entre autres objectifs de :

- 4) informer l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet (emplacement du site, réalisation des études, consultations et compensations, etc.)
- 5) Rassurer face au processus de construction de la route, en échangeant notamment sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées;
- 6) Consulter Recueillir leurs perceptions et préoccupations face au projet (impact sur les communautés, environnement, développement économique, etc.)

Etaient en effet présent à cette rencontre les représentants du village à savoir le conseiller municipal, des membres du CVD et des résidents hommes et femmes du village (voir liste jointe).

Après les présentations et les mots de bienvenue, la mission a informé l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet:

- c'est à la suite d'une série d'études réalisées dans le cadre du PPCB que le projet a été identifié;
- les personnes éligibles à la réinstallation sont celles qui perdent des biens ou des sources de revenus;
- A l'aide d'une carte la zone potentiellement affectée a été décrite comme relevant de plusieurs communes à savoir les communes dans les provinces du Boulgou et du Zoundweogo;
- La construction va suivre l'emprise de l'ancienne piste avec des modifications de tracés qui auront des impacts sur l'habitat, les terres et les arbres mais aussi la perturbation de certaines activités commerciales.
- Les enquêteurs vont passer dans les villages les jours à venir pour recenser les habitations, les arbres, les champs, sur l'emprise physique de la route en projet. Les informations ainsi recueillies vont permettre d'estimer les valeurs des biens (champs, habitats, arbres plantés, ...) et de procéder aux compensations des propriétaires de chaque bien ainsi recensé;
- Des études et des concertations seront menées avec toutes les structures/personnes concernées (administration, coutumiers, propriétaires des champs, des habitations concernés, ...) en vue des activités de réinstallation des

populations et leurs vies socio-économiques dans les conditions sinon meilleures ou au moins égales à celles dans lesquelles elles vivent actuellement.

Vous serez informés à l'avance du passage des équipes chargées de conduire le recensement des biens qui sont localisés dans l'emprise du projet. Ceci pour permettre :

- Au village de désigner des représentants pour les accompagner et aider valider les informations collectées par les recenseurs. Car à aucun moment ceux-ci ne devront être laissés seuls. Ces précautions visent à éviter des réclamations et plaintes au moment de la validation des listes des PAP;
- Aux chefs de concessions/ménages de laisser à porter de main leurs pièces d'états civiles ou de laisser des consignes à des répondants au cas où ils seront appelés à s'absenter du village lors du passage des recenseurs.

Il est ressorti des échanges qui ont suivi cet exposé, le fait qu'il est nécessaire de rassurer les uns et les autres face au processus de construction la route, en fournissant notamment plus d'informations sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées. Une synthèse de ces interventions peut être présentée ainsi qu'il suit :

- ⇒ Quand va débuter le recensement des biens et des personnes affectées par le projet ?
- ⇒ Quel rôle devra jouer les autorités villageoises dans le déroulement du recensement ?
- ⇒ Quelles sont les modalités pour l'évaluation de la valeur des biens affectés ?
- ⇒ Des jeunes du village pourront-ils être associés au recensement et à quelle condition ?
- ⇒ La main-d'œuvre locale sera-t-elle associée à la construction de la route?
- \Rightarrow Etc

A toutes ces questions, la mission leur a donné l'assurance que tout sera mis en œuvre pour :

- Le recensement est programmé dans les semaines à venir et les villages seront informés de la date de passage des agents recenseurs
- Il est attendu des autorités locales une implication active afin d'aboutir à des résultats non contestés;
- La valeur des biens sera évaluée suivant des barèmes qui seront ultérieurement présentés aux PAP afin d'obtenir la validation de ces barèmes ;
- En fonction des besoins spécifiques du terrain, des jeunes des villages pourront être associés au recensement.

La séance fut levée à 12h 30 après avoir épuisé toutes les questions.

Fait à Bittou, le 20 avril 2014

Le Consultant	Le président CVD	Le Conseiller Municipal

LISTE DES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE D'INFORMATION/CONSULTATION

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
BARRY	Moumini	B6143324	70366885
YEMBONE	Adama	B4630174	70055121
BARRY	Idrissa		72272142
DIALLO	Boureima	B4856367	71012987
DIALLO	Mankido	B0477115	71267441
SAWADOGO	Salif	1445417	
TOUGMA	Lucien	B4250989	60000593
YANGANE	Adama	B6649468	70541783
SALBRE	Boueboure	B1187897	62249226
SAMBARE	Gaousso	B3142213	77080630
SONDE	Harouna	B5223968	62524898
SONDE	Haya	263	63574323
DIALLO	Moumouni	B1931980	70984560
DIALLO	Noufou	B1931980	70984560
OUEDRAOGO	Ipala	B6228153	75435073
SAWADOGO	Somkieta	B6228153	75435073
SOMDE		4504/12	60254585
SOMDE		4504/12	

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Boussouma d'information et de consultation des populations sur la réalisation de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 31 juillet, s'est tenue à Boussouma à partir de 10 h10 mn, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages de NIAOGHO: Ibogo, Tengsoba, BEGUEDO: Tanvoussé, BOUSSOUMA: Lengha, Boussouma, Komboaré sur la réalisation sur la réalisation de la piste de 157,43 km qui traverse une partie de leur terroir. Cette réunion avait entre autres objectifs de:

- 7) informer l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet (emplacement du site, réalisation des études, consultations et compensations, etc.)
- 8) Rassurer face au processus de construction de la route, en échangeant notamment sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées;
- 9) Consulter Recueillir leurs perceptions et préoccupations face au projet (impact sur les communautés, environnement, développement économique, etc.)

Etaient en effet présent à cette rencontre les représentants du village à savoir le conseiller municipal, des membres du CVD et des résidents hommes et femmes du village (voir liste jointe.

Après les présentations et les mots de bienvenue, la mission a informé l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet:

- > c'est à la suite d'une série d'études réalisées dans le cadre du PPCB que le projet a été identifié;
- ➤ les personnes éligibles à la réinstallation sont celles qui perdent des biens ou des sources de revenus ;
- ➤ A l'aide d'une carte la zone potentiellement affectée a été décrite comme relevant de plusieurs communes à savoir les communes dans les provinces du Boulgou et du Zoundweogo;
- La construction va suivre l'emprise de l'ancienne piste avec des modifications de tracés qui auront des impacts sur l'habitat, les terres et les arbres mais aussi la perturbation de certaines activités commerciales.
- Les enquêteurs vont passer dans les villages les jours à venir pour recenser les habitations, les arbres, les champs, sur l'emprise physique de la route en projet. Les informations ainsi recueillies vont permettre d'estimer les valeurs des biens (champs, habitats, arbres plantés, ...) et de procéder aux compensations des propriétaires de chaque bien ainsi recensé;
- > Des études et des concertations seront menées avec toutes les structures/personnes concernées (administration, coutumiers, propriétaires des

champs, des habitations concernés, ...) en vue des activités de réinstallation des populations et leurs vies socio-économiques dans les conditions sinon meilleures ou au moins égales à celles dans lesquelles elles vivent actuellement.

Vous serez informés à l'avance du passage des équipes chargées de conduire le recensement des biens qui sont localisés dans l'emprise du projet. Ceci pour permettre :

- Au village de désigner des représentants pour les accompagner et aider valider les informations collectées par les recenseurs. Car à aucun moment ceux-ci ne devront être laissés seuls. Ces précautions visent à éviter des réclamations et plaintes au moment de la validation des listes des PAPs;
- Aux chefs de concessions/ménages de laisser à porter de main leurs pièces d'états civiles ou de laisser des consignes à des répondants au cas où ils seront appelés à s'absenter du village lors du passage des recenseurs.

Il est ressorti des échanges qui ont suivi cet exposé, le fait qu'il est nécessaire de rassurer les uns et les autres face au processus de construction la route, en fournissant notamment plus d'informations sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées. Une synthèse de ces interventions peut être présentée ainsi qu'il suit :

- ⇒ Comment tenir des personnes absentes du village au moment du recensement?
- \Rightarrow En cas de décès comment faire que les ayant-droit entre en possession de leurs compensations ?
- ⇒ En dehors des compensations, y aurait-il d'autres aides à la compensation ?
- ⇒ Auront nous droit à des superficies aménagées?
- \Rightarrow Etc.

A toutes ces questions, la mission leur a donné l'assurance que tout sera mis en œuvre pour :

- Les personnes absentes du village au moment du recensement peuvent se faire représenter par des membres de famille
- En cas de décès, les ayants-droit devront produire des documents prouvant qu'ils sont héritiers de la PAP décédée afin d'entrer en possession de leur compensation;
- les terres qui sont affectées seront de faibles superficies en rapport avec l'actif foncier de la PAP. Il n'y a pas de terres aménagées au titre du projet routier, il n'est donc pas envisageable de trouver des terres aménagées de remplacement ; les PAP recevront par contre une compensation juste discutée avec elles-mêmes
- D'autres aides sont prévues dans le cadre du PAR. C'est notamment l'appui spécifique aux personnes vulnérables.

La séance fut levée à 12 h00 après avoir épuisé toutes les questions.

Fait à Boussouma, le 31 juillet 2014

Le Consultant	Le président CVD	Le Conseiller Municipal

LISTE DES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE D'INFORMATION/CONSULTATION

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
LIDO		N°729	73775329
BANDAOGO	Bimata	B4880930	74059555
BANGAGNI	Sarata		
BANSE	Safoura		74356219
BATIAN	Azinemin mariam	B1640589	65701923
DABRE	Abdoulaye	B6229920	65246677
DABRE	Habouna	3720776	77728055
DABRE	Halidou	B6429691	66010678
DABRE	Issouf	B0594376	65246636
DABRE	Marie Raïssa	B3417272	64564700
DABRE	Momine	B1805999	76900802
DABRE	Moussa Boure		75729962
DABRE	Raphael	B1804866	76955050
DABRE	Richard		76460849
DABRE	Abdoulaye	B6229920	65246677
DABRE	Abdoul-him	B4669668	66056459
DABRE	Basile	B1930553	78379744
DABRE	Fernand	B2761466	76254485
DABRE	Lassako	B1930423	
DABRE	Mahamadou	B1930290	74721110
DABRE	Mariam	B4669651	65036544
DABRE	Mohamadi	B3206069	76657396
DABRE	Raphaël	B1804866	76955050
DABRE	Rokia		64541952
GOUEM	Aicha	A1540102	
GOUEM	Yambouré collette	1003568	76254485
GOUEM	Zenabo	B3417349	79219625
GUEBRE	Damata		78883544
GUEBRE	Fatima	B3417251	74031381
GUENE	Habibou	3348	65246636
GUINKAO	Salmata		
LEMGHAM	Abdoul bassiet	B4020477	65036544
YIGO	Bagalo	B4059868	76900802
YIGO	Engellina	B3417909	79731379

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
ZAMPOU	Amsetou		76900802
ZAMPOU	Asseta	B3416775	66056459
ZAMPOU	Bassiratou	B6701237	
ZAMPOU	Maminata	B1929549	76900802
ZAMPOU	Momine	B1806773	76787774
ZAMPOU	Nafissa		
ZAMPOU	Salamatou		64695819
ZAMPOU	Soyam	B1930564	78884882
ZAMPOU	Tolou	B3418128	79268458
BANDAOGO	Adissa	B0513396	70654657
DABRE		B5594414	65266438
GNEGNE	Mominata	B2761880	73736669
GOUEM	Momini	B1973106	73937551
GOUEM	Seyba	B4803988	70420050
NONKAGNE	Hamado	B3418136	76519561
DABRE	Azarratou		
DABRE	Salamato	B1707161	
DABRE	Salamatou	B1805512	66803695
DABRE	Siralon	B1705127	

Procès-verbal de la rencontre villageoise Garango d'information et de consultation des populations sur la réalisation de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 27 juillet, s'est tenue à Garango, à partir de 9h 10 mn une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages: GARANGO: Lergho, Saré Peul; Nomboya (Gon-Boussougou) sur la réalisation sur la **réalisation de la piste de 157,43 km** qui traverse une partie de leur terroir. Cette réunion avait entre autres objectifs de :

- 10) informer l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet (emplacement du site, réalisation des études, consultations et compensations, etc.)
- 11) Rassurer face au processus de construction de la route, en échangeant notamment sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées;
- 12) Consulter Recueillir leurs perceptions et préoccupations face au projet (impact sur les communautés, environnement, développement économique, etc.)

Etaient en effet présent à cette rencontre les représentants du village à savoir le conseiller municipal, des membres du CVD et des résidents hommes et femmes du village (voir liste jointe).

Après les présentations et les mots de bienvenue, la mission a informé l'assistance sur l'éventualité de la réalisation d'un projet:

- > c'est à la suite d'une série d'études réalisées dans le cadre du PPCB que le projet a été identifié;
- les personnes éligibles à la réinstallation sont celles qui perdent des biens ou des sources de revenus;
- A l'aide d'une carte la zone potentiellement affectée a été décrite comme relevant de plusieurs communes à savoir les communes dans les provinces du Boulgou et du Zoundweogo;
- ➤ La construction va suivre l'emprise de l'ancienne piste avec des modifications de tracés qui auront des impacts sur l'habitat, les terres et les arbres mais aussi la perturbation de certaines activités commerciales.
- Les enquêteurs vont passer dans les villages les jours à venir pour recenser les habitations, les arbres, les champs, sur l'emprise physique de la route en projet. Les informations ainsi recueillies vont permettre d'estimer les valeurs des biens (champs, habitats, arbres plantés, ...) et de procéder aux compensations des propriétaires de chaque bien ainsi recensé;
- Des études et des concertations seront menées avec toutes les structures/personnes concernées (administration, coutumiers, propriétaires des champs, des habitations concernés, ...) en vue des activités de réinstallation des

populations et leurs vies socio-économiques dans les conditions sinon meilleures ou au moins égales à celles dans lesquelles elles vivent actuellement.

Vous serez informés à l'avance du passage des équipes chargées de conduire le recensement des biens qui sont localisés dans l'emprise du projet. Ceci pour permettre :

- Au village de désigner des représentants pour les accompagner et aider valider les informations collectées par les recenseurs. Car à aucun moment ceux-ci ne devront être laissés seuls. Ces précautions visent à éviter des réclamations et plaintes au moment de la validation des listes des PAPs;
- Aux chefs de concessions/ménages de laisser à porter de main leurs pièces d'états civiles ou de laisser des consignes à des répondants au cas où ils seront appelés à s'absenter du village lors du passage des recenseurs.

Il est ressorti des échanges qui ont suivi cet exposé, le fait qu'il est nécessaire de rassurer les uns et les autres face au processus de construction la route, en fournissant notamment plus d'informations sur les répercussions prévues par la réalisation du projet, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de mitigation qui pourraient être envisagées. Une synthèse de ces interventions peut être présentée ainsi qu'il suit :

- ⇒ De quelle manière sera réalisée la compensation des personnes affectées ?
- ⇒ Où seront nous relocaliser?
- ⇒ Avec quel genre d'appui?
- ⇒ Auront nous droit à des superficies aménagées?
- ⇒ Comment prendre en compte les emplois locaux dans la mise en œuvre du projet ?
- \Rightarrow Etc.

A toutes ces questions, la mission leur a donné l'assurance que tout sera mis en œuvre pour :

- déterminer les compensations en fonction des impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet n'est injustement pénalisée;
- s'il y a relocalisation, les sites d'accueil seront déterminés en partenariat avec les personnes affectées par le Projet ;
- les terres qui sont affectées seront de faibles superficies en rapport avec l'actif foncier de la PAP. Il n'y a pas de terres aménagées au titre du projet routier, il n'est donc pas envisageable de trouver des terres aménagées de remplacement ; les PAP recevront par contre une compensation juste discutée avec elles-mêmes
- assister les personnes affectées dans leurs efforts pour rétablir ou tout au moins pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie.

A la suite de ces éclaircissements, la séance a été levée à 11h12 mn.

Le consultant Le président CVD Le Conseiller Municipal

LISTE DES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE D'INFORMATION/CONSULTATION

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
GOUEM	Momini	B1973106	73937551
GOUEM	Seyba	B4803988	70420050
NONKAGNE	Hamado	B3418136	76519561
BANCE	Mamoudou	B1630790	73558650
BANCE	Inoussa	B5846196	76531871
BANCE	Salifou		75133161
BANDAOGO	Adama	B2439902	62683524
BANDAOGO	Alidou		71421312
BANDAOGO	Bassirou		
BANDAOGO	Harouna		60110329
BANDAOGO	Rakietou	B6993841	77154092
DABRE	Adama		66958458
DABRE	Harouna	B3418148	
DABRE	Issouf	B0511195	76622927
DABRE	Ousmane	B0594352	77122800
DINKO	Ali	b5829225	63973046
GOUEM	Damata		61435205
GUIKO	Seyba	B2677208	70183253
GUINKO	Adama dono		71662046
GUINKO	Boukaré	B5492164	72750330
GUINKO	Daddé	145	70245148
GUINKO	Daouda	B5492606	60431158
GUINKO	Hama	8	70245148
GUINKO	Hansa		
GUINKO	Issa	B2440712	70835453
GUINKO	Mohamadi	b2440116	62683125
GUINKO	Noufou	B3789977	62827319
GUINKO	Ousmane	B2052967	72940439
GUINKO	Seyba	B2647208	70183253
GUINKO	Sibiro		70613803
GUINKO	Soumayila	B5492586	60110123
GUINKO	Tassere		
GUINKO	Todala	37	60736310
GUINKO	Zakaria	B0440107	70622720

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
KOBRE	Souleymane	B2445408	
LINGANE	Mariam		
NOMBRE	Asseta	B3646248	73815882
NOMBRE	Salimata		
TRAORE	Awa		70613803
YIOGO	Aly	B4670276	71407203
YIOGO	Seydou		61435205
YODA	Pascal	B2675908	64727202
ZEBA	Abibata	B3793350	63973046
ZEBA	Arguetou		60431237
ZEBA	Harouna		
ZEBA	Issa	CIC00493	73558673
ZEBA	Karim		73712263

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Garango sur les critères d'éligibilité et les barèmes du PAR de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 20 septembre 2014 à 10h00, s'est tenue à Garango, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages de: Lergho, Saré Peul, Nomboya (Gon-Boussougou) sur la réalisation sur la **réalisation de la piste de 157,43 km** qui traverse une partie de leur terroir.

La rencontre a eu pour objectif d'informer les communautés de cette localité potentiellement affectées par le projet, des critères d'éligibilité et les barèmes de compensation des biens affectés et recueillir en retour les préoccupations et les attentes des Personnes Affectées par le Projet.

Situant le contexte et la justification de la rencontre d'information sur les critères au projet et aux différentes compensations, les animateurs de la rencontre ont précisé que cette activité entre dans le cadre du processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation dans le cadre du projet.

La tenue de cette assemblée a permis aux animateurs, de s'entretenir avec les participants sur:

- Les critères d'éligibilité aux compensations ;-
- les types et conditions de compensation proposés aux personnes affectées par le projet;
- les barèmes pour le calcul des compensations proposées aux personnes affectées par le projet;
- les préoccupations et les attentes des populations rencontrées.

Levant toute équivoque susceptible d'engendrer des confusions, le chef d'équipe a rassuré les participants, qu'une liste de présence a été dressée (annexe 1) pour servir de preuve à la réalisation effective de cette assemblée et non pas dans l'optique d'allouer des frais de prise en charge des participants.

Des conditions d'éligibilité aux compensations

Il s'est agi de donner aux participants à la présente rencontre, des informations sur les conditions requises pour être bénéficiaire des compensions promues et proposées par le PPCB. En substance, il s'agit:

- d'avoir son champ situé dans l'emprise du projet;
- d'avoir son verger ou une plantation situés dans l'emprise du projet;
- d'avoir son habitat ou toute autre infrastructure connexe située dans l'emprise du projet ;
- d'avoir son activité perturbée pendant la mise en œuvre du projet;

Des barèmes de calcul des compensations (voir annexe 2)

Abordant ce volet dans sa communication, le chef d'équipe a présenté aux participants à la rencontre, les barèmes applicables au calcul des compensations qui comprennent:

- les compensations financières pour perte de récoltes;
- les compensations financières pour perte de verger ou plantation du fait du projet;
- les compensations financières pour perte d'habitat ou d'infrastructures connexes du fait du projet;
- les compensations pour la perturbation des activités économiques;

Des questions, préoccupations et vœux des participants

A la fin de l'exposé, la parole a été donnée aux participants afin d'entendre les questions, les préoccupations et des propositions en ce qui concerne les pertes de terres agricoles.

- ➤ Etant donné que le projet n'aménage pas de parcelles de remplacement, les PAP souhaitent une compensation des pertes de récoltes de deux campagnes en un paiement ;
- ➤ Une PAP absente peut-elle enter en possession de sa compensation et dans quelle condition ?
- Quelles sont les modalités pour procéder au changement du nom d'une ?
- Dans quelle délai va commencer la mise en œuvre des conclusions du PAR?

A ces questions les réponses suivantes ont été apportées :

- ➤ Le projet reconnais le bien fondé des modalités de paiement des pertes de récoltes et y adhérent ;
- ➤ Une PAP absente qui fournit une procuration dûment signée à une personne donnée peut recevoir sa compensation par l'intermédiaire du détenteur de de la procuration;

- ➤ Pour changer le nom d'une PAP, il est conseillé d'entrer en contact avec le consultant ou le projet et d'apporter les justificatifs de ce changement de nom ;
- ➤ Le date de démarrage du processus de mise en œuvre du PAR sera communiquée en temps opportun aux PAP.

A la suite de ces échanges, le consultant à demander aux PAP si elles valident les barèmes qui leur ont été soumis. L'ensemble des PAP présentes à la séance de consultation a validé ces barèmes qu'elles trouvent justes et souhaitent que ces barèmes qui leur ont été présentés soient maintenus pour le paiement des compensations.

La séance a été levée aux environ de 13heurs après l'établissement de la liste de présence.

Fait à Garango, le 20 septembre 2014

Le Consultant Le président CVD Le Conseiller Municipal

NIGNAN B. Bernard

Annexe 1 : liste de présence

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
BANDAOGO	Alidou		71421312
BANDAOGO	Bassirou		
BANDAOGO	Harouna		60110329
BANDAOGO	Rakietou	B6993841	77154092
DABRE	Adama		66958458
DABRE	Harouna	B3418148	
DABRE	Issouf	B0511195	76622927
DABRE	Ousmane	B0594352	77122800
DINKO	Ali	b5829225	63973046
GOUEM	Damata		61435205
GUIKO	Seyba	B2677208	70183253
GUINKO	Adama dono		71662046
GUINKO	Boukaré	B5492164	72750330
GUINKO	Daddé	145	70245148
GUINKO	Daouda	B5492606	60431158
GUINKO	Hama	8	70245148
GUINKO	Hansa		
GUINKO	Issa	B2440712	70835453
GUINKO	Mohamadi	b2440116	62683125
GUINKO	Noufou	B3789977	62827319
GUINKO	Ousmane	B2052967	72940439
GUINKO	Seyba	B2647208	70183253
GUINKO	Sibiro		70613803
GUINKO	Soumayila	B5492586	60110123
GUINKO	Tassere		
GUINKO	Todala	37	60736310
GUINKO	Zakaria	B0440107	70622720
KOBRE	Souleymane	B2445408	
LINGANE	Mariam		
NOMBRE	Asseta	B3646248	73815882
NOMBRE	Salimata		63717902
TRAORE	Awa		70613803
YIOGO	Aly	B4670276	71407203
YIOGO	Seydou		61435205
YODA	Pascal	B2675908	64727202
ZEBA	Abibata	B3793350	63973046
ZEBA	Arguetou		60431237
ZEBA	Hamado		63978804
ZEBA	Harouna		
ZEBA	Issa	CIC00493	73558673
ZEBA	Karim		73712263
ZEBA	Karim		73712263
BANDAOGO	Aliguetta	B1849591	73756867
NONKAGNE	Hamado	B3418136	76519561

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
NONKANE	Abdoulaye	B4120201	76463225
NONKANE	Boukaré	697251	
NONKANE	Noufou	B4231190	76510950
NONKANE	Sornaba moustapha	B1556042	
SARE	Mamata		
SIBONE	Odile	B0410448	63155613
ZARE	Mariam	B0513398	
DABRE	Adambila	B2604941	76215680
DABRE	Boukin	B2685468	79423344
DABRE	Danah	B0600401	79724446
DABRE	Idrissa	BF384001	79581615
DABRE	Lamina	B3476637	78280465
DABRE	Moussa	B6198741	76215692
DABRE	Ousmane	B4983996	76106450
GOGA	Koffi augustin	B2483258	65751350
GUEBRE	Azara	B3218292	
GUENE	Moazo	A2013952	76409619
GUENE	Moussa	B0483633	76645222
GUENE	Somayila	B1452465	76468279
GUENE	Zefo	B3171910	76184255
KABRE	Moniratou	B2164407	
MARE	Oumarou	B1509578	74780038
MARE	Yacouba	B0628830	74141489
MOLLE	Wofom	B5345270	76147371
NOMBO	Fatimata	B1683364	75852769
SORE	Togna	B5730856	75307795
TAITA	Boukaré	B0587435	76215675
YIGO	Allassane	B2685863	77802509
YIGO	Sibdou	B1281551	67450631
YIGO	Totao	B2673962	77680434
YIOU	Antoinette	B3078436	
GUENE	Moussa	B0483633	76645222

Annexe 2 : Barèmes pour le calcul des compensations

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures d'habitation et leurs annexes impactées

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment rectangulaire banco simple		tôle
(BNR)	40 000	
Bâtiment rectangulaire banco		tôle
amélioré	50 000	
Bâtiment en parpaings sans		tôle
peinture	75 000	
Case ronde traditionnelle (B)	70 000	FF
Cuisine	70 000	FF
Hangar / véranda (NR)	40 000	tôle
Hangar / véranda (DR)	40 000	tôle
Douche (BR)	25 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Enclos (BR)	25 000	FF
Clôture (D)	12 500	FF
Clôture (B)	3 500	FF
Latrines (DR)	30 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Poulaillers (DNR)	25 000	FF

Source : Bagrépôle

Les barèmes déjà appliqués pour l'évaluation des pertes des cultures et revenus agricoles sont les suivants :

Spéculation	Coût de	
	compensation (par	
	ha)	
Sorgho et petit mil	105 000/ha	
Riz	233 000/ha	
Maïs	113 125/ha	
Soja	130 850/ha	
Arachide	118 625/ha	
Niébé	187 500/ha	
Sésame	191 240/ha	
Voandzou	118 625/ha	
Coton	181 980/ha	
Oignon	1 320 000/ha	
Tomate	1 500 000/ha	

Gombo	1 500 000/ha
Autres	-

Source : Bagrépôle

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures commerciales

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment avec tôles (Etat	75 000	tôle
neuf)		
Bâtiment avec tôles (Etat	40 000	tôle
vieux)		
Hangar (toiture tôles)	40 000	tôle
Hangar (toiture paille)	75 000	FF
Kiosque	40 000	tôle
Kiosque	75 000	FF
Etals/Etagères	-	-
Autres infrastructures	-	-
temporaires		

Source : Bagrépôle

Les barèmes utilisés pour l'évaluation des pertes d'arbres privés des champs et habitation

Noms communs	Noms scientifiques	Coût unitaire
Anacardier	Anacardium occidentale	15000
Arbre de Calebasse	Crescentia cujete	10000
Moringa	Morenga oleifera	10000
Bananier	Musa spp	15000
Citronnier	Citrus sp	15000
Cocotier	Cocos nucifera	15000
Dattier	Phoenix dactylifera L	15000
Eucalyptus	Eucalyptus camaldulensis	10000
Goyavier	Psidium guayava	15000
Jatropha	Jatropha curcas	5000
Manguier	Mangifera indica	15000
Nimier	Azadirachta indica	10000
Oranger	Citrus sp	15000
Palmier	Elais guineense	15000
Papayer	Carica papaya	10000
Pomme cannelle	Annona squamosa	15000

Source : Bagrépôle

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Boussouma sur les critères d'éligibilité et les barèmes du PAR de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 15 septembre, s'est tenue à Boussouma à partir de 9h00, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages de NIAOGHO: Ibogo, Tengsoba, BEGUEDO: Tanvoussé, BOUSSOUMA: Lengha, Boussouma, Komboaré sur la réalisation sur la réalisation de la piste de 157,43 km qui traverse une partie de leur terroir.

La rencontre a eu pour objectif d'informer les communautés de cette localité potentiellement affectées par le projet, des critères d'éligibilité et les barèmes de compensation des biens affectés et recueillir en retour les préoccupations et les attentes des Personnes Affectées par le Projet..

Situant le contexte et la justification de la rencontre d'information sur les critères au projet et aux différentes compensations, les animateurs de la rencontre ont précisé que cette activité entre dans le cadre du processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation dans le cadre du projet.

La tenue de cette assemblée a permis aux animateurs, de s'entretenir avec les participants sur:

- Les critères d'éligibilité aux compensations ;-
- les types et conditions de compensation proposés aux personnes affectées par le projet;
- les barèmes pour le calcul des compensations proposées aux personnes affectées par le projet;
- les préoccupations et les attentes des populations rencontrées.

Levant toute équivoque susceptible d'engendrer des confusions, le chef d'équipe a rassuré les participants, qu'une liste de présence a été dressée (annexe 1) pour servir de preuve à la réalisation effective de cette assemblée et non pas dans l'optique d'allouer des frais de prise en charge des participants.

Des conditions d'éligibilité aux compensations

Il s'est agi de donner aux participants à la présente rencontre, des informations sur les conditions requises pour être bénéficiaire des compensions promues et proposées par le PPCB. En substance, il s'agit:

- d'avoir son champ situé dans l'emprise du projet;
- d'avoir son verger ou une plantation situés dans l'emprise du projet;
- d'avoir son habitat ou toute autre infrastructure connexe située dans l'emprise du projet ;
- d'avoir son activité perturbée pendant la mise en œuvre du projet ;

Des barèmes de calcul des compensations (voir annexe 2)

Abordant ce volet dans sa communication, le chef d'équipe a présenté aux participants à la rencontre, les barèmes applicables au calcul des compensations qui comprennent:

- les compensations financières pour perte de récoltes;
- les compensations financières pour perte de verger ou plantation du fait du projet;
- les compensations financières pour perte d'habitat ou d'infrastructures connexes du fait du projet;
- les compensations pour la perturbation des activités économiques;

Des questions, préoccupations et vœux des participants

A la fin de l'exposé, la parole a été donnée aux participants afin d'entendre les questions, les préoccupations et des propositions en ce qui concerne les pertes de terres agricoles.

- > Y a-t-il la possibilité d'avoir des parcelles aménagées de compensation;
- Comment remplacer le nom d'une PAP décédée par ces ayants-droit ?
- > Quelles sont les modalités pour procéder au changement du nom d'une?
- Dans quelle délai va commencer la mise en œuvre des conclusions du PAR?

A ces questions les réponses suivantes ont été apportées :

Le projet routier n'aménage pas de terres, donc la possibilité d'être compensée en terre n'est pas envisageable;

- ➤ Pour changer le nom d'une PAP décédé, il faut fournir les documents d'héritage afin que les ayants droits puissent bénéficier de la compensation ;
- ➤ Le date de démarrage du processus de mise en œuvre du PAR sera communiquée en temps opportun aux PAP.

A la suite de ces échanges, le consultant à demander aux PAP si elles valident les barèmes qui leur ont été soumis. L'ensemble des PAP présentes à la séance de consultation a validé ces barèmes qu'elles trouvent justes et souhaitent que ces barèmes qui leur ont été présentés soient maintenus pour le paiement des compensations.

La séance a été levée aux environs de 12 heures après l'établissement de la liste de présence.

Fait à Boussouma, le 15 septembre 2014

Le Consultant Le président CVD Le Conseiller Municipal

Annexe 1 : liste de présence

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
DABRE	Halidou	B6429691	66010678
DABRE	Issouf	B0594376	65246636
DABRE	Issouf	B0594376	
DABRE	Marie Raïssa	B3417272	64564700
DABRE	Marie Raïssa	B3417272	
DABRE	Momine	B1805999	76900802
DABRE	Momine	B1805999	
DABRE	Moussa Boure		75729962
DABRE	Moussa Boure		
DABRE	Raphael	B1804866	76955050
DABRE	Richard		76460849
DABRE	Abdoulaye	B6229920	65246677
DABRE	Abdoul-him	B4669668	66056459
DABRE	Basile	B1930553	78379744
DABRE	Fernand	B2761466	76254485
DABRE	Lassako	B1930423	
DABRE	Lassané	B6700037	74744230
DABRE	Lassané	B6700037	
DABRE	Mahamadou	B1930290	74721110
DABRE	Mariam	B4669651	65036544
DABRE	Mariam	B4669651	
DABRE	Mohamadi	B3206069	76657396
DABRE	Raphaël	B1804866	76955050
DABRE	Rokia		64541952
GOUEM	Aicha	A1540102	
GOUEM	Yambouré collette	1003568	76254485
GOUEM	Zenabo	B3417349	79219625
GOUEM	Zenabo	B3417349	79219625
GUEBRE	Damata		78883544
GUEBRE	Fatima	B3417251	74031381
GUENE	Habibou	3348	65246636
GUENE	Habibou	3348	
GUINKAO	Salmata		
LEMGHAM	Abdoul bassiet	B4020477	65036544

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
LEMGHAM	Abdoul bassiet	B4020477	
YIGO	Bagalo	B4059868	76900802
YIGO	Bagalo	B4059868	
YIGO	Engellina	B3417909	79731379
ZAMPOU	Amsetou		76900802
ZAMPOU	Amsetou		
ZAMPOU	Asseta	B3416775	66056459
ZAMPOU	Bassiratou	B6701237	
ZAMPOU	Bassiratou	B6701237	
ZAMPOU	Maminata	B1929549	76900802
ZAMPOU	Maminata	B1929549	
ZAMPOU	Momine	B1806773	76787774
ZAMPOU	Momine	B1806773	
ZAMPOU	Nafissa		
ZAMPOU	Salamatou		64695819
ZAMPOU	Soyam	B1930564	78884882
ZAMPOU	Tolou	B3418128	79268458
BANDAOGO	Adissa	B0513396	70654657
DABRE		B5594414	65266438
GNEGNE	Mominata	B2761880	73736669
GNEGNE	Mominata	B2761880	73736669
GOUEM	Momini	B1973106	73937551
GOUEM	Seyba	B4803988	70420050
GOUEM	Seyba	B4803988	
NONKAGNE	Hamado	B3418136	76519561
DABRE	Azarratou		
DABRE	Salamato	B1707161	
DABRE	Salamato	B1707161	
DABRE	Salamatou	B1805512	66803695
DABRE	Salamatou	B1805512	66803695
DABRE	Siralon	B1705127	
DABRE	Siralou	B1705127	

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
DABRE	Tollo sarata	B1705550	74145073
DABRE	Yandara	18	76963945
GOUEM	Roukietou	824	79857898
NONI	Abibata	12	69690608
NONI	Habibatou		65690668
SARE	Adjaratou	B1807548	67174386
YABRE	Animata	B1807253	65107856
YODA	Barkima	B1807196	65491412
YODA	Penlou	404	
ZAMPOU	Abdou	B1000062	68390822
ZAMPOU	Henri	B1707399	76914570
ZAMPOU	Henri	B1707399	
ZAMPOU	Mahama	625	76557684
ZAMPOU	Moussa	B1807258	67574052
ZAMPOU	Sayba	B4018705	
ZAMPOU	Seydou	B4059004	75956700
ZAMPOU	Yacouba	B4923221	74509702
ZAMPOU	Zakaria	B5538974	75222717
ZAMPOU	Zakaria	B5538974	
ZAMPOU	Zakaria	B5538974	
BAMBORE	Daniel	B7231542	
BAMBORE	Daniel	B7231542	
BAMBORE	Dominique	B5990133	74244447
BAMBORE	Dominique	B5990133	
BAMBORE	Maliki	B7231672	77711820
BAMBORE	Maliki	B7231672	

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
BAMBORE	Nabyam	B7231535	-
BAMBORE	Nabyam	B7231535	
BAMBORE	Salama	B4473713	65997774
BANCE	Lare fadima	B1002044	65022793
BANDAOGO	Tata	B7159087	
BANDAOGO	Tata	B7159087	
NIAONE	Halidou	B7231590	
ZAMPOU	Zenabou	B7260535	
ZAMPOU	Zenabou	B7260535	
ZAMPOU	Zenabou	B7260535	
BARA	Zaratou	B0553400	
COMPAORE	Marietou	B4472362	
DJIEBRE	Sahado	B0550026	65176608
DJIEBRE	Sahado	B0550026	
DJIEBRE	Sahado	B0550026	
GUEBRE	Guibila	B6590641	65583060
GUEBRE	Halidou	B6384884	
GUEBRE	Moussa	B0737415	78414441
GUEBRE	Moussa	B0737415	
GUEBRE	Moussa	B0737415	
GUEBRE	Seto	B4471385	
GUEBRE	Tahere	B3767535	76142511
GUEBRE	Tahere	B3767535	
GUEBRE	Tassere	B6650264	76666864
GUEBRE	Tassere	B6650264	76666860
GURBRE	Souleymane	B3767729	74462404

Annexe 2 : Barèmes pour le calcul des compensations

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures d'habitation et leurs annexes impactées

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment rectangulaire banco simple	annume	tôle
(BNR)	40 000	
Bâtiment rectangulaire banco		tôle
amélioré	50 000	
Bâtiment en parpaings sans		tôle
peinture	75 000	
Case ronde traditionnelle (B)	70 000	FF
Cuisine	70 000	FF
Hangar / véranda (NR)	40 000	tôle
Hangar / véranda (DR)	40 000	tôle
Douche (BR)	25 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Enclos (BR)	25 000	FF
Clôture (D)	12 500	FF
Clôture (B)	3 500	FF
Latrines (DR)	30 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Poulaillers (DNR)	25 000	FF

Source : Bagrépôle

Les barèmes déjà appliqués pour l'évaluation des pertes des cultures et revenus agricoles sont les suivants :

Spéculation	Coût de	
	compensation (par	
	ha)	
Sorgho et petit mil	105 000/ha	
Riz	233 000/ha	
Maïs	113 125/ha	
Soja	130 850/ha	
Arachide	118 625/ha	
Niébé	187 500/ha	
Sésame	191 240/ha	
Voandzou	118 625/ha	
Coton	181 980/ha	
Oignon	1 320 000/ha	
Tomate	1 500 000/ha	

Gombo	1 500 000/ha
Autres	-

Source : Bagrépôle

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures commerciales

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment avec tôles (Etat	75 000	tôle
neuf)		
Bâtiment avec tôles (Etat	40 000	tôle
vieux)		
Hangar (toiture tôles)	40 000	tôle
Hangar (toiture paille)	75 000	FF
Kiosque	40 000	tôle
Kiosque	75 000	FF
Etals/Etagères	-	-
Autres infrastructures	-	-
temporaires		

Source : Bagrépôle

Les barèmes utilisés pour l'évaluation des pertes d'arbres privés des champs et habitation

Noms communs	Noms scientifiques	Coût unitaire
Anacardier	Anacardium occidentale	15000
Arbre de Calebasse	Crescentia cujete	10000
Moringa	Morenga oleifera	10000
Bananier	Musa spp	15000
Citronnier	Citrus sp	15000
Cocotier	Cocos nucifera	15000
Dattier	Phoenix dactylifera L	15000
Eucalyptus	Eucalyptus camaldulensis	10000
Goyavier	Psidium guayava	15000
Jatropha	Jatropha curcas	5000
Manguier	Mangifera indica	15000
Nimier	Azadirachta indica	10000
Oranger	Citrus sp	15000
Palmier	Elais guineense	15000
Papayer	Carica papaya	10000
Pomme cannelle	Annona squamosa	15000

Source : Bagrépôle

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Bittou sur les critères d'éligibilité et les barèmes du PAR de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 10 septembre, s'est tenue à Bittou, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages: Déma, Loaba Peul, Hamdalaye, Nakré, Yarsé, Yanti, sampéma sur la réalisation sur la **réalisation de la piste de 157,43 km** qui traverse une partie de leur terroir.

La rencontre a eu pour objectif d'informer les communautés de cette localité potentiellement affectées par le projet, des critères d'éligibilité et les barèmes de compensation des biens affectés et recueillir en retour les préoccupations et les attentes des Personnes Affectées par le Projet..

Situant le contexte et la justification de la rencontre d'information sur les critères au projet et aux différentes compensations, les animateurs de la rencontre ont précisé que cette activité entre dans le cadre du processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation dans le cadre du projet.

La tenue de cette assemblée a permis aux animateurs, de s'entretenir avec les participants sur:

- Les critères d'éligibilité aux compensations ;-

- les types et conditions de compensation proposés aux personnes affectées par le projet;
- les barèmes pour le calcul des compensations proposées aux personnes affectées par le projet;
- les préoccupations et les attentes des populations rencontrées.

Levant toute équivoque susceptible d'engendrer des confusions, le chef d'équipe a rassuré les participants, qu'une liste de présence a été dressée (annexe 1) pour servir de preuve à la réalisation effective de cette assemblée et non pas dans l'optique d'allouer des frais de prise en charge des participants.

Des conditions d'éligibilité aux compensations

Il s'est agi de donner aux participants à la présente rencontre, des informations sur les conditions requises pour être bénéficiaire des compensions promues et proposées par le PPCB. En substance, il s'agit:

- d'avoir son champ situé dans l'emprise du projet;
- d'avoir son verger ou une plantation situés dans l'emprise du projet;
- d'avoir son habitat ou toute autre infrastructure connexe située dans l'emprise du projet ;
- d'avoir son activité perturbée pendant la mise en œuvre du projet ;

Des barèmes de calcul des compensations (voir annexe 2)

Abordant ce volet dans sa communication, le chef d'équipe a présenté aux participants à la rencontre, les barèmes applicables au calcul des compensations qui comprennent:

- les compensations financières pour perte de récoltes;
- les compensations financières pour perte de verger ou plantation du fait du projet;
- les compensations financières pour perte d'habitat ou d'infrastructures connexes du fait du projet;
- les compensations pour la perturbation des activités économiques;

Des questions, préoccupations et vœux des participants

A la fin de l'exposé, la parole a été donnée aux participants afin d'entendre les questions, les préoccupations et des propositions en ce qui concerne les pertes de terres agricoles.

- ➤ Etant donné que le projet n'aménage pas de parcelles de remplacement, les PAP souhaitent une compensation des pertes de récoltes de deux campagnes en un paiement ;
- ➤ Une PAP absente peut-elle enter en possession de sa compensation et dans quelle condition ?
- Quelles sont les modalités pour procéder au changement du nom d'une ?
- Dans quelle délai va commencer la mise en œuvre des conclusions du PAR ?

A ces questions les réponses suivantes ont été apportées :

- ➤ Le projet reconnais le bien fondé des modalités de paiement des pertes de récoltes et y adhérent ;
- ➤ Une PAP absente qui fournit une procuration dûment signée à une personne donnée peut recevoir sa compensation par l'intermédiaire du détenteur de de la procuration;
- ➤ Pour changer le nom d'une PAP, il est conseillé d'entrer en contact avec le consultant ou le projet et d'apporter les justificatifs de ce changement de nom ;
- ➤ Le date de démarrage du processus de mise en œuvre du PAR sera communiquée en temps opportun aux PAP.

A la suite de ces échanges, le consultant à demander aux PAP si elles valident les barèmes qui leur ont été soumis. L'ensemble des PAP présentes à la séance de consultation a validé ces barèmes qu'elles trouvent justes et souhaitent que ces barèmes qui leur ont été présentés soient maintenus pour le paiement des compensations.

La séance a été levée aux environ de 13heurs après l'établissement de la liste de présence.

Fait à Bittou, le 10 septembre 2014

Le Consultant Le président CVD Le Conseiller Municipal

Annexe 1 : liste de présence

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
SAMBARE	Gaousso	B3142213	
SONDE	Harouna	B5223968	62524898
SONDE	Haya	263	63574323
GAMBONE	Yakouba	B6651612	71172956
KABORE	Emmanuel	1011/14	72952920
BANAZOE	Boureima	B5131329	62677958
KANAZOE	Idrissa	B7131329	62677258
OUANGO	Doalean	B5194888	73252439
BANDAOGO	Salifo	B5232405	76173828
BANDAOGO	Souleymane	B1228891	75591513
BANSE	Adama	B3978471	79117555
BARRY	Ousmane	B4856770	72537399
DABRE	Tonkougnan	B3976281	75254333
DIABO	Zoulganai	B1021711	68588600
GUEBRE	Tonguim	B1183113	63323303
LOURE	Boubouré	B1228235	63455183
LOURE	Fobouré	B3780521	61848842
LOURE	Hamado	B1178495	71439626
LOURE	Salif	B5899509	77301675
LOURE	Seyba	B3978821	75038991
LOURE	Siramane	B5020866	74675528
LOURE	Tozoura	B5431107	75486358
OUARE	Yemdaogo	B1178889	71800073
SALBRE	Drissa	B4071374	76361339
SALBRE	Yiredoma	B1188033	73936447
SAMBARE	Abdou	B4235984	62990911
SAMBARE	Adama	B3978455	65753863
SAMBARE	Boukaré	B4237310	63919356
SAMBARE	Diabouré	D1207010	00010000
SAMBARE	Hamado	B3974415	75535258
SAMBARE	Hamado	B6545025	66348801
SAMBARE	Idrissa	B4269381	62325107
SAMBARE	Idrissa	B4269381	02020101
SAMBARE	Issouf	B1196409	68589132
SAMBARE	Issoufou	B1877270	76269519
SAMBARE	Moimouni	B6673680	10203013
SAMBARE	Minimonii	D0019000	68581679
SAMBARE	Parzoula moumouni	B2142716	76143539
SAMBARE	Sanoussa	B4353499	62408264
SAMBARE	Siramane	B4228596	72941165
SAMBARE SAMBARE	Yacouba	B4233810	74098929
SAMBRE	Zagnan	B4233810 B4674385	74098929

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
SARE	Koffi	B1228102	76749231
SARE	Mahamoudou	B1178768	72960610
SARE	Salif	B4676441	61512291
SARE	Soumaila	B1178876	60701277
SARE	Tobazéré	B4674384	72406309
SARE	Todama	B0623139	
SORGHO	Alima	B5670980	73685448
YARA	Mery	B3974491	79207949
ZOUGMORE	Bourahima	B3806558	70571535

Annexe 2 : Barèmes pour le calcul des compensations

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures d'habitation et leurs annexes impactées

Type d'infrastructure	Coût	Unité
	unitaire	
Bâtiment rectangulaire banco simple		tôle
(BNR)	40 000	
Bâtiment rectangulaire banco		tôle
amélioré	50 000	
Bâtiment en parpaings sans		tôle
peinture	$75\ 000$	
Case ronde traditionnelle (B)	70 000	FF
Cuisine	70 000	FF
Hangar / véranda (NR)	40 000	tôle
Hangar / véranda (DR)	40 000	tôle
Douche (BR)	25 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Enclos (BR)	25 000	FF
Clôture (D)	12 500	FF
Clôture (B)	3 500	FF
Latrines (DR)	30 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Poulaillers (DNR)	25 000	FF

Source : Bagrépôle

Les barèmes déjà appliqués pour l'évaluation des pertes des cultures et revenus agricoles sont les suivants :

Spéculation	Coût	
	compensation	(par

	ha)
Sorgho et petit mil	105 000/ha
Riz	233 000/ha
Maïs	113 125/ha
Soja	130 850/ha
Arachide	118 625/ha
Niébé	187 500/ha
Sésame	191 240/ha
Voandzou	118 625/ha
Coton	181 980/ha
Oignon	1 320 000/ha
Tomate	1 500 000/ha
Gombo	1 500 000/ha
Autres	-

Source : Bagrépôle

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures commerciales

Coût unitaire	Unité
75 000	tôle
40 000	tôle
40 000	tôle
75 000	FF
40 000	tôle
75 000	FF
-	-
-	-
	40 000 40 000 75 000 40 000

Source: Bagrépôle

Les barèmes utilisés pour l'évaluation des pertes d'arbres privés des champs et habitation

Noms communs	Noms scientifiques	Coût unitaire
Anacardier	Anacardium occidentale	15000
Arbre de Calebasse	Crescentia cujete	10000
Moringa	Morenga oleifera	10000
Bananier	Musa spp	15000
Citronnier	Citrus sp	15000
Cocotier	Cocos nucifera	15000

Dattier	Phoenix dactylifera L	15000
Eucalyptus	Eucalyptus camaldulensis	10000
Goyavier	Psidium guayava	15000
Jatropha	Jatropha curcas	5000
Manguier	Mangifera indica	15000
Nimier	Azadirachta indica	10000
Oranger	Citrus sp	15000
Palmier	Elais guineense	15000
Papayer	Carica papaya	10000
Pomme cannelle	Annona squamosa	15000

Source : Bagrépôle

Procès-verbal de la rencontre villageoise de Bagré sur les critères d'éligibilité et les barèmes du PAR de la piste de 157,43 km.

L'an 2014 et le 12 septembre, s'est tenue à Bagré à partir de 10 h, une réunion villageoise d'information et de consultation des populations des villages de Bagré-Village, Béga, Boakla, Goudayéré, Sangaboulé, Zangoula sur la réalisation sur la réalisation de la piste de 157,43 km qui traverse une partie de leur terroir.

La rencontre a eu pour objectif d'informer les communautés de cette localité potentiellement affectées par le projet, des critères d'éligibilité et les barèmes de compensation des biens affectés et recueillir en retour les préoccupations et les attentes des Personnes Affectées par le Projet..

Situant le contexte et la justification de la rencontre d'information sur les critères au projet et aux différentes compensations, les animateurs de la rencontre ont précisé que cette activité entre dans le cadre du processus d'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation dans le cadre du projet.

La tenue de cette assemblée a permis aux animateurs, de s'entretenir avec les participants sur:

- Les critères d'éligibilité aux compensations ;-
- les types et conditions de compensation proposés aux personnes affectées par le projet;
- les barèmes pour le calcul des compensations proposées aux personnes affectées par le projet;
- les préoccupations et les attentes des populations rencontrées.

Levant toute équivoque susceptible d'engendrer des confusions, le chef d'équipe a rassuré les participants, qu'une liste de présence a été dressée (annexe 1) pour servir de preuve à la réalisation effective de cette assemblée et non pas dans l'optique d'allouer des frais de prise en charge des participants.

Des conditions d'éligibilité aux compensations

Il s'est agi de donner aux participants à la présente rencontre, des informations sur les conditions requises pour être bénéficiaire des compensions promues et proposées par le PPCB. En substance, il s'agit:

- d'avoir son champ situé dans l'emprise du projet;
- d'avoir son verger ou une plantation situés dans l'emprise du projet;
- d'avoir son habitat ou toute autre infrastructure connexe située dans l'emprise du projet ;
- d'avoir son activité perturbée pendant la mise en œuvre du projet ;

Des barèmes de calcul des compensations (voir annexe 2)

Abordant ce volet dans sa communication, le chef d'équipe a présenté aux participants à la rencontre, les barèmes applicables au calcul des compensations qui comprennent:

- les compensations financières pour perte de récoltes;
- les compensations financières pour perte de verger ou plantation du fait du projet;
- les compensations financières pour perte d'habitat ou d'infrastructures connexes du fait du projet;
- les compensations pour la perturbation des activités économiques;

Des questions, préoccupations et vœux des participants

A la fin de l'exposé, la parole a été donnée aux participants afin d'entendre les questions, les préoccupations et des propositions en ce qui concerne les pertes de terres agricoles.

- ➤ Etant donné que le projet n'aménage pas de parcelles de remplacement, les PAP souhaitent une compensation des pertes de récoltes de deux campagnes en un paiement ;
- ➤ Une PAP absente peut-elle enter en possession de sa compensation et dans quelle condition ?
- Quelles sont les modalités pour procéder au changement du nom d'une ?

Dans quelle délai va commencer la mise en œuvre des conclusions du PAR ?

A ces questions les réponses suivantes ont été apportées :

- ➤ Le projet reconnais le bien fondé des modalités de paiement des pertes de récoltes et y adhérent ;
- ➤ Une PAP absente qui fournit une procuration dûment signée à une personne donnée peut recevoir sa compensation par l'intermédiaire du détenteur de de la procuration;
- ➤ Pour changer le nom d'une PAP, il est conseillé d'entrer en contact avec le consultant ou le projet et d'apporter les justificatifs de ce changement de nom ;
- ➤ Le date de démarrage du processus de mise en œuvre du PAR sera communiquée en temps opportun aux PAP.

A la suite de ces échanges, le consultant à demander aux PAP si elles valident les barèmes qui leur ont été soumis. L'ensemble des PAP présentes à la séance de consultation a validé ces barèmes qu'elles trouvent justes et souhaitent que ces barèmes qui leur ont été présentés soient maintenus pour le paiement des compensations.

La séance a été levée aux environs de 12h après l'établissement de la liste de présence.

Fait à Bagré, le 12 septembre 2014

Le Consultant Le président CVD Le Conseiller Municipal

Annexe 1 : liste de présence

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
SAWADOGO	Sibiri	185	72177012
SONDE	Boukari	B2431206	63747252
YAOGO	Pata Francis	B5907783	61598753
ZAMPOU	Assetou	B1937710	60809569
ZAMPOU	Habibatou	B4018586	75977061
ZIDOUEMBA	Gannoaga	679203	71811788
ZONGO	Karim	B3253971	72674931
BOUNDAOGO	Barkissa	B7265994	
KAMBONE	Delwendé	B3648300	61708287
KAMBONE	Issa	B2512039	71503245
SANFO	Ousseni	B2341225	60254432
WELGO	Yakoba	B6186855	71630666
ZORNE	Assetou	B7266102	73069672
VELEGDA	Mamounata	B5408571	70207250/76207250/78207250
BABONE	Salam	B7261105	
BIKIENGA	Oumarou		
CONGOMBO	Salfo		
DABONE	Alimatou	B4929507	
ILBOUDO	Daguily	B4547701	63693802
ILBOUDO	Lassane	B2558051	61239122
KABAWA	Issaka	B2092653	78767816
KABAWA	Moussa	B2143921	70104393
KABORE	Bombi Ali	B5992550	73098170
KABORE	Hado	B4356911	60431565
KABORE	Issa	B5907782	
KABORE	Ousmane	B5992576	60449873
KABORE	Youga	B2882755	70806694
KAFANDO	Issa	B6142300	71434617
KANAZOE	Issouf	B4857120	70409466
KOURAOGO	Yemdaogo	B7064095	71302272
NIAMPA	Salfo	B4591069	71339981
OUEDRAOGO	Issouf	B1497608	70068734
OUILI	Raphael	B2092439	63693802
SANA	Abdou	B7086682	70611851

Nom	Prénom	N° d'identité	Contact téléphonique
SANA	Wahabou	B3948916	72052977
SINDBEOGO	Yamdare Mouni	B5911787	71133099
SORGHO	Bousi	B2092278	70149741
ZABSONRE	Ousseni	884	72244016
ZIDNABA	Alaye	3601	61701228
ZIDWEMBA	Nongdo Joanny		63693802
BARRY	Moumini	B6143324	70366885
YEMBONE	Adama	B4630174	70055121
BARRY	Idrissa		72272142
DIALLO	Boureima	B4856367	71012987
DIALLO	Mankido	B0477115	71267441
DIALLO	Mankido	B0477115	
SAWADOGO	Salif	1445417	
TOUGMA	Lucien	B4250989	60000593

Annexe 2 : Barèmes pour le calcul des compensations

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures d'habitation et leurs annexes impactées

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment rectangulaire banco simple	annume	tôle
(BNR)	40 000	
Bâtiment rectangulaire banco		tôle
amélioré	50 000	
Bâtiment en parpaings sans		tôle
peinture	75 000	
Case ronde traditionnelle (B)	70 000	FF
Cuisine	70 000	FF
Hangar / véranda (NR)	40 000	tôle
Hangar / véranda (DR)	40 000	tôle
Douche (BR)	25 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Enclos (BR)	25 000	FF
Clôture (D)	12 500	FF
Clôture (B)	3 500	FF
Latrines (DR)	30 000	FF
Douche (DR)	35 000	FF
Poulaillers (DNR)	25 000	FF

Source : Bagrépôle

Les barèmes déjà appliqués pour l'évaluation des pertes des cultures et revenus agricoles sont les suivants :

Spéculation	Coût de
	compensation (par
	ha)
Sorgho et petit mil	105 000/ha
Riz	233 000/ha
Maïs	113 125/ha
Soja	130 850/ha
Arachide	118 625/ha
Niébé	187 500/ha
Sésame	191 240/ha
Voandzou	118 625/ha
Coton	181 980/ha
Oignon	1 320 000/ha
Tomate	1 500 000/ha

Gombo	1 500 000/ha
Autres	-

Source : Bagrépôle

Les coûts unitaires qui ont été utilisés pour l'évaluation des compensations des infrastructures commerciales

Type d'infrastructure	Coût unitaire	Unité
Bâtiment avec tôles (Etat	75 000	tôle
neuf)		
Bâtiment avec tôles (Etat	40 000	tôle
vieux)		
Hangar (toiture tôles)	40 000	tôle
Hangar (toiture paille)	75 000	FF
Kiosque	40 000	tôle
Kiosque	75 000	FF
Etals/Etagères	-	-
Autres infrastructures	-	-
temporaires		

Source: Bagrépôle

Les barèmes utilisés pour l'évaluation des pertes d'arbres privés des champs et habitation

Noms communs	Noms scientifiques	Coût unitaire
Anacardier	Anacardium occidentale	15000
Arbre de Calebasse	Crescentia cujete	10000
Moringa	Morenga oleifera	10000
Bananier	Musa spp	15000
Citronnier	Citrus sp	15000
Cocotier	Cocos nucifera	15000
Dattier	Phoenix dactylifera L	15000
Eucalyptus	Eucalyptus camaldulensis	10000
Goyavier	Psidium guayava	15000
Jatropha	Jatropha curcas	5000
Manguier	Mangifera indica	15000
Nimier	Azadirachta indica	10000
Oranger	Citrus sp	15000
Palmier	Elais guineense	15000
Papayer	Carica papaya	10000
Pomme cannelle	Annona squamosa	15000

Source : Bagrépôle

